TOME VII. N° 13 *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 1er OCTOBRE 1921

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

La Tuberculose

FLÉAU de l'humanité et du monde animal, la tuberculose est une maladie essentiellement contagieuse, dont le développement est en rapport direct avec les progrès de la civilisation. Elle est due à un parasite, le bacille de Koch. Celui-ci, en proliférant dans les organes de l'homme et des animaux, y provoque la formation de tubercules qui détruisent les viscères et amènent la mort. Chez l'homme, tous les organes peuvent être atteints, mais la tuberculose du poumon est celle qui produit le plus de ravages.

Pour bien comprendre l'état actuel de nos connaissances sur la tuberculose, il est nécessaire d'envisager successivement le parasite, son action expérimentale, son action spontanée sur l'homme et sur les animaux, les causes de son développement, les raisons de ses lésions et les tentatives faites pour enrayer le mal. Le rôle de la France dans les acquisitions scientifiques sur la tuberculose est considérable, et deux noms doivent être retenus au début de cette revue, celui de Laennec qui, en 1819, découvrit l'auscultation et fit réaliser à la clinique et à l'anatomie pathologique de la maladie les plus grands progrès, et celui de Villemin qui, en 1865, prouva que la tuberculose était contagieuse et

inoculable, bouleversant les notions de l'époque et rendant possible la découverte du bacille par Koch en 1882.

*
* *

Le bacille de Koch existe dans toutes les lésions tuberculeuses. C'est un bâtonnet, grêle, immobile, ayant de $1\mu,5$ à $3\mu,5$ de longueur, $0\mu,3$ d'épaisseur, soit en moyenne le quart ou la moitié du diamètre d'un globule rouge. Pour le mettre en évidence dans les sécrétions ou dans les organes, il est nécessaire de le colorer. La matière colorante la plus habituellement utilisée est la fuchsine phéniquée (procédé de Ziehl-Nielsen). Les bacilles, après immersion dans la solution de fuchsine, décoloration de la préparation par l'acide nitrique et l'alcool, restent seuls colorés en rouge et, par cette teinte vive, tranchent sur le fond, où les autres éléments sont colorés en bleu par le bleu de méthylène. Cette propriété chimique de garder la coloration rouge, après décoloration par l'alcool et l'acide nitrique, range le bacille de Koch parmi les bacilles dits acido-résistants dont la plupart ne sont que de simples saprophytes. Quand on suppose que les bacilles sont peu nombreux dans les sécrétions à examiner, pour les mettre en évidence, on utilise le procédé de l'homogénéisation qui permet de réunir ensemble tous les bacilles épars. Pour mieux étudier le bacille de Koch, on le cultive soit dans du bouillon peptoné ordinaire additionné de 5 à 8 pour 100 de glycérine, soit sur des tubes de pomme de terre, imprégnés de bouillon glycériné à 5 pour 100. Dans ces milieux, le bacille pousse lentement. Dans les milieux liquides, les colonies se développent en trois ou quatre semaines sous forme d'un voile épais qui se ride et finit par tomber au fond du ballon ; sur les milieux solides, les colonies prennent une forme irrégulière, écailleuse.

Qu'il provienne d'une culture ou d'une sécrétion pathologique, le bacille tuberculeux a une vitalité considérable. Aérobie, il se développe surtout dans les organes, comme le poumon, où l'oxygène est très répandu. La putréfaction a peu d'action sur lui. Dans les viscères des cadavres tuberculeux, la virulence persiste après plusieurs mois et même plusieurs années. Dans les eaux d'égout, dans les fosses septiques, le bacille est détruit avec une très grande lenteur.

D'après Calmette, sa virulence persiste dans la boue humide pendant plus de quatre mois et, dans la terre de jardin, pendant plus de sept mois. Elle n'est pas atténuée par le froid ; des températures de — 180 degrés, obtenues par des congélations et des décongélations successives avec l'air liquide, n'ont aucune action sur elle. Il n'en est pas de même de la chaleur. En milieu sec, le bacille tuberculeux est tué en quarante-cinq minutes par une température de 145 degrés. En milieu humide, pour obtenir le même résultat, il suffit de cinq minutes à 80 degrés et d'une minute à 95 degrés, la résistance diminuant beaucoup avec la température. La lumière agit sur le bacille, en le stérilisant en deux heures d'après Strauss ; dans les poussières des pays ensoleillés, on ne trouve pas de bacilles, comme Vaudremer l'a démontré pour les poussières de Cannes. Les rayons ultra-violets, émis par les lampes à mercure, détruisent les bacilles en dix minutes. Ceux-ci périssent spontanément par le vieillissement dans les cultures âgées, au bout de huit à dix mois. Certains agents chimiques les détruisent dans les cultures ; mais, comme cette question est liée à celle de la chimiothérapie de la tuberculose, j'y reviendrai ultérieurement. La constitution chimique du bacille de Koch est encore assez mal connue, malgré les très nombreux travaux sur la question, travaux rendus d'ailleurs très dangereux pour les expérimentateurs ; Goris, un des derniers chercheurs, en a bien fait connaître la nocivité. La manutention des bacilles pulvérisés, quoique détruits et stérilisés par l'alcool et le chloroforme, amène une toux quinteuse et persistante, de la dyspnée, de la fièvre s'élevant jusqu'à 40 degrés, de l'asthénie marquée, pouvant durer plusieurs semaines. Le bacille tuberculeux est composé de substances lipoïdiques, dont une très spéciale, le hyalinol, matière dure, blanche, cassante, cornée, d'une cire, d'une matière grasse, de substances non lipoïdiques, d'une nucléo-albumine, d'amino-acides et de substances minérales dont l'incinération révèle des phosphates et des sulfates de sodium, de potassium, de calcium, de magnésium et des traces de fer, de manganèse et de zinc. Le bacille tuberculeux est acido-résistant, et cette propriété paraît en rapport avec sa vitalité et son action pathogène. La cause de cette acido-résistance a été successivement attribuée à tous les composants chimiques du corps bacillaire. Pour Goris, elle serait principalement

due aux acides gras libres, aux cires et aux substances provenant de la saponification de cette cire. Ferran (de Barcelone), qui a découvert en 1886 la vaccination cholérique, a émis l'idée que l'acido-résistance pouvait se perdre et se récupérer, idée soutenue aussi en partie par Auclair quelques années plus tard. Récemment, Vaudremer a démontré que le bacille perdait son acido-résistance si on le faisait pousser sur la gélose ordinaire non glycérinée, mais qu'il la récupérait si on ajoutait une trace de sérum frais à la culture sur gélose et si on réensemençait les bacilles sur milieux glycérinés.

Cultivé sur le bouillon peptoné glycériné, le bacille sécrète un produit auquel Koch a donné le nom de tuberculine, préparé par une stérilisation du milieu à 100 degrés, par une filtration et une concentration du liquide filtré. Cette tuberculine a des propriétés biologiques très spéciales, utilisées dans le diagnostic et le traitement de la tuberculose. En faisant pousser le bacille sur du simple bouillon de pomme de terre, Vaudremer a vu qu'il ne sécrétait plus de tuberculine. On a retiré du corps des bacilles eux-mêmes une série de produits plus ou moins toxiques, les uns enlevés par le chloroforme et l'éther, comme l'éthéro et la chloroformo-bacilline d'Auclair, les autres formant le reliquat des autres extractions, comme la bacillo-caséine du même auteur.

*
* *

Après cet exposé sommaire des propriétés morphologiques, physiques et chimiques du bacille de Koch, il convient d'examiner son action nocive sur l'organisme animal. La meilleure manière de s'en rendre compte est de suivre les étapes de la tuberculose expérimentale. Si l'on inocule une certaine quantité de bacilles tuberculeux sous la peau du ventre d'un cobaye sain, on provoque en deux ou trois semaines l'apparition d'une tuméfaction qui s'abcède, s'ulcère et s'ouvre au dehors ; c'est le chancre d'inoculation. En même temps, une adénopathie se forme lentement dans la zone lymphatique du chancre. Le cobaye maigrit et, selon sa résistance, selon la quantité de bacilles inoculés ou leur virulence, il guérit ou il succombe à sa maladie expérimentale. Dans ce cas, l'autopsie révèle un semis de tubercules sur la rate, le péritoine, le foie, les poumons, etc. ; ces

tubercules contiennent tous des bacilles de Koch. Les tubercules sont formés de granulations, c'est-à-dire de petites nodosités, dures, grisâtres, non énucléables, d'un diamètre variant d'un dixième de millimètre à trois millimètres. Ces granulations deviennent opaques, prennent une teinte jaune au centre et se ramollissent. Elles sont composées de figures histologiques appelées follicules tuberculeux, comprenant une entité véritablement spécifique, la cellule géante. Cette cellule, composée de plusieurs noyaux, groupés à la périphérie en forme de couronne ou de demi-couronne, est entourée de cellules dites épithélioïdes et de cellules embryonnaires. Le centre de la cellule géante est composé d'une masse caséeuse, amorphe, en voie de désorganisation et dans laquelle on trouve des bacilles de Koch. C'est la terrible caséose, résultat de l'action toxique directe du parasite. Elle détruit la cellule géante elle-même dans sa totalité et crée l'infiltration tuberculeuse. La disparition caséeuse des viscères lésés est fatale, si l'organisme n'arrive pas, par un processus spécial de défense, à emprisonner les bacilles dans une gangue de tissu fibreux, sorte de barrière protectrice contre l'envahissement progressif. La défense contre le bacille ne s'effectue pas par la phagocytose, comme pour les autres parasites, car le bacille tuberculeux ne se laisse pas englober par les leucocytes, ou, s'il se laisse englober, c'est pour détruire les globules blancs, au lieu d'être détruit par eux. Il tue et désagrège les leucocytes polynucléaires et même les leucocytes mononucléaires, comme l'a montré Charles Madelaine. Même chez la chenille de la ruche d'abeille, l'animal le plus réfractaire à l'action du bacille, sa destruction, quand on en suit les étapes biologiques, ne s'opère qu'au prix des plus grandes difficultés.

Si, à un cobaye inoculé depuis quinze à dix-huit jours avec des bacilles tuberculeux, on injecte une seconde fois sous la peau du ventre la même quantité des mêmes bacilles, on observe un fait très curieux, d'une importance capitale, auquel on a donné le nom de « phénomène de Koch ». Il ne se produit pas, au point inoculé, comme la première fois, un abcès, un chancre, une adénite à évolution lente. En trois ou quatre jours, au point d'injection, on voit apparaître une ecchymose, une nécrose, une élimination des bacilles injectés, puis la cicatrisation rapide de la plaie ainsi formée.

Le cobaye s'est défendu contre l'invasion des nouveaux bacilles par leur expulsion brutale. Dans le phénomène de Koch, l'organisme du cobaye réagit donc d'une manière toute différente à cette seconde inoculation. Dans la première, la réaction défensive s'effectuait lentement par le système lymphatique ; dans la seconde, elle s'exerce par une expulsion brutale des bacilles introduits. L'énergie de défense n'est plus la même. Il s'agit d'une autre énergie, d'allergie (ἄλλος autre, ἔργον réaction), selon l'heureuse expression de von Pirquet. L'allergie indique à la fois de la résistance et de l'hypersensibilité de l'organisme vis-à-vis du bacille tuberculeux, avec une certaine tendance à l'immunité. Le phénomène de Koch a été vérifié par nombre d'auteurs. Calmette et Guérin trouvent les bovidés tuberculeux incomparablement plus résistants à l'inoculation intraveineuse d'épreuve que les animaux neufs, dans leurs tentatives de vaccination. De son côté, Römer voit les animaux, préalablement infectés et porteurs d'une lésion peu étendue, ne jamais prendre une tuberculose grave, lorsqu'on les réinfecte avec des bacilles virulents rapidement mortels pour les témoins ; les tuberculoses de réinfection prennent toujours l'allure de maladies chroniques. Debré et Paraf montrent que des cobayes, infectés par la voie sous-cutanée, peuvent, vingt jours après, recevoir sans succomber un milligramme de bacilles de Koch dans le cœur ; quelques-uns même vivent plus longtemps et guérissent plus rapidement que les animaux inoculés simplement sous la peau. Cette étrange résistance des cobayes à une seconde inoculation éclaire certains faits cliniques énoncés par Marfan en 1886 et qui avaient beaucoup surpris les phtisiologues. « On ne constate presque jamais, disait Marfan, tout au moins de tuberculose évidente et en évolution chez des sujets qui, pendant l'enfance, ont été atteints d'écrouelles et qui en ont guéri complètement avant l'âge de 15 ans, cette guérison ayant eu lieu avant qu'aucun autre foyer de tuberculose ait été appréciable. » Cette loi de Marfan semble vraie. Elle a été vérifiée par Calmette pour les bovidés. Mais, pour Calmette, le pouvoir protecteur des écrouelles et des autres lésions tuberculeuses ne s'exerce qu'autant qu'elles conservent encore des bacilles vivants dans du tissu scléreux ou des bacilles provisoirement atténués dans leur virulence.

*
* *

Si ces données expérimentales jettent de la lumière sur l'évolution biologique de la tuberculose, le problème social de la maladie est dominé par la contagion, préparée par un état de moindre résistance des sujets. A côté de familles de tuberculeux, on voit des familles de non-tuberculeux. Dans certaines familles, tout le monde meurt de tuberculose. Dans d'autres, au contraire, le nombre des tuberculeux est infime et pour ainsi dire nul ; mais, parfois, un fait nouveau survient, qui modifie cette immunité apparente. Un diabétique devenu tuberculeux contaminera tout son entourage, la virulence des bacilles tuberculeux issus des diabétiques étant très considérable. C'est la contagion qui est la grande coupable ; c'est elle qui est responsable de la dissémination de la maladie à travers le monde. Les bacilles tuberculeux sont déversés sans cesse dans la collectivité par les sécrétions virulentes des foyers tuberculeux de l'homme et des animaux domestiques, vaches, bœufs, chiens, chats, oiseaux. Mais, fait important à bien connaître, la contagion de la tuberculose ne s'exerce pas par un contact d'un seul instant, comme celle de la scarlatine, de la diphtérie ou de la variole. Il faut un contact prolongé pour qu'elle puisse se manifester, comme dans toutes les agglomérations où les tuberculeux séjournent d'une manière permanente, c'est-à-dire dans les hôpitaux, dans les écoles, dans les ateliers, dans les bureaux, chez les blanchisseurs qui manient le linge souillé par les produits bacillaires, etc. Dans les familles, il faut spécialement noter le danger du vieux tuberculeux qui dissimule sa tuberculose sous le masque d'un emphysème et d'une bronchite chronique. Il sème pendant des années des bacilles virulents autour de lui, contamine ses enfants qui succombent à la tuberculose pulmonaire et ses petits-enfants souvent emportés par la méningite. Parfois, il survit seul, ayant acquis par des réinfections successives un certain degré d'immunisation. Les bacilles sont tellement répandus dans la société qu'il semble que tout le monde doive être tuberculeux. Il est d'ailleurs probable qu'il en est ainsi, c'est-à-dire que tout le monde porte des bacilles dans son organisme, du moins dans les villes. A Paris, 92 pour 100 des individus âgés de plus de vingt-cinq ans

réagissent à la tuberculine, à la cuti ou à l'intradermo-réaction ; ils sont bactériologiquement tuberculeux, sans présenter de maladie tuberculeuse cliniquement décelable. Cette tuberculose occulte, selon l'expression de Calmette, confère de la résistance aux autres réinfections. Les peuples contaminés depuis des siècles, vivant en groupes sociaux compacts avec des malades semeurs de bacilles, sont assez résistants ; ils présentent des formes chroniques à évolution lente. Au contraire, les peuples préservés pour une raison ou pour une autre de la contamination sont atteints de formes graves à évolution rapide, dès qu'ils sont exposés à la contagion. Le fait s'est réalisé pour les soldats des races noires amenés en France pendant la guerre.

La tuberculose, d'après les recherches modernes, n'est pas héréditaire comme on le pensait autrefois ; on ne compte dans la science qu'un nombre infime de tuberculoses maternelles héréditaires ; la tuberculose héréditaire paternelle n'existe pas. Puisque c'est la contagion qui demeure la grande coupable de la dissémination tuberculeuse, c'est dans la première enfance, chez le nourrisson, qu'on la voit d'abord et surtout exercer ses ravages. Il est possible de déterminer le moment précis où le nourrisson devient tuberculeux. Les récents et importants travaux de Léon Bernard, de Debré et de Jacquet sont des plus explicites à cet égard. Le nourrisson se contamine par son contact avec sa mère tuberculeuse, et l'apparition du moment où la cutiréaction à la tuberculine devient positive coïncide avec celui de l'infection tuberculeuse. Les réactions à la tuberculine, notamment la cuti ou l'intradermoréaction seules entrées dans la pratique courante, sont un moyen de diagnostic infaillible de la tuberculose ; mais cette épreuve est douée d'une telle sensibilité qu'elle n'a de valeur absolue que chez le jeune enfant, né indemne de tuberculose, puisque, dès l'adolescence, presque tout le monde chez nous porte des bacilles dans son organisme. Chez le nourrisson, depuis le moment de la contamination jusqu'à celui où la tuberculose se révèle par la cutiréaction, il s'écoule une période silencieuse, appelée période antéallergique, qui dure de six jours à quatre mois. Aussi est-il indispensable de recourir à des cutiréactions en séries, faites presque chaque jour, pour préciser le moment où l'enfant devient vraiment tuberculeux. L'expérience a

montré que quatre mois de contact du nourrisson sain avec sa mère tuberculeuse suffisent, la plupart du temps, pour le contagionner. Si l'on sépare de sa mère un nourrisson infecté, il a autant de chances de mourir que de guérir; s'il survit encore deux mois après la séparation, il a toutes les chances de guérir.

Le nourrisson sain peut se contaminer aussi par l'ingestion du lait de vaches tuberculeuses. Celles-ci sont très contagieuses, si elles sont atteintes de mammite tuberculeuse, lésion assez fréquente, puisqu'on la rencontre en moyenne chez 2 à 4 pour 100 des vaches réagissant à la tuberculine; le lait est alors très riche en bacilles et l'ingestion de ce lait infecte les veaux, les chiens, les singes, les chats nourris avec lui. Le lait de vaches tuberculeuses indemnes de mammite peut, par intermittence, contenir aussi des bacilles. Mais, dans la pratique, la contagion par le lait des vaches tuberculeuses est moins fréquente qu'on ne pourrait le croire, en raison du mélange des laits de vaches différentes et de la grande diffusion des bacilles qui en résulte, en raison aussi de l'habitude prise de la cuisson et de la pasteurisation du lait. Enfin, malgré l'unicité de la tuberculose humaine et de la tuberculose bovine, il existe entre elles une certaine différence de virulence, le bacille bovin étant moins virulent pour l'homme que le bacille humain.

Le nourrisson, l'adolescent et l'homme peuvent se contaminer ou se réinfecter par différentes voies. Le bacille peut s'introduire par la peau, par les muqueuses saines, la muqueuse oculaire, la muqueuse nasale, la muqueuse bucco-pharyngée, les amygdales. Dès sa pénétration, le bacille est saisi par un leucocyte mobile polynucléaire, qui ne peut le digérer, le transporte dans le torrent circulatoire, est intoxiqué par lui, dégénère et meurt. Un leucocyte plus gros, un mononucléaire, absorbe à la fois les débris du leucocyte polynucléaire et le bacille qui l'a tué. Mais le bacille se multiplie et tue à son tour le grand mononucléaire. Une cellule géante se forme qui, par son accumulation de leucocytes, va essayer de s'opposer à la multiplication et à la diffusion des bacilles et à la terrible caséose qu'ils déterminent. Les amas de grands leucocytes mononucléaires s'efforcent de localiser le bacille dans les vaisseaux lymphatiques et dans les gan-

glions. La progression des bacilles va devenir extrêmement lente, si la défense est efficace. Le nombre ou la virulence des bacilles peut rendre cette dernière impossible. Les ganglions vont se caséifier; les bacilles vont gagner de proche en proche dans la voie lymphatique, créant de nouveaux foyers tuberculeux. Ces étapes lymphatiques de l'infection se retrouvent dans les deux grandes voies de pénétration du bacille tuberculeux chez l'homme, la voie respiratoire et la voie digestive. L'importance de cette dernière voie, mise en évidence par Calmette, ne doit pas faire oublier celle de la voie respiratoire. L'infection se fait alors soit par l'inhalation de poussières desséchées de bacilles, soit par la projection de poussières humides bacillifères, au moment de la parole ou de la toux des tuberculeux pulmonaires; une buée de bacilles vivants est projetée à une distance de 80 centimètres environ et peut tomber sur la conjonctive, le nez, les lèvres des personnes voisines.

L'importance de la voie lymphatique, considérable dans la première infection, l'est aussi dans les réinfections. C'est en général dans le système lymphatique que se réfugient les bacilles tuberculeux existant si fréquemment chez les tuberculeux des villes mis en évidence par la cutiréaction positive. D'après les idées actuelles, ces bacilles donnent, comme dans la tuberculose expérimentale, une certaine résistance vis-à-vis d'une réinfection, le phénomène de Koch apparaissant aussi dans la tuberculose spontanée. Au moment d'une réinfection, si les bacilles sont nombreux, l'organisme fait un effort considérable pour les expulser; le foyer se caséifie très rapidement et s'évacue au dehors; il peut en résulter des lésions considérables. Le préjudice est encore plus grand si l'organisme ne se défend pas. Les bacilles, n'étant arrêtés nulle part, se répandent dans tous les viscères et déterminent ces formes suraiguës de tuberculose, qu'on observe aussi bien dans les races noires, indemnes de tuberculose ancestrale, que dans les familles de notre vieille civilisation où il n'y a jamais eu de tuberculeux. L'allergie se produit ici comme chez le cobaye. Il m'est souvent arrivé, dans des consultations auprès de jeunes malades atteints de ces navrantes formes de tuberculose aiguë qui emportent parfois le patient en moins d'un mois, d'entendre les parents dire que jamais leur enfant n'avait été malade, et que jamais il n'y avait eu de tuberculeux dans leur famille. Que

de fois j'ai failli leur répondre : « Comme je le regrette ! » Mon expérience personnelle, qui porte sur de nombreux sujets et sur de longues années, m'a montré que ces formes ne se rencontrent presque jamais chez des malades ayant toussé peu ou prou dans leur enfance ou ayant présenté quelques adénopathies cervicales. La conclusion de ces faits étranges est qu'il faudrait posséder dans son organisme, comme le dit Calmette, des bacilles tuberculeux vivants, mais peu virulents, qui protègent contre les autres. Je reviendrai sur cette question à propos du traitement.

Chez l'homme, la tuberculose peut se généraliser, envahir tous les organes, ou, au contraire, se localiser. La tuberculose aiguë est souvent généralisée et peut résulter du déversement dans la voie sanguine d'une quantité de bacilles provenant d'un foyer caséifié ; son évolution est rapidement mortelle. Il n'en est pas de même si la tuberculose est localisée aux poumons, aux os, aux articulations, aux reins, aux séreuses, péritoine et plèvre ; la pleurésie, que l'on attribuait jadis au froid, est une manifestation de la tuberculose sur la plèvre ; l'atteinte des méninges, si fréquente chez l'enfant, bien que localisée, est de la plus haute gravité. La tuberculose pulmonaire revêt des formes cliniques multiples, selon le nombre des réinfections qui se sont succédé dans le cours de la vie du tuberculeux ; comme l'a montré Fernand Bezançon, elle n'est qu'une suite de poussées évolutives, et, comme nous l'avons soutenu avec Géraudel, elle n'est qu'une succession de pneumonies ; c'est pour chacune de ces pneumonies qu'il faut faire un diagnostic, un pronostic et un traitement.

*
* *

Le traitement de la tuberculose doit être envisagé au point de vue scientifique et au point de vue social.

Le traitement *scientifique* de la tuberculose a réalisé des progrès depuis une quinzaine d'années, progrès partiels, limités pourrait-on dire, car il n'existe pas encore de médication spécifique, malgré les efforts tentés par les travailleurs du monde entier.

Nous en sommes encore restés à la cure d'air, à la cure

d'alimentation et à la cure de repos, telles qu'elles sont pratiquées dans les sanatoria. Mais la suralimentation, justement abandonnée, a fait place à une alimentation supplémentaire basée sur les besoins nutritifs du tuberculeux et sur sa capacité digestive. On connaît mieux les rapports des influences climatiques et des formes de la maladie ; on n'envoie plus les tuberculoses congestives dans les climats excitants et les tuberculoses torpides dans les climats sédatifs ; on fait un large usage de l'héliothérapie pour les tuberculoses locales. On n'impose plus aux malades d'une façon systématique une cure de repos absolu ; selon les cas, on remplace le repos par une légère activité et même par un travail progressif. L'insuffisance des glandes à sécrétion interne, la déminéralisation sont combattues par l'opothérapie simple ou associée, par la reminéralisation, par la recalcification. La meilleure connaissance de la psychologie des tuberculeux a fait naître la méthode des médications analogues successives qui, dans les formes chroniques, n'est pas dépourvue d'efficacité. Le pneumothorax artificiel, dans certaines formes rapides et dans les formes subaigües de la tuberculose pulmonaire, quand l'affection est suffisamment unilatérale, donne des résultats temporaires vraiment surprenants ; il arrête l'évolution morbide et fait gagner un temps précieux, parfois même très long. Il y a une dizaine d'années, on avait fondé de grands espoirs sur la médication dite spécifique par les produits bactériens. Ce traitement n'avait rien de spécifique. Ni les innombrables tuberculines, ni les multiples sérums, dont quelques-uns très étudiés, n'ont présenté d'action nette, précise, régulière. On est revenu à la vieille tuberculine de Koch qui donne de la résistance dans quelques formes scléreuses, et on se sert encore du sérum de Jousset quand une belle réaction à la tuberculine prouve la résistance de l'organisme.

Tel est l'état actuel du traitement scientifique de la tuberculose confirmée. Pour améliorer son action, d'énormes efforts sont tentés du côté de la vaccination antituberculeuse, de la médication spécifique et de la chimiothérapie.

Vacciner contre la tuberculose comme on vaccine contre la variole ou contre la fièvre typhoïde, serait évidemment un des meilleurs moyens de prophylaxie antituberculeuse. Malheureusement, un tel vaccin n'existe pas. S'il existait,

il faudrait de longues années pour en juger les effets, en comparant la mortalité ou la morbidité des vaccinés et des non-vaccinés. Peut-être est-ce dans l'introduction préventive d'un bacille tuberculeux vivant, mais non pathogène, que se trouve, comme l'assure Calmette, la solution du problème. On devrait tenter la grande expérience préconisée par ce savant : essayer la vaccination sur les grands singes anthropoïdes de l'Afrique occidentale que l'on pourrait réunir dans une des îles de Loss, sur les côtes de Guinée, îles vierges jusqu'ici de toute civilisation et de toute contamination.

Les recherches sur la médication spécifique s'orientent vers l'action des produits bactériens et des bacilles eux-mêmes, en modifiant leur façon de vivre dans les cultures. Vaudremer, après avoir détuberculinisé des bacilles tuberculeux par leur passage sur des cultures de *Penicillium glaucum* et d'*Aspergillus fumigatus* et après les avoir tués par la chaleur, les a inoculés sous la peau dans le but d'amener une résistance plus grande de l'organisme, en provoquant une série de phénomènes de Koch successifs. Dans mon laboratoire et dans mon service, nous poursuivons ensemble actuellement des recherches avec le filtrat de cultures de bacilles sur bouillon de pomme de terre dépourvues de tuberculine. L'avenir dira la valeur de ces tentatives.

La chimiothérapie de la tuberculose est à l'ordre du jour. Depuis dix ans, j'ai montré l'étendue du problème et j'en ai précisé les termes : trouver une substance qui, nocive pour le bacille tuberculeux dans l'organisme animal, ne lèse pas les éléments de cet organisme. Pour cela, il faut d'abord trouver un corps qui détruise le bacille tuberculeux dans les cultures ; il faut ensuite établir sa toxicité sur les animaux de laboratoire, puis déterminer son action sur la tuberculose expérimentale. Alors, seulement, on peut en essayer l'effet sur la tuberculose de l'homme. Auguste Lumière et Chevrotier ont fait de très nombreuses expériences avec des substances très diverses sur des cultures de bacilles tuberculeux sur pomme de terre. De leurs recherches et de celles d'autres auteurs, il résulte que certaines substances ont une action empêchante sérieuse sur le développement du parasite. Parmi celles-ci, il faut noter les sels de terres rares, sutout ceux de la série cérique. Les travaux de M. Frouin, ceux de MM. Grenet et Drouin, les miens

propres ont montré l'action des sulfates de terres rares, sulfate de didyme, de néodyme, de praséodyme et de lanthane sur les tuberculoses chroniques locales et pulmonaires ; mais, pour moi, cette action n'est que partielle et jamais totale, sans amener de guérison définitive. Les recherches sur la chimiothérapie de la tuberculose ne sont qu'à leurs débuts ; elles doivent être continuées d'une façon très méthodique, d'après un plan très étudié d'avance.

Le traitement *social* de la tuberculose a fait de grands progrès depuis la guerre. Le cri d'alarme poussé par Landouzy en 1916 a été entendu, et, partout, les pouvoirs publics et l'initiative privée essayent de limiter le mal. Les lois sur les dispensaires et les sanatoria témoignent de ce nouvel état d'esprit ; le développement de l'*Œuvre Grancher*, qui place à la campagne les enfants nés de parents tuberculeux, la création d'œuvres antituberculeuses dans les départements indiquent un essor fécond. Mais on n'arrivera à un résultat sérieux qu'avec la déclaration obligatoire de la tuberculose. Pour prendre des mesures efficaces contre la contagion, il faut dépister les tuberculeux. On ne peut y parvenir qu'avec la déclaration obligatoire et un diagnostic précoce de la maladie ; ce dernier est assez mal connu des médecins et son enseignement devrait être intensifié dans les écoles de médecine du monde entier.

Pour lutter efficacement contre la tuberculose, il est nécessaire de grouper ensemble tous les efforts au point de vue social comme au point de vue scientifique. Cette union est réalisée en France par l'*Œuvre de la tuberculose.* Elle comprend deux importantes sections : l'une, le *Comité national de défense contre la tuberculose*, assemble autour d'elle toutes les énergies de défense sociale ; l'autre, la *Section d'études scientifiques contre la tuberculose*, réunit ensemble tous les travailleurs du laboratoire et tous les cliniciens s'occupant de la maladie. Malheureusement, l'*Œuvre de la tuberculose* manque des ressources nécessaires à une telle besogne, malgré l'aide américaine apportée par la Commission Rockefeller. Il faudrait créer des instituts de recherches biologiques et de recherches chimiques antituberculeuses. Pour élucider toutes les questions, sans les laisser au hasard des efforts tentés en ordre dispersé, il est nécessaire de suivre un programme

d'ensemble. C'est là une tâche immense qui demande des sommes d'argent considérables pouvant se chiffrer par des dizaines de millions chaque année.

Cet effort d'ensemble, la France doit le tenter sous peine de renoncer à son passé historique et à la belle situation morale assurée par sa victoire. Dans la patrie de Pasteur, il n'est point admissible que les Pouvoirs publics ne puissent pas trouver chaque année les millions nécessaires à un combat méthodique, scientifique et efficace contre la tuberculose.

* * *

D'après cette courte étude, on voit que les éléments principaux de la conception actuelle de la tuberculose sont les suivants : résistance donnée par une première infection aux réinfections suivantes, fragilité plus grande des individus indemnes de toute tuberculose antérieure, importance générale de la contagion précisée dans le développement de la tuberculose du nourrisson, recherches thérapeutiques plus scientifiques et lutte sociale plus active. Tous ces éléments doivent être utilisés tous ensemble pour intensifier la lutte contre le fléau.

Professeur Louis Rénon,
de l'Académie de Médecine.

Le Plan d'invasion de 1914 d'après le Grand État-major allemand

DANS le but de montrer comment l'état-major s'était figuré la guerre et comment il s'y était préparé, le général von Kuhl (1) nous donne un exposé des théories des deux derniers chefs du grand état-major : le maréchal von Schlieffen qui a conçu et mis sur pied le plan d'opération allemand, le général von Moltke qui, en 1914, appliqua ce plan modifié.

I. — Le plan du comte von Schlieffen.

C'est de 1894 à 1899 que le comte von Schlieffen forma son opinion sur la manière de mener l'attaque contre les Français qui étaient l'ennemi le plus puissant, le plus dangereux, celui qu'il fallait attaquer, autant que possible,

(1) Le général von Kuhl, ex-chef d'état-major de la Ire armée allemande et qui fut le collaborateur immédiat du général von Schlieffen, est l'auteur d'un livre : *l'Etat-major allemand dans la préparation et l'exécution de la guerre mondiale*, où il a apporté un grand nombre de renseignements inédits, en particulier sur l'historique des plans d'opérations allemands. Le général Douchy, chef de la Section historique de l'Armée, se livre à son tour à une étude analytique, accompagnée d'une traduction partielle, de l'ouvrage de von Kuhl.

avec supériorité numérique. Il comprit la nécessité de l'enveloppement combiné avec une attaque de front.

Les Français avaient de l'avance sur nous pour la mobilisation et la concentration. Par suite, le mouvement enveloppant ne devait pas avoir trop d'ampleur, car notre concentration devait nous assurer une double possibilité : la contre-offensive, dans le cas où l'ennemi attaquerait dès qu'il aurait terminé sa concentration ; l'offensive, s'il demeurait derrière ses fortifications.

Vers 1900, nous concentrions six armées sur la ligne : Saint-Vith, Trèves, Sarrebruck, Sarrebourg, Strasbourg ; une septième était en échelon derrière l'aile droite à Düren, Kall et au sud. Les Ire et IIe armées devaient franchir la Meuse vers Donchery, Stenay, couvertes contre les Belges par la VIIe armée. Plus à gauche, la IIIe armée s'avançait au delà de la Meuse. Les IVe et Ve armées s'emparaient de Nancy, Frouard, Pont-Saint-Vincent ; se couvrant face à Toul, elles franchissaient la Moselle au sud de cette place et se dirigeaient vers Neufchâteau. La VIe armée couvrait le flanc gauche. Le secteur de Verdun à Toul ne devait pas être attaqué tout d'abord (1).

La presque totalité de notre armée était employée à ces opérations ; on ne laissait à l'est que des forces très minimes pour surveiller la frontière et tromper l'adversaire. Devant une offensive ennemie, il fallait prévoir une prompte retraite derrière la Vistule. Pour un tel repli, mieux vaut être faible que fort. L'essentiel était donc d'obtenir à l'ouest une victoire décisive. Ce résultat acquis, on verrait à reprendre ce qui aurait été perdu dans l'est.

Il fallait aussi prévoir le cas où, dans une *guerre germano-austro-hongroise contre la Russie*, la France resterait, au début, dans l'expectative. La solution que le comte Schlieffen choisit pour ce problème est d'un haut intérêt. Elle montre la variété et l'originalité de ses « combinaisons stratégiques ».

Dans ce cas, il fallait attaquer la Russie. L'attaque devait être menée par plus de la moitié de nos forces, conjointement avec les Autrichiens. Une forte armée devait s'avancer de la Prusse orientale, contre le secteur de la Narev, Pultusk, Lomja ; l'aile gauche, sur Biélostok. Une armée moins importante, se couvrant contre

(1) On se demande alors où la IIIe armée pouvait franchir la Meuse, pour s'avancer au delà de cette rivière (*über die Maas vorgehen*) ; passer en amont de Stenay eût été fort dangereux en présence de Verdun.

Ossovetz et Augustovo, attaquerait l'armée russe du Niémen en l'enveloppant par le nord.

Le reste de nos forces, moins de la moitié, serait conservé à l'intérieur, dans les garnisons, prêt à s'embarquer en chemin de fer pour être utilisé, soit à l'est, soit à l'ouest. Si, comme on pouvait s'y attendre, les Français nous attaquaient, ces corps d'armée réservés devaient être, à l'aide des voies ferrées, transportés par surprise contre leur flanc gauche. Quelle que soit la direction de marche des Français, leur aile gauche cesserait, à un moment donné, d'être solidement appuyée. Alors s'offrirait l'occasion d'attaquer en un certain point l'armée française, du fort au faible, bien qu'elle soit dans l'ensemble très supérieure en nombre. Si nous préparions d'avance cette attaque, les Français découvriraient notre intention et prendraient leurs dispositions en conséquence.

Ceci suppose chez le haut commandement français, ou une grande naïveté, ou beaucoup d'imprudence. Comment admettre qu'une aile complètement découverte ne sera pas éclairée à grande distance vers l'avant et appuyée par un échelon débordant en arrière. La malicieuse « combinaison » devait donc ou se retourner contre les Allemands, ou, tout au moins, faire un fiasco complet. On nous dira : mais Sedan? mais Tannenberg? C'est vrai. Mais Sedan est bien loin et Rennenkampf fut bien inerte.

Dans les années suivantes, le comte Schlieffen accentua, progressivement, *l'idée d'enveloppement.* L'attaque contre le front fut abandonnée. L'aile gauche, en Lorraine, reçut une mission défensive. La presque totalité des forces devait, en s'appuyant à gauche sur Metz, exécuter le grand mouvement d'enveloppement et de conversion ; traversant comme un puissant rouleau la Belgique et le nord de la France, nous déborderions toute position française rencontrée. Le théâtre des opérations s'étendait, on créait de la place pour l'immense armée.

Après la guerre russo-japonaise, on put espérer avoir pendant un certain temps les coudées franches du côté des Russes. Nous pouvions, par suite, envoyer presque toutes nos forces dans l'ouest. Mais on dut compter avec l'Angleterre, qui voulait débarquer 100 000 hommes. Schlieffen tenait le débarquement dans le Jutland pour improbable ; une opération des Anglais en liaison avec les Français lui paraissait plus vraisemblable. Il ne faisait pas entrer en ligne de compte une aide italienne.

Si l'enveloppement des Français, tel qu'il avait été projeté jusqu'alors, réussissait, une nouvelle position s'offrait à eux sur la ligne : Aisne-Reims-la Fère. Il fallait également envelopper cette position. L'aile droite allemande dut, par suite, être concentrée encore plus au nord, pénétrer encore plus avant à l'intérieur de la Belgique.

Vingt-trois corps d'armée actifs, douze corps de réserve et demi et huit divisions de cavalerie étaient destinés à exécuter cette vaste conversion à gauche, autour de Verdun comme pivot. Ils devaient être concentrés dans la province rhénane, le long de la frontière, leur gauche à Metz.

Il restait en Lorraine, pour protéger le flanc gauche des armées : sur la rive droite de la Moselle, seulement trois corps d'armée et demi, un corps de réserve et trois divisions de cavalerie ; dans Metz, indépendamment de la garnison de guerre, six brigades de landwehr ; à Strasbourg, outre la garnison, une division de réserve ; sur le Haut-Rhin, trois brigades et demie de landwehr. En Basse-Alsace, une brigade de landwehr. Metz formait le point d'appui de la grande conversion ; sous ce mot Metz, il faut comprendre la grande position fortifiée de campagne : Moselle, Nied allemande, Sarre, laquelle devait être dotée d'une puissante artillerie lourde.

La mission des troupes de Lorraine était de fixer le maximum de forces françaises avec le minimum de forces allemandes. C'est pour cette raison qu'on avait envisagé une attaque sur Nancy au début de la guerre. Il était possible que les Français fissent une contre-attaque en Lorraine. On ne pouvait que le désirer. Plus les Français emploieraient de troupes pour cette opération, mieux cela vaudrait pour les Allemands. Il suffisait que ceux-ci ne se laissent pas entraîner dans des combats opiniâtres. Leur tâche restait toujours d'attirer contre eux le plus possible d'ennemis et de les retenir en s'aidant de la place de Metz élargie.

Voilà donc le but de la fameuse attaque brusquée, de laquelle nous avions eu vent et qui occasionna en France une si grande polémique. Nancy était-elle une ville que des raisons économiques et morales ordonnaient de protéger, de défendre à tout prix? Ou était-ce un point du territoire, *comme un autre*, dont la conservation ne devait être envisagée qu'au point de vue de l'*ensemble des opérations militaires?* Les partisans des deux théories rivales trouvent la réponse dans le précédent alinéa.

L'offensive brusquée projetée par les Allemands vers

Nancy ne devait pas être l'œuvre d'une avant-garde prenant du champ et ouvrant la porte au gros qui la suit. C'était une simple diversion tentée dans le but d'éloigner nos réserves du point décisif. En nous laissant prendre à cette manœuvre, nous aurions fait le jeu de l'ennemi.

Le comte Schlieffen envisageait comme il suit l'exécution de l'offensive.

Un groupe du Nord était constitué aussi fortement que possible : neuf corps d'armée actifs et cinq divisions de cavalerie. Il était suivi par sept corps de réserve, chargés de couvrir le flanc droit et d'investir Anvers. En outre, deux des corps actifs qui, au début, étaient laissés en Lorraine sur la rive droite de la Moselle, devaient rejoindre aussitôt que possible ce groupe par voie ferrée. On pouvait ainsi mettre en ligne, au total, dix-huit corps d'armée. Cela donnait toute sûreté contre les Belges, que l'on devait trouver vers Anvers, et aussi contre les Anglais au cas où ils feraient un débarquement sur la côte belge. Le groupe du Nord devait s'avancer avec la plus grande rapidité possible sur Bruxelles et Namur ; la vitesse de la marche des unités diminuait progressivement, de la droite à la gauche.

Un groupe du Centre, six corps d'armée et une division de réserve, était dirigé contre la Meuse, de Namur à Mézières.

Un groupe du Sud, huit corps d'armée et deux divisions de cavalerie, contre la Meuse, de Mézières à Verdun.

Cinq corps de réserve, appuyés sur Metz, devaient protéger le flanc gauche contre un ennemi débouchant de la ligne de Toul, Verdun et s'avançant sur la rive gauche de la Moselle.

Les groupes du Centre et du Sud devaient être constamment prêts à recevoir une attaque ennemie.

Seize brigades de landwehr suivaient, au nord et au sud de la Meuse.

Le groupe du Nord, dans le cours ultérieur de sa progression, se dirigeait contre l'aile gauche de la position française : Mézières-Rethel-la Fère.

Les Français pouvaient prononcer une contre-offensive ; ils le pouvaient, car il leur était possible de tenir le front fortifié de Belfort à Verdun par de faibles effectifs. Nous ne pouvions que désirer cette contre-offensive. Nos corps d'armée marchaient coude à coude ; leur aile gauche était aussi bien appuyée que possible ; leur aile droite était forte. Il n'était pas vraisemblable que les Français, obligés au préalable de rassembler leurs corps [en vue de la contre-offensive], eussent un dispositif aussi bien ordonné.

Mais les Français pouvaient également refuser la bataille et occuper une autre position.

Une position derrière la Somme n'était pas probable. Dans ce cas, notre aile droite marchait sur Amiens, au besoin sur Abbeville.

Si les Français formaient un grand crochet défensif derrière l'Oise, de la Fère à Paris, leur gauche appuyée au camp retranché de Paris, on les attaquerait avec les procédés de la guerre de siège, en progressant de position en position, et on les tournerait en contournant Paris par l'ouest et le sud. Il faudrait opérer de même au cas où l'ennemi abandonnerait l'Oise et se retirerait derrière la Marne ou la Seine.

Il fallait absolument essayer, en attaquant les Français sur leur flanc gauche de les refouler vers l'est, sur leurs fortifications de la Moselle, sur le Jura, sur la frontière suisse.

Beaucoup d'écrivains allemands caractérisent cette manœuvre par un seul mot qui fait image : on devait *aufrollen*, enrouler, entortiller les armées françaises de l'ouest à l'est.

Il fallait anéantir l'armée française. *La condition essentielle pour l'exécution de toute l'opération était de constituer une aile droite puissante;* au moyen de cette aile, on gagnerait les batailles, on poursuivrait l'ennemi sans relâche, on le forcerait à des reculs successifs.

La progression de l'offensive occasionne une diminution des forces. C'est pourquoi le comte Schlieffen exigeait : d'une part, pour l'occupation de la zone des étapes et la garde des voies ferrées, l'envoi du landsturm, mobilisé dès le début, et des éléments de landwehr restant dans les places fortes de l'intérieur ; d'autre part, immédiatement aussi après la mobilisation, la formation de huit corps d'armée (*Ersatzkorps*) avec les troupes d'*ersatz*. Ces corps d'armée devaient être amenés à l'aile droite ou derrière celle-ci, dès que les chemins de fer pourraient effectuer le transport.

Le comte Schlieffen croyait pouvoir disposer ainsi, pour la marche contre la position Aisne, Oise, Paris, de : vingt-cinq corps d'armée actifs, deux corps de réserve et demi, six corps de nouvelle formation (1). Sur ce nombre, sept corps actifs devaient contourner Paris ; les six corps de nouvelle formation étaient destinés à l'investissement des fronts ouest et sud de cette place.

Il fallait penser à ce qui arriverait si les Français nous devançaient dans l'offensive. Ils pouvaient pénétrer entre Metz et Stras-

(1) Il faut lire : douze corps et demi de réserve, en y comprenant les flanc-gardes ; l'auteur ne dit pas ce que deviennent les deux autres *Ersatzkorps*.

bourg, ou franchir le Rhin supérieur, ou, ce qui était improbable, s'avancer à travers la Suisse vers l'Allemagne du Sud. Le plan d'opérations allemand devait subir aussi peu que possible de modifications. En persévérant dans leurs opérations, les Allemands, pensait Schlieffen, pouvaient se tenir pour assurés que les Français feraient rapidement demi-tour, se dirigeant non pas au nord de Metz, mais au sud, du côté où le danger était le plus menaçant pour eux.

Notre tâche devenait plus difficile si les Français étaient mobilisés et concentrés avant nous et s'ils s'avançaient à travers la Belgique, en liaison avec les Anglais et les Belges. S'ils atteignaient avant nous la ligne Anvers-Namur, l'enveloppement devenait impossible. Un nouveau plan devenait alors nécessaire : il fallait arrêter, sur la ligne Namur-Liége, leur progression vers le nord. Pour nous rejeter il leur faudrait avancer sur la rive droite de la Meuse ; alors, nous attaquerions leur flanc droit en partant de la ligne Metz-Thionville-Trèves.

Le comte Schlieffen s'en tint, en substance, à sa manière de voir, même après sa retraite (1er janvier 1906), alors que la Russie redevenait progressivement forte et dangereuse. On ne devait laisser dans l'est qu'un minimum de forces : le sort de l'Autriche ne se déciderait pas sur le Boug, mais sur la Seine. Cependant, pour faire face à des tâches accrues, le comte Schlieffen estimait qu'il serait indispensable d'augmenter, dans un court délai, le nombre des corps d'armée de l'est.

Tels sont les travaux que fit le comte Schlieffen pour préparer la guerre future. Le développement progressif de son plan prodigieux nous permet d'avoir un aperçu du travail intellectuel de cet homme remarquable. Il créa dans le calme l'œuvre de sa vie, qu'il laissa à son successeur comme son testament.

II. — **Le plan du général de Moltke.**

Le général de Moltke, successeur du comte Schlieffen, s'en tint, jusqu'au début de la guerre mondiale, à l'idée directrice du plan d'opérations ci-dessus exposé. Lui aussi plaçait le centre de gravité du côté de la France ; c'est là qu'il fallait, avec toutes les forces disponibles, obtenir la décision contre l'ennemi le plus dangereux. Aussitôt après, on enverrait des renforts vers l'est. Moltke comptait que la France, après avoir constitué ses formations de campagne, ne disposerait plus de grandes réserves d'hommes. Si donc la France était battue dans les premières grandes batailles, il était

douteux qu'elle puisse continuer la guerre pendant longtemps. Si l'on se basait sur l'enseignement des guerres antérieures, pour en déduire que les Russes opéreraient avec lenteur, on pouvait espérer obtenir une décision définitive à la frontière occidentale, avant que les événements sur la frontière austro-russe eussent, de leur côté, conduit à une décision.

Pour l'exécution de l'attaque contre les Français, il s'en tint également à l'idée antérieure d'un grand mouvement d'enveloppement stratégique à travers la Belgique. Cela devenait d'autant plus nécessaire qu'il devenait plus vraisemblable que Français et Anglais pénétreraient en Belgique.

Le rapport entre les forces de l'aile droite et celles de l'aile gauche fut progressivement modifié. Les troupes à déployer en Lorraine avaient été maintenues aussi faibles que possible par le comte Schlieffen ; leur mission était principalement défensive ; d'après lui, tout dépendait d'une aile droite aussi puissante que possible. Le général de Moltke fit des objections à ce que l'Alsace fût laissée sans aucune protection contre une invasion française très probable. Ce pays ne devait pas être évacué dès le début de la guerre et laissé en proie à tout mouvement ennemi. Le XIVe corps fut chargé de couvrir la Haute-Alsace, tandis que la défense locale du Rhin supérieur était, comme dans le plan du comte Schlieffen, assurée par des brigades de landwehr. En cas d' « opération sérieuse », le XIVe corps devait se replier au delà du Rhin supérieur, ou sur Strasbourg. Ce corps isolé pouvait-il avoir une action réellement profitable? la question reste indécise ; il pouvait manquer ailleurs.

Dans les projets des années suivantes, les forces d'Alsace furent augmentées. La VIe armée qui devait se déployer en Lorraine, entre Metz et les Vosges septentrionales, comptait trois corps d'armée actifs et un corps de réserve ; la VIIe armée, qui avait également quatre corps, se concentrait près de Strasbourg et au Nord en laissant un de ses corps vers Colmar, Mulhouse ; cela faisait un total de huit corps d'armée, plus les garnisons de Metz et de Strasbourg et un certain nombre de brigades de landwehr. Le total resta le même jusqu'à la guerre de 1914, mais, finalement, la VIe armée eut cinq corps et la VIIe armée trois corps. Le renforcement de la VIe armée avait pour motif la possibilité d'une attaque française de part et d'autre de Metz.

La concentration allemande contre la France, telle qu'elle fut exécutée en 1914, selon le plan du général de Moltke, répondait à l'intention suivante :

Le gros des forces allemandes (Ire à Ve armée, vingt-six corps

d'armée, actifs ou de réserve) devait s'avancer vers la France à travers la Belgique et le Luxembourg. La progression était envisagée sous la forme d'une conversion dont le pivot était constitué par la position fortifiée de la Moselle : Metz-Thionville. La Ve armée, qui formait la gauche des forces principales, devait appuyer son aile gauche à Thionville.

Protéger le flanc gauche du gros des armées pendant ce mouvement était la tâche qu'avaient à accomplir les VIe et VIIe armées, en s'appuyant sur les fortifications de Thionville, Metz et sur la position de la Nied.

Le secteur fortifié Thionville, Metz, était placé sous les ordres du commandant de la Ve armée ; la position de la Nied dépendait du gouverneur de Metz. Celle-ci consistait en une position fortifiée de campagne, organisée par des travailleurs militaires (1), sur la Nied française, entre Metz et la Sarre ; elle devait être occupée par un nombre assez élevé de brigades de landwehr et dotée d'artillerie lourde.

La VIe armée (cinq corps d'armée) se concentrait au sud-est de Metz, dans la zone : Courcelles, Sarrebourg, Sarreguemines ; la VIIe armée (trois corps), près de Strasbourg et sur le Rhin supérieur. Toutes deux étaient sous les ordres du plus ancien des commandants d'armée, le kronprinz Rupprecht de Bavière.

Ce chef commun des deux armées était chargé de s'avancer vers la Moselle en aval de Frouard et vers la Meurthe, pour immobiliser les forces françaises concentrées dans cette région et empêcher leur transfert vers l'aile gauche française. Mais si, de leur côté, les Français attaquaient avec des forces supérieures entre Metz et les Vosges, la directive était de se dérober tout d'abord et d'empêcher les Français d'envelopper la position de la Nied, car il en découlerait une menace pour le flanc gauche du gros des forces allemandes.

La VIIe armée était, en outre, chargée pendant la concentration de couvrir la Haute-Alsace et le sud du Grand-Duché de Bade. Une attaque française partant de Belfort était vraisemblable. S'il s'agissait d'un raid, exécuté par des forces françaises peu importantes, la VIIe armée devait la repousser, « afin que le pays d'Empire ne fût pas abandonné sans protection à toute entreprise ennemie ». Devant des forces supérieures, elle devait se replier sur Strasbourg et sur la rive droite du Rhin. La mission du gouverneur de Strasbourg était alors de tenir sur la ligne : Feste Kaiser Wilhelm II, position de la Bruche, Strasbourg.

(1) Ces *Armierungsarbeiter* sont l'équivalent des « auxiliaires des places » qui existaient en France.

La mission confiée au commandant de la VIIe armée dans la Haute-Alsace et le sud du duché de Bade était expressément qualifiée « momentanée ». L'essentiel était la coopération avec la VIe armée, pour l'accomplissement de la mission assignée au commandant de l'ensemble des deux armées. Cette coopération devait être réalisée, au plus tard, quand la VIIe armée se replierait sur Strasbourg et sur la rive droite du Rhin.

Ces directives étaient basées sur l'idée que nous devions nous attendre à une puissante attaque française entre Metz et les Vosges, combinée avec un mouvement offensif, exécuté par des forces moindres, débouchant de Belfort vers la Haute-Alsace. On admettait que le détachement de troupes allemandes en Alsace-Lorraine serait compensé par le fait que les troupes qu'y emploieraient les Français feraient défaut à leur aile gauche. On se représentait le repli en Lorraine, devant une attaque française supérieure, à peu près comme il suit : la VIe armée reculait sur la Sarre, afin que l'ennemi s'avançant à la suite pût être attaqué, d'une part, du nord au sud, depuis Metz et la position de la Nied et, d'autre part, par la VIIe armée ramenée du sud et débouchant des Vosges septentrionales. On devait, assurément, se demander si l'ennemi se prêterait au rôle qu'on entendait ainsi lui faire jouer.

La mission « momentanée » de la VIIe armée n'était pas facile. Il ne serait pas toujours commode de distinguer d'un coup d'œil si l'ennemi débouchait de Belfort avec des forces importantes ou minimes. Une progression de la VIIe armée vers Mulhouse pouvait conduire à un coup d'épée dans l'eau et compromettre la coopération, en temps opportun, avec la VIe armée en vue de la tâche principale.

On ne peut méconnaître dans ce *plan d'ensemble une déviation de celui de Schlieffen.* A celui-ci, une contre-attaque française en Lorraine semblait souhaitable. Il ne voulait pas employer en Alsace-Lorraine plus de quatre corps et demi, indépendamment de la cavalerie, des garnisons des places et des unités de landwehr. Avec un minimum de forces, on devait fixer là un maximum de troupes françaises, mais, du reste, le grand mouvement de conversion continuerait sans hésitation. Le général de Moltke avait l'intention, en employant en Lorraine des forces plus importantes, de fixer l'adversaire par un mouvement offensif, ou bien, dans le cas où l'ennemi s'avancerait entre Metz et les Vosges, de le battre, si possible. Une coopération des forces principales dans ce but n'était pas exclue. Les instructions données à la Ve armée lui prescrivaient de se tenir toujours prête, d'accord avec la IVe armée, à converser vers le sud.

Un transport hâtif par voie ferrée de la VIIe armée sur l'aile droite du dispositif général avait été étudié, jusqu'en 1910, pour le cas où aucune grande attaque française n'aurait lieu en Lorraine. Par la suite, ce transport ne fut plus spécialement étudié, mais il était possible en tout temps, car le « Directeur des chemins de fer de campagne » tenait constamment disponibles, en arrière de la zone de concentration, le nombre de trains nécessaires à ce déplacement de troupes, ou à tout autre. L'intention d'exécuter un tel déplacement de l'aile gauche vers l'aile droite, intention qui existait déjà chez Schlieffen, subsista après comme auparavant. On croyait pourtant pouvoir obtenir d'abord un succès et ne faire qu'ensuite le déplacement de forces. Il pouvait devenir difficile d'amener ces forces en temps opportun à l'aile droite, si les VIe et VIIe armées s'avançaient trop loin vers la Meurthe et la Moselle. Elles ne pouvaient fixer les Français que par l'attaque, celle-ci n'eût-elle même qu'un caractère démonstratif.

La coopération des forteresses de Metz et Thionville, de la position de la Nied et des deux armées, en vue de la protection du flanc gauche de la masse de manœuvre, était rendue plus difficile par la diversité de la subordination des divers éléments. Aujourd'hui, avec l'expérience de la guerre, nous les réunirions tous en un groupe d'armées, avec un commandement spécial.

Le plan de Moltke pouvait conduire à un grand succès en Alsace-Lorraine. Mais l'idée fondamentale de l'enveloppement par la Belgique, avec une aile droite aussi forte que possible, devait être poursuivie sans qu'on se laissât déconcerter ; tout ce qui était superflu à l'aile gauche devait être transporté, en temps opportun, à l'aile droite. Il ne fallait pas en venir à ce que d'importantes forces allemandes fussent immobilisées en Lorraine par des forces françaises inférieures en nombre. *Tout dépendait de l'exécution.*

Le plan de Schlieffen était plus simple : l'idée maîtresse en fut poursuivie avec la plus grande âpreté ; toutes les autres considérations devaient lui céder le pas.

Les événements de 1914 n'ont pas répondu à notre attente. On ne parvint pas à transporter en temps voulu à l'aile droite les forces qui étaient superflues à l'aile gauche ; l'aile droite resta trop faible et fut encore affaiblie par des prélèvements. Après la bataille en Lorraine (1), les VIe et VIIe armées ne furent pas arrêtées à temps ; bien plus, on leur ordonna de franchir la Moselle de vive force entre Toul et Épinal, pendant que les armées d'aile droite devaient converser

(1) Batailles de Sarrebourg et de Morhange.

à gauche. Le vaste tournant par la Belgique et le nord de la France devait devenir un double enveloppement, à droite et à gauche, un encerclement. Il échoua des deux côtés.

Ce résultat nous amène à nous demander s'il n'aurait pas été recommandable de conserver, dès le début, des forces plus importantes à l'aile droite, celle qui devait obtenir la décision, et d'affaiblir les VIe et VIIe armées, en limitant leur tâche, — d'autant plus que, dans l'ensemble, nous étions sensiblement inférieurs en nombre à nos adversaires réunis.

Assurément, il y avait là une grosse difficulté à vaincre. Les débarquements de notre aile droite devaient, utilisant complètement notre réseau ferré, être étendus jusqu'à Crefeld. Pour pénétrer en Belgique, la Ire armée, qui se trouvait à l'aile droite, devait se concentrer vers Aix-la-Chapelle, traverser cette ville et franchir la Meuse entre Liége et la frontière hollandaise. La neutralité de la Hollande devait, quoi qu'il arrive, être respectée. En aval de Liége, une seule route tracée en dehors du périmètre de la forteresse permettait de franchir la Meuse, à Visé. De l'autre côté de la Meuse, la Ire armée devait se déployer en déboîtant vers la droite, manœuvre très difficile. La condition préalable à l'exécution du mouvement d'ensemble était que nous possédions Liége. Or, Liége est une grande forteresse ; la prendre par une attaque régulière aurait exigé beaucoup de temps. Il fallait donc nous en emparer, par une attaque brusquée, exécutée par surprise, avant le commencement des opérations. Nous y réussîmes, comme on le sait, grâce à l'intervention du général Ludendorff, qui y acquit le début de sa célébrité.

La Ire armée a surmonté toutes les difficultés. Il nous était impossible de porter, de cette manière, des forces plus nombreuses en première ligne, mais des forces supplémentaires auraient pu suivre immédiatement en deuxième ligne. C'est là, et non à l'aile gauche, que furent envoyées plus tard les divisions d'*Ersatz*, lorsqu'elles furent disponibles.

Le mouvement de conversion à gauche de l'aile droite nous éloignait de la côte. L'amiral von Tirpitz, dans ses *Erinnerungen*, exprime l'opinion que notre but principal aurait dû être d'atteindre Calais, pour couper la ligne de communication anglaise. Si les ports du Pas-de-Calais avaient été fermés aux Anglais, ceux-ci auraient été contraints de reporter le terminus des transports maritimes à Cherbourg, ou même à Brest, donc sur l'Atlantique. L'Angleterre, disait-il, étant l'adversaire principal, c'est sur elle qu'on eût dû frapper.

Je crois que le reproche ne peut être, en ce qui concerne le début de la guerre, adressé à l'armée de terre. C'était, tout d'abord, l'affaire

de la flotte de frapper l'Angleterre. L'armée, avant d'aspirer à la possession de Calais, devait régler son compte avec les Français. Les écraser rapidement était notre premier but de guerre. Ce n'est qu'ensuite que nous aurions les mains libres et que nous pourrions nous défendre contre les Russes, comme aussi prendre les mesures nécessaires pour frapper l'Angleterre. Du reste, le plan de Schlieffen devait, s'il réussissait d'un bout à l'autre, nous assurer le résultat principal, la possession de Calais. Au cours ultérieur de la guerre, j'ai été également d'avis que nos opérations dans l'ouest devaient avant tout être dirigés contre les Anglais, nos ennemis principaux. Nous ne faisions plus la guerre sur deux, mais sur trois fronts. C'était aussi la pensée sur laquelle fut basée notre grande offensive de mars 1918. Le commandement du groupe d'armées du kronprinz Rupprecht était, pour cette raison, d'avis de faire l'attaque principale dans les Flandres, ce qui devait nous mettre en possession de la côte. Le général Ludendorff, dans ses *Kriegserinnerungen*, mentionne cette opinion et indique les raisons qui conduisirent le commandement suprême à choisir une autre direction pour l'offensive.

Vis-à-vis de la *Russie*, notre situation s'était progressivement modifiée, depuis le temps du comte Schlieffen jusqu'en 1914. Le général de Moltke devait tenir compte de cette évolution.

Il n'y a pas lieu d'insister sur le plan, dénommé « Plan II », correspondant au cas où nous aurions eu tout d'abord affaire seulement aux Russes, les Français et les Anglais restant encore dans l'expectative. Ce cas était trop invraisemblable. Au moment où nous nous serions déployés contre la Russie, les Français seraient intervenus contre nous. Par conséquent, il ne s'agissait que de se défendre contre la Russie, tandis que la décision serait recherchée en France.

Nous ne pouvions plus maintenant nous tirer d'affaire dans l'est avec des forces aussi minimes que celles prévues par le comte Schlieffen. L'armée russe se renforçait à vue d'œil. Il fallait compter que les Russes attaqueraient sans tarder. Treize divisions furent destinées à repousser cette offensive. C'était bien plus que suffisant. L'idée de ne pas abandonner sans façon la Prusse Orientale peut, comme pour l'Alsace, avoir été déterminante. La considération que les Autrichiens pouvaient éventuellement avoir la Serbie et le Monténégro comme ennemis influa également. La Roumanie était peu sûre, les relations avec l'Italie étaient tendues. On devait laisser à celui qui aurait le commandement en Prusse Orientale le soin de conduire les opérations comme il l'entendrait, offensivement, ou défensivement. Néanmoins nous promîmes aux Autrichiens d'entre-

prendre une offensive contre la Narev ; ils en avaient fait la condition de leur attaque entre la Vistule et le Boug.

Le renforcement de la partie de l'armée allemande destinée de prime abord à agir contre la Russie ne pouvait être obtenu qu'au détriment des armées de l'ouest. Cela soulevait des objections. En conséquence, dans les derniers temps avant la guerre, notre VIIIe armée, qui devait opérer dans l'est, fut diminuée de deux corps de réserve, lesquels furent affectés au front occidental. On devait les remplacer dans l'est par un certain nombre de divisions d'*Ersatz*. Malgré cela, la promesse d'une offensive sur la Narev fut maintenue.

Nous voyons qu'il y avait çà et là des difficultés ; on n'avait, à l'est et à l'ouest, pas tout ce qu'il aurait fallu. L'aide des Italiens ne pouvait pas nous donner dans l'ouest une compensation sûre de la réduction de nos forces. Il est vrai que l'apport sur le Haut-Rhin de cinq corps italiens, avec deux divisions de cavalerie, nous avait été promis, mais la promesse avait été retirée de temps à autre. Cette promesse fut renouvelée, en 1913, à Rome, à notre premier *Oberquartiermeister*, mais l'envoi était réduit à trois corps d'armée et deux divisions de cavalerie. Je n'y ai jamais cru. Ses côtes n'étant pas protégées, l'Italie craignait l'Angleterre ; ses relations devenaient sans cesse plus amicales avec la France, plus tendues avec l'Autriche. J'ai toujours eu la conviction qu'on ne devait pas s'attendre à une attaque italienne contre la frontière française des Alpes.

Les quelques pages précédentes montrent que le général von Kuhl préfère le plan de Schlieffen au plan de Moltke le jeune ; il déclare d'ailleurs explicitement que si les Allemands ont perdu la bataille de la Marne c'est, non pas pour avoir appliqué la méthode Schlieffen, mais pour l'avoir délaissée. Il est probable que beaucoup d'officiers du grand état-major avaient la même préférence.

Comparé à celui de Schlieffen, le plan de Moltke est moins net, moins accentué, moins brutal, moins « foudroyant ». Consentant à payer des primes d'assurance, Moltke a affaibli sa masse de manœuvre au profit des théâtres secondaires de Russie et de Lorraine ; il a cru pallier le désavantage de ces prélèvements en donnant à l'armée de Lorraine une astucieuse mission de démonstration. Risquant moins, il devait, en cas de réussite, gagner moins.

Mais le plan de Moltke n'a pas réussi. Devons-nous donc

le déclarer mauvais par essence et le condamner en bloc? Oui, s'il portait en lui la cause primordiale de l'échec ; non, dans le cas contraire. Cette cause primordiale est simple et indiscutable : la manœuvre allemande n'a pas réussi *parce que les Français ont manœuvré.* Il est à remarquer que tous les plans allemands admettent que l'adversaire sera un simple plastron, qu'il ne manœuvrera pas ou, tout au moins, qu'il exécutera obligatoirement l'une des quelques manœuvres étudiées par le commandement allemand dans les *Kriegspiels* ou dans les voyages du grand état-major.

Suivant l'époque, on a supposé, à Berlin, que les Français :

— Resteraient sur la défensive, du Luxembourg à la Suisse ;

— Prendraient l'offensive en Lorraine ;

— Laisseraient peu de troupes sur leur frontière du Nord-Est et attaqueraient, avec le gros de leurs forces, à travers la Belgique, dans l'angle formé par la Moselle et le Rhin inférieur ;

— Attendraient l'attaque principale allemande sur la ligne Mézières-Rethel-la Fère, peut-être prolongée derrière la Somme, ou repliée derrière l'Oise jusqu'à Paris.

Rien d'autre.

Or, les Français firent autre chose ; ils exécutèrent des manœuvres non prévues par les Allemands. *Erst wägen, dann wägen,* disait jadis Moltke senior ; l'Allemand est méthodique autant que hardi dans ses décisions ; il a besoin de beaucoup « peser » avant d' « oser » et ne joue bien un rôle qu'autant qu'il l'a consciencieusement appris et répété. Dérouté, il n'a pas su retrouver immédiatement le chemin propice ; voilà la cause fondamentale de sa défaite à la bataille de la Marne.

Le général en chef français pouvait manœuvrer à sa guise puisque son adversaire n'avait pas pu, ou pas su, lui enlever la liberté de manœuvre. Bien que les forces allemandes de Lorraine aient vu leur rôle démonstratif transformé, après Morhange, en une mission nettement offensive (1), elles n'ont pas empêché le général Joffre de prélever sur son aile droite une bonne partie des corps qui lui

(1) A ce moment, les Allemands ont cru pouvoir réaliser l'enveloppement à l'est comme à l'ouest, la double tenaille chère à Schlieffen ; ils ont espéré un *Cannæ.*

étaient nécessaires pour étayer son centre et former son échelon offensif d'aile gauche (armée Maunoury). Nos 3e et 4e armées ont pu facilement se dérober après la bataille des Ardennes. Von Bülow n'a pas, lui non plus, fixé la 5e armée française, ni à Charleroi, ni à Guise. Seul, le général von Klück a tenté, à partir du 3 septembre, de nous accrocher et, dans ce but, bien qu'ayant une mission de flanc-garde, s'est mis en échelon avancé...

Le général von Kuhl nous répétera : « Le résultat dépend des exécutants. » Sans doute, mais le commandant en chef doit leur indiquer les grandes lignes de la conduite qu'ils auront à tenir. C'est seulement aux VIe et VIIe armées allemandes qu'il était prescrit « d'immobiliser les forces françaises », mais en même temps on leur ordonnait « de se replier si elles avaient devant elles des forces supérieures » et « de ne pas se laisser entraîner dans un combat opiniâtre ». En somme, *dans leurs plans, les Allemands manœuvraient l'adversaire sans le fixer*

GÉNÉRAL DOUCHY.

Madame de Chateaubriand et ses bons amis les Joubert[1]

III

Les Joubert retournèrent à Villeneuve au mois de septembre. Il y eut, en leur absence, pas mal de politique et la conspiration dite du bord de l'eau... « Je comprends, leur écrit Mme de Chateaubriand, j'approuve vos fureurs. Voilà trois semaines que vous êtes partis et pas un mot de la Chatte ni du Chat. Mais, très chère dame, des départs, des conspirations, une infirmerie... Avez-vous été bien effrayés de notre conspiration? On n'en sauroit voir une plus bénigne. On dit qu'on ne trouvera pas un coupable ; et, comme nous ne voulons pas renouveller le massacre des innocents, tous ces honnêtes capitaines et lieutenans qui ne vouloient que tuer la famille royale, une vingtaine de colonels et quelques centaines d'ultra, s'en iront paisiblement chez eux, en recevant une honnête indemnité pour leur mois de prison. Ah ! mon Dieu, que je regrette que le Cerf ne soit pas ici, pour l'heure du dîner seulement. Voilà un brave négociant du Hâvre qui nous envoie un cancre de mer, *dites un poupard*, c'est un vrai monstre marin, accompagné d'un melon qui a quatre pieds cinq pouces et demi de circonférence et qui a une odeur que vous pourriez sentir de Villeneuve... Nous voyons tous les

(1) Voir la *Revue universelle* des 1er et 15 septembre 1921.

jours le grand Clausel ; mais deux minutes ; sa chère épouse veut que les rayons de sa gloire resplendissent toujours autour d'elle et elle ne lui permet que de très courtes absences... Le Chat est furieux que vous soyez à Villeneuve ; je lui demande ce qu'il fait de vous ici? Mais il a raison : ne pas se voir et ne pouvoir se voir sont deux choses fort différentes. Rien de nouveau à l'Infirmerie, sinon une bonne vieille de quatre-vingt-neuf ans, qui est morte hier. Dieu merci, elle laisse à la maison un petit mobilier et cent trente livres d'argent : nos héritages ne sont pas forts, mais ils se renouvellent de temps en temps... Écrivez-moi, vous qui n'avez rien à faire qu'à soigner un malade moins malade que vous ! »

Les Joubert ne rentrèrent à Paris qu'à la mi-décembre. Alors, Mme de Chateaubriand, prise de rhume, craignait un retour de son catarrhe. De sorte que l'année finit et l'autre commença un peu tristement ; mais la tristesse de Mme de Chateaubriand se relevait d'une gaieté qui était sa meilleure invention. 2 janvier 1819 : « Le Chat m'a remis les pastilles... » C'est le présent de Joubert... « qui me font grand plaisir à voir, car d'y tâter, je suis trop malade. J'allois envoyer chez vous savoir comment vous supportiez cette nouvelle année. Pour moi, je la commence fort mal... Je me désespère et de cela et de ne pas vous voir ; mais, comme vous dites, il n'y a pas un moment de joie à attendre dans ce bas monde ; sans compter que ne pouvant souffrir avec une patience évangélique, nous n'avons pas grand'chose à attendre de bon dans l'autre. Je vous souhaite néanmoins à tous, un miracle, c'est-à-dire une bonne année. »

Le 2 novembre de cette année qui ne fut pas très bonne, mourut Mme de Lévis. A peu de jours de cette mort, Mme de Chateaubriand, chagrinée pour longtemps, écrivait à Mme Joubert : « Je n'ai pas le courage de vous parler de notre malheur. Je cherche à m'en distraire et tout me le rappelle. Pauvre femme ! elle nous aimoit avec une douceur et une patience qui ajoutent des remords à mes regrets. Que de fois elle a dû croire qu'elle ne m'étoit pas nécessaire, et à présent elle me manque à chaque instant du jour. Une fièvre très forte, avec le frisson ; un assoupissement continuel ; enfin tous les symptômes d'une fièvre pernicieuse qu'on a traitée comme une inflammation, voilà, je n'en suis que trop convaincue, la cause de cette mort si prompte, si inattendue,

et à laquelle on n'a pas eu même le temps de se soumettre. Pour moi, j'en ai été accablée. Ah! ne m'accusez plus de cette indifférence qu'en dépit de tous ces *parleurs de sentimens* j'appelle plus que jamais le bonheur. Que sont les joies d'une amitié de quinze ans comparées au chagrin d'une séparation sans terme? Le pauvre Chat a été aussi malheureux que moi ; sa santé en souffre même ; et je voudrois qu'il se présentât encore quelque but agréable de voyage qui pût le divertir un peu de ses tristes souvenirs. Ici, nous passons notre vie avec la pauvre famille de Mme de Lévis que nous ne consolons pas et qui nous désole. La douleur de Gaston est déchirante et celle de M. de Nicolaï effrayante ; sa tête est vraiment un peu frappée. Pour le duc, il se distrait plus que les autres ; mais cependant il sent sa perte plus, mieux et plus convenablement que je ne l'aurois cru. Mme de Nicolaï est admirable, elle souffre autant que personne et soigne tout le monde. Adieu, chère dame. C'est bien mal à vous de rester à Villeneuve quand nous avons si grand besoin de vous ici, mais c'est plutôt au Cerf qu'à vous que s'adressent ces reproches... » Mme de Nicolaï était la fille de Mme de Lévis ; et Gaston, qui devint duc de Ventadour et de Lévis, était son fils. Mme de Chateaubriand, qui ne recherche ici, ailleurs non plus, aucun effet de littérature, comme elle peint avec justesse et avec une vivacité fine les nuances de la douleur de chacun de ses personnages ! Elle est sévère, avec un bon désir de clémence, au duc de Lévis, homme intelligent, mais un fieffé original et que, dans une autre lettre des beaux jours de Noisiel, au mois de septembre 1818, elle caricature ainsi : « Voilà M. le duc de Lévis qui se promène dans son jardin, avec une vieille paire de pantoufles vertes, des bas et une culotte de soie noire, une veste de toile grise écrue, et pardessus un spencer de drap bleu coupant les longues basques de la veste. Sa noble tête poudrée est coiffée d'un chapeau de paille brillante ; d'une main il tient une houlette et de l'autre une grappe de raisin. A ce costume de ville et de campagne, ajoutez une figure qui n'est d'aucun pays, et vous verrez, comme je le vois, le seigneur de Noisiel. » En souvenir d'une blessure qu'il avait reçue au talon, comme Achille, et « qui l'empêchait de relever les quartiers de son soulier », le duc de Lévis ne portait habituellement que des pantoufles : on l'a vu à Gand faire sa cour « avec des savates débordées » ; et Chateaubriand avait dû lui prêter des bas. Mme de Lévis,

elle, était « toujours propre et soignée dans sa toilette » et, même dans les plus fâcheux hasards du voyage de Gand, lorsqu'elle avait passé la nuit tout habillée sur un détestable matelas, elle semblait, à l'aube, s'être réveillée « dans un des beaux hôtels du faubourg Saint-Germain ». Le portrait de Mme de Lévis, dans les *Mémoires d'outre-tombe*, est l'un des plus charmants que l'on y trouve : « Mme la duchesse de Lévis était une personne très belle, très bonne... Cette femme dont les paroles et les sentiments n'entraient dans votre âme que pour y ramener la sérénité... Ces moments écoulés sous les grands marronniers de Noisiel ! l'esprit apaisé, le cœur convalescent, je regardais les ruines de l'abbaye de Chelles, les petites lumières des barques arrêtées parmi les saules de la Marne. Le souvenir de Mme de Lévis est pour moi celui d'une silencieuse soirée d'automne... » Ces mots sont le portrait d'une âme.

Chateaubriand, depuis l'automne 1818, rédigeait avec ses amis *le Conservateur*, sous la devise « le roi, la charte et les honnêtes gens ». Il avait eu soin que son journal, n'étant point exactement périodique, pût éluder la censure. Mais il n'était pas très bien d'accord avec le pouvoir, de sorte qu'il eut beaucoup d'ennuis, et qui mettaient Mme de Chateaubriand hors d'elle, comme on le voit dans cette lettre à Mme Joubert : « Votre lettre m'a fait grand plaisir, mais elle m'en auroit fait bien davantage si j'avois pu la lire : vous vous mettez à écrire aussi mal et plus mal que le Chat. Je ne sais donc de vos projets que ce que Clausel en a dit et il déclare que vous revenez le 28. C'est aujourd'hui le 27, je n'ai donc plus à ce compte que douze heures à furibonner sur votre absence. A votre retour, si le Cerf n'est pas aux abois, je médite un dîner où il n'y aura que vous deux et Clausel. Le soir, nous fermerons notre porte hermétiquement et nous dirons du mal de beaucoup de prochain, que j'ai nouvellement pris à guinon, et aussi de l'abbé de Fressinous et de l'hypocrite abbé de Clausel : ces deux pères de l'Église viennent de se conduire, pour le *Conservateur*, un peu plus mal que la police elle-même ; mais il faut convenir aussi qu'ils n'ont agi que par ordre de la police ; et ce qu'on pourroit seulement leur reprocher, c'est d'y avoir mis un zèle trop ardent. Vous allez dire que je me porte bien à cause...? » A cause qu'elle avait toute sa malignité... « Point du tout : ma santé est aussi mauvaise que ma langue. Je vais envoyer savoir si

vous arrivez demain ; je n'aime point l'incertitude ; je veux être contente ou furieuse. »

Puis, d'année en année, sans que l'amitié diminue, — elle ne diminue pas ! — la correspondance se ralentit. Joubert, de plus en plus mal portant, ne prend qu'à de longs intervalles le parti d'écrire une lettre.

Le 4 septembre 1821, lettre de Mme de Chateaubriand à Mme Joubert, qui vient de quitter Paris pour Villeneuve. Elle demande l'adresse d'un bon faiseur de chocolat. C'est pour l'Infirmerie : « Je suis devenue si libérale que je veux rendre, décidément, mon infirmerie indépendante, commerçante, etc. » Et, la semaine suivante : « Vous ne voulez donc pas me donner l'adresse de votre faiseur de chocolat? Votre portier m'en a envoyé un, qui se dit le vôtre, par excellence ; mais j'en doute, parce qu'il a l'air un peu fripon. Il a les yeux chassieux et demeure dans la rue Guénégaud : est-ce cela? du reste, il me plaît assez, parce qu'il est bavard et de bon accord... Je désespère d'avoir une Sainte-Thérèse cette année : notre bâtiment n'avance point. Mais, comme à présent je me console de tout, je pense que je remplacerai cette fête par une bénédiction de chapelle, une dédicace, etc., etc. ; puisqu'alors vous serez de retour, à moins que vous ne passiez l'hiver à Villeneuve, ce qui pourroit arriver, pour le seul plaisir de me faire enrager. Le bon Lemoine... » Ce bon Lemoine, ancien secrétaire de Montmorin, et qui devint homme de confiance de Mme de Beaumont, Chateaubriand l'eut pour secrétaire à son tour... « Le bon Lemoine est toujours dans ses terres. Dernièrement, M. de Chateaubriand lui écrit une lettre cachetée de noir, parce qu'il n'avait pas de cire rouge. Il ne doute pas que ce cachet ne soit un signe de veuvage ; de sorte qu'à l'ouverture de la lettre, voyant que je n'étois pas morte, cet excellent homme nous a écrit, dans sa joie, un chef-d'œuvre d'éloquence : il est vraiment admirable quand il parle du cœur... J'ai mené hier Mme Daguesseau et Georgina à l'Infirmerie ; elles sont revenues dîner chez moi où je leur ai fait manger un lapin déguisé en perdreau et qu'elles ont pris pour tel. Adieu ; à vous, à tous les Joubert du monde. Portez-vous mal ; ennuyez-vous à Villeneuve ; et revenez bientôt : c'est trop, à nos âges, d'être trois mois sur douze sans se voir. »

Les Joubert ne rentrèrent à Paris que le 30 novembre. Mme de Chateaubriand, derechef, écrit à Mme Joubert le

27 septembre : « Je vais profiter de mes jours de réclusion pour vous écrire de mes drôles de lettres, puisqu'il vous plaît de les appeler ainsi. Commençons par le triste. Voilà quinze jours que je suis bien malade, d'un rhumatisme qui s'est jetté, avec fureur, sur mes entrailles... Lemoine est de retour de ce qu'il appelle son grand voyage ; il nous a rapporté des histoires... » L'une de ces histoires, que Mme de Chateaubriand raconte bonnement, n'est pas bien ragoûtante : elle a diverti Mme de Chateaubriand... « Comment pouvez-vous empêcher le pauvre Cerf d'aller passer trois jours à Sens, dans une auberge? Que voulez-vous qu'il fasse à Villeneuve, pendant que vous ferez la soupe de vendange à vos électeurs? Si je n'étois pas malade, je partirois et je lui proposerois de faire la partie ensemble, mais à Joigny, en reconnoissance de ses grives et de son mauvais vin... Paris commence à se repeupler de preneurs d'eaux et d'ambassadeurs déchus, comme par exemple le pauvre duc de Laval, qui vient souvent nous bégayer de l'Espagne et soupirer après Londres, qu'il n'aura pas, non plus que Molé, quoique plusieurs journaux l'y envoient... » Qui donc eut Londres? Ce fut le Chat !... « J'ai fait hier une assez bonne journée : l'Infirmerie a été portée sur un testament pour environ deux mille francs de rentes sur l'État ; de plus j'ai attrapé mille francs de M. Laîné, pour la chapelle. Ah ! la vilaine quémandeuse ! dira le Loup. Elle a très bien fait ! dira le Cerf... Votre ami Marigné est parti pour l'Italie, bien confessé, et indulgentié, par Clausel, qui nous a déclaré qu'il mourroit en route et iroit tout droit en Paradis. Ce bon saint Pierre qui ouvre si aisément les portes du ciel à ses amis pourra bien les trouver fermées pour lui, s'il arrive avec mon livret blanc, car je ne compte point du tout lui donner les cinquante francs qu'il a volés à l'Infirmerie. Adieu pour aujourd'hui, je suis fatiguée. Mille tendresses à tous les habitans de Villeneuve qui s'appellent Joubert. »

Du 9 octobre : « ... Savez-vous avec qui nous avons dîné dimanche? avec Chênedollé. Il était venu à Paris pour parler à son fils qui étoit arrivé furibon de son pays, bien décidé à aller trouver le papa, *in petto*, à Vire, si le pauvre Chênedollé n'avoit été averti à temps pour arrêter un voyage qu'il redoute comme la mort... » Le pauvre Chênedollé avait eu, d'un premier mariage des plus hasardeux et ensuite duquel il parait avoir été, quelque temps, en état de bigamie, un

fils : et le fils de Chênedollé parfois manquait de patience ou de modestie comme une espèce de fils naturel de l'époque du romantisme. Les amis de Chênedollé disaient que le poète n'était « pas trop coupable » et accusaient le fils d'utiliser « quelques petites pièces fabriquées »... Enfin, « je vous dirai, et au Cerf aussi (pour vous faire plaisir à tous les deux) qu'on a rendu à M. de Chateaubriand la grande pension de ministre d'État, c'est-à-dire vingt-quatre mille francs ; avec les douze mille de pair, cela nous donne le moyen d'avoir une voiture, qui sera au service du Cerf... Revenez donc, nous irons nous promener, faire des campagnes, dîner au cabaret, etc., etc. Le Chat dit que c'est par malice que vous restez à Villeneuve, parce que vous vous y ennuyez à la mort. Je ne vous donne congé que jusqu'à la fin du mois ; après cela, je boude et je ne vous écris plus. »

Elle se trémoussait de plus en plus, et parfaitement bien, pour son Infirmerie. Il lui fallait, en un seul jour, courir aux quatre coins de Paris « pour des dons à toucher », aller « chez toutes les marchandes de guenilles » et trouver là de quoi meubler la chambre d'un prêtre qui venait de lui arriver, puis écrire (environ) mille lettres, gronder (environ) cent ouvriers, apaiser la supérieure qui était fort en colère contre le nouveau venu, enfin se soigner, car elle ne doutait pas de mettre par tant d'activité sa santé à l'épreuve. Les plus saintes personnes lui donnaient beaucoup de mal, au point qu'ayant affaire, pour une protégée de Mme Joubert, aux sœurs de la Miséricorde, elle les disait, « comme toutes les religieuses, sans miséricorde pour tout ce qui les contrarie » ; elle disait encore : « La patience des saints de ce temps-ci n'est pas grande. » Ses tracas étaient quelquefois récompensés. Un peintre de talent consentit à bien travailler pour elle : « Notre charitable petit Guérin a eu l'honneur de présenter mardi dernier à Madame le tableau qu'il a fait pour la chapelle de l'Infirmerie : il n'avoit point sollicité cette faveur, c'est Son Altesse Royale elle-même qui a demandé l'ouvrage et l'ouvrier : elle a été charmée de l'un et de l'autre, ainsi que Mgr le duc d'Angoulême, qui a trouvé de suite que la Vierge ressembloit à Madame. Le même jour, nous avons eu, de présent, le tableau de Guérin, un magnifique saint ciboire, un superbe ornement et une garniture de nappe d'autel, en dentelle : on me loue, on me comble, ce qui ne m'empêche pas d'être modeste et de crier toujours misère... »

En 1822, Chateaubriand fut nommé ambassadeur à Londres, où Mme de Chateaubriand ne l'accompagna point : ni la traversée de la Manche ne la tentait, ni elle ne voulait quitter le soin de son Infirmerie. Mais la voici ambassadrice, dont elle s'amuse. Elle écrit à Mme Joubert : « Quelle irrévérence pour une ambassadrice ! La quitter malade sans se mettre en peine des nouvelles de Son Excellence ! Voilà ce que c'est que d'avoir abdiqué la grandeur pour se faire *sœur du pot* ; mais au fond je suis une révérende mère abbesse qui ai bien des vieilles chapes et des vieilles soutanes à vous donner... » pour l'église de Villeneuve... « si vous me traitiez un peu mieux et si la sœur Reine n'y mettoit obstacle. Où aviez-vous pris que mon nouveau logement ne vaut pas l'ancien?... » Les Chateaubriand venaient de s'installer rue de l'Université... « Il est charmant, et surtout propre, car depuis quinze jours que j'y suis, je n'ai pas souffert que mon maître jacques et mon page bossu fussent un moment sans le balai à la main. Mon salon est fort joli, il est plus grand que l'autre. Le cabinet du Chat est magnifique, et pour la première fois de sa vie Son Excellence aura une chambre, à la vérité la plus petite du monde, mais où il aura un lit de six pieds (ce qui ne lui étoit pas arrivé depuis longtemps), une table et une chaise à lui. Pour moi, je me trouve logée à ravir, dans ma petite chambre, avec mon petit cabinet, là où on ne peut entrer, mais où il y a une belle cheminée en marbre. Rien de nouveau à Paris ni à Londres, du moins de nouvelles que vous ne sachiez ; celles d'Espagne doivent vous désoler et vous mettre en fureur : c'est une triste chose de voir partout la royauté manquer avant les rois... Vous saurez que mon bonhomme Ménil est à peine relevé d'une maladie dont il est sorti imbécile. En conséquence, je suis obligée de prendre une cuisinière. J'ai arrêté une Bretonne ; elle *grayonnera* un peu, mais elle me fera des coulis de gruau, de la galette et de la bouillie de sarazin, sans compter mille autres galimafrées que M. Joubert aimera beaucoup... Frisel a voulu me gagner le cœur en m'envoyant... » de Londres... « une fort jolie robe. Écrivez-lui pour lui en demander une. Mais j'oubliois que vous n'aimez pas les présents ; c'est parce que vous êtes fière ; mais moi qui suis humble, douce et reconnoissante, je les aime à la folie... » Ce 28 juillet 1822, Mme de Chateaubriand trouvait ce Frisel un homme bien aimable. Seulement, Frisel revint

de Londres à Paris : et elle n'aimait Frisel que s'il n'était pas là en personne. Puis, entre Paris et Londres, et pour la préparation du congrès de Vérone, la politique faisait mille ennuis à notre ambassadeur. De sorte que Mme de Chateaubriand n'était pas de très bonne humeur, en écrivant à Mme Joubert le 23 août: « Je suis ou accablée d'affaires ou si souffrante que je n'ai songé à rien, pas même à me désespérer, ce que je fais dès que j'ai la force de sentir et d'agir. Je suis d'un ennui et d'une tristesse mortelles. Frisel, qui est de retour, a soin d'alimenter chaque jour le penchant que j'ai à me tourmenter et à abominer le genre humain, en venant me raconter tout ce qu'il a entendu dire et ce qu'il a finement provoqué de désagréable sur mon compte et celui de M. de Chateaubriand. A l'entendre, le pauvre Chat ne va plus savoir comment se conduire, à présent qu'il l'a perdu, car c'étoit lui qui le conseilloit, le conduisoit et lui donnoit de la considération. Il vous attend avec impatience pour avoir le plaisir de trouver tout mauvais chez vous. Pour moi, je l'ai prié une seule fois à dîner ; mais, s'il veut encore manger de la cuisine Chateaubriand, il peut retourner à Londres chez M. l'ambassadeur. »

A la fin de septembre, Chateaubriand quitta Londres ; il traversa Paris, la France, les Alpes, le Milanais et arriva l'un des premiers à Vérone. Les Joubert étaient à Villeneuve et peu informés des événements. Mme Joubert reçut de Mme de Chateaubriand cette lettre : « Un mot, très chère dame, pour vous dire que je ne vous ai pas oubliée. Je suis accablée : ma fête d'octobre, le renouvellement de mes abonnemens, les commissions du Chat, la rage, le désespoir, les coups de langue, tout cela ne me laisse pas un moment ; je me donne à peine celui de dormir et j'envoie ma maladie se promener. Au milieu de tout ce tintamare, le bruit de vos reproches et mauvais dires me chifonne, mais ne me donne pas une minute à moi pour vous amadouer. Après le 21, jour de notre cérémonie, je vous écrirai un volume ; veuillez en attendant me plaindre et me savoir gré de ce petit mot, que je vous écris au milieu d'une dispute avec Lemoine. Il dit qu'un jour il a mangé, à son déjeuner, vingt-huit œufs durs, avec un pain bis, et que, trois heures après, il n'en a que mieux dîné : si je le poussois un peu, il iroit jusqu'à vingt-huit douzaines ; mais voilà que je le mets à la porte et que je sors, moi-même, pour aller à la quête. Nous avons, pour notre fête, deux bonnes

quêteuses ; et pour prédicateur, l'évêque de Troyes qui nous donnera son panégyrique de saint Vincent de Paul, à propos de sainte Thérèse ! C'est Madame qui l'a demandé. Aussi le bon évêque est-il très glorieux et assure-t-il qu'il n'y a rien au-dessus de l'Infirmerie. Comment est le pauvre Cerf? Laennec m'envoie promener chaque fois que je lui parle de sa maladie, cependant il est d'avis qu'il ne prenne pas trop d'opium. Le Chat vous embrassera en passant ; il ne partira pas avant la semaine prochaine. » La dernière phrase resta incompréhensible aux Joubert, qui ne lisaient aucun journal et qui ne savaient pas que Chateaubriand fût en route pour l'Italie par le chemin de la Bourgogne et de Villeneuve.

Le 27 octobre, nouvelle lettre de la Chatte au Loup : « Vous dites que je ne vous réponds pas? J'en serois bien en peine. Vous m'avez écrit une lettre aussi facile à lire que du chinois, ce qui fait que je n'en ai pas lu un mot ; mais je me doute qu'elle étoit pleine d'injures, de reproches, etc., et qu'il n'y étoit nullement parlé de votre retour. Je réponds à tout cela, que je n'ai pas un moment à moi, que vous devriez me plaindre au lieu de me gronder et, surtout, revenir car je m'ennuie à mourir de votre absence, de celle du Chat... » Mais les Joubert le croient toujours à Londres, ce Chat qui est à Vérone... « Je n'ai plus que mes chats à gronder, et ils ne m'écoutent pas. Lemoine est allé voir ses nouveaux domaines ; il a vendu de bonnes petites terres, qui lui rapportoient de l'argent, pour acheter de mauvaises maisons qui lui coûteront seulement en réparations. Mais il avoit, m'a-t-il dit, une raison pour faire cela. C'est que : *Madame, soyez sûre que quand je fais une chose, c'est que je dois la faire et que j'y ai réfléchi longtemps avant de me déterminer...* » Mme de Chateaubriand raconte encore à ses bons amis qui lui demandent des anecdotes, une anecdote de sa cuisinière et de son valet, puis la fête de sainte Thérèse à l'Infirmerie, et puis ceci et puis cela, et ne dit quasi rien du Chat qui est à Vérone et que les Joubert croient qui est à Londres, ou à Paris : ils ne savent plus.

Ils ne revenaient pas à Paris parce que, disaient-ils, Arnaud leur frère avait entrepris de grands travaux dans la maison de la rue Saint-Honoré. Là-dessus, Mme de Chateaubriand se fâche et se met à « furibonner » selon sa guise. « Malheureusement pour moi, écrit-elle à Mme Joubert, et heureusement pour lui, votre frère ne vient point me voir :

il m'entendroit vociférer contre les restaurateurs de maisons. Que ne laissoit-il les doigts marqués sur les murailles de son escalier, sa tenture bleue, un peu sale à la vérité, et son parquet croulant? Au danger près, tout cela vaut mieux que des plâtres neufs et des peintures qui vous donnent des coliques de miserere. Mais voilà comme sont nos faiseurs de vinaigre avec de l'eau; quand ils ne savent que faire, ils arrangent leur maison de manière à vous donner des fraîcheurs et des rhumatismes. Je vais aller aujourd'hui m'assurer de l'état des lieux; je verrai si vous pouvez vous mettre en route... » Et, s'il est vrai que les Joubert ne puissent encore habiter leur vieille maison repeinte et replâtrée, elle les invite à venir demeurer chez elle. Joubert coucherait dans la bibliothèque, Mme Joubert dans la chambre du Chat; et la bonne, sur l'escalier. L'on ferait, pour Joubert, chaque jour, des gelées ou du soufflé à l'ananas : c'est bien tentant et plus tentante l'occasion d'être ensemble... « Mais vous vivez donc en vrai Loup dans les forêts, pour ne pas savoir que le Chat est parti pour Vérone, le 3 du mois d'octobre? Il n'a pas passé par Villeneuve, parce qu'il étoit pressé, et a pris la route du Simplon, qui l'abrégeoit de trente lieues... » Non, les Joubert n'en savaient rien, tant ils vivaient dans la retraite confinée!... « Le grand Clausel de Coussergues est, pour le bonheur de la France et de l'Espagne, et malgré les journaux qui l'ont tué, dans un très bon état de santé. Il a obtenu la place qu'il désiroit pour son gendre futur; il marie sa fille dans huit jours et trouveroit que les choses ne vont pas mal en France, si la junte d'Urgel lui permettoit d'être pacifique; mais il veut la guerre, parce que le Trappiste et le curé Mérino demandent nos hommes, notre argent et nos fusils. Je trouve qu'ils ont raison; je souhaite de tout mon cœur que nous allions secourir ces honnêtes gens, mais j'ignore si la chose est possible. En attendant, comme il y a également danger, ici, à être pour la guerre ou pour la paix, je dis amen à tout... » Mérino, Chateaubriand dans le *Congrès de Vérone* l'appelle « un fabuleux héros de presbytère »; et voici le Trappiste : « Antonio Maranon, dit le Trappiste, fut d'abord soldat; jeté par des passions dans les cloîtres, il portait avec le même enthousiasme la croix et l'épée. Son habit militaire était une robe de franciscain, sur laquelle pendait un crucifix; à sa ceinture étaient un sabre, des pistolets et un chapelet. La paix et la guerre, la religion et la licence, la vie et

la mort, se trouvaient ensemble dans un seul homme, bénissaient et exterminaient... » Voilà les honnêtes gens que Mme de Chateaubriand veut bien qu'on aille secourir ; et, si l'on n'y va point, elle se résigne... « Je me réjouis fort de la presque bonne santé de M. Joubert, mais ne lui ferai pas grâce d'une visite : il voudra bien m'en faire de temps en temps. Mon appartement est merveilleux pour lui : après le dîner, nous l'enfermerons dans la bibliothèque qui est longue à ne plus finir, chaude à devenir *calorifer* et pleine de livres dépareillés. Ménil n'est plus bon à rien qu'à me coûter trois cents francs de pension que je lui fais et que je l'ai envoyé manger chez sa fille. Je l'ai remplacé par une cuisinière bretonne toute faite pour M. Joubert, faisant fort bien les ragoûts et d'autres malgamées excellentes. »

Mme de Chateaubriand ne s'attendait pas beaucoup que les Joubert, faute d'avoir leur maison prête à les recevoir, vinssent à son invitation de s'établir chez elle. Conséquemment, et comme elle l'avait dit, elle alla rue Saint-Honoré voir de ses yeux où en étaient les travaux. Et que vit-elle? De quoi réduire à néant les prétextes que les Joubert invoquaient pour s'attarder à Villeneuve. Elle écrivit à Joubert, et de sa bonne plume, et de sa bonne encre : « Comment ! vous me faites faire une scène [à votre frère], maudire sa maison dont il a fait un palais, et tout cela parce qu'il vous plaît de me faire un fagot ! Tout est prêt pour vous recevoir : mais vous voulez être précédés par [votre belle-sœur] Mme Lafond, qui ne peut partir que jeudi prochain. Voilà ce que votre frère m'a dit pour m'apaiser ; mais ma fureur n'a fait que changer d'objet, et toute affaire cessante, j'ai pris la plume pour vous gronder. Si Mme Lafond part jeudi, vous pouvez vous mettre en route deux jours après, arriver dimanche et me recevoir lundi. Je ne vous donne pas un jour de plus. » C'est le 16 novembre que Mme de Chateaubriand formulait et lançait ainsi l'ordre du prompt retour. Obéissants, les Joubert devaient être à Paris le dimanche 24. Ils ne furent pas obéissants : Joubert ne demanda son passeport de Villeneuve à Paris que le 29 novembre.

Ce qui rendait Mme de Chateaubriand plus impatiente que jamais de revoir ses amis, c'était la solitude où elle se trouvait par l'absence du Chat, toujours à Vérone et qui là-bas s'ennuyait à mourir, de n'avoir rien à faire, « le grand Mathieu [de Montmorency] s'étant chargé de tout » ; il en

venait, lui que tentait si bien l'activité, mais glorieuse, à ne plus souhaiter que le repos... « Si vous voyez un peu M. Frisel, à son passage, ne lui parlez pas de l'ennui du Chat : il en feroit ici un paquet. Je meurs de peur de cet enragé. Il m'a écrit, je ne lui ai point répondu, il va me dire force injures, je me fâcherai, tout ira mal, car je ne veux point, comme vous, l'adoucir avec un bon dîner... » En l'absence de notre ambassadeur et des Joubert, Mme de Chateaubriand n'avait pour compagnie habituelle que des oiseaux de Chine et du Sénégal, donnés à elle par un préfet apostolique du Sénégal qui avait été en Chine ; et puis ses chats, au nombre de quatre, qui auraient volontiers croqué les mandarins : « Mais ceux-ci se moquent d'eux, se mettent à chanter, ravissent les croqueurs et font la paix pour le reste de la journée. » Pour aguicher mieux les Joubert à lui revenir, elle renouvelait sa promesse de fameux soufflés à l'ananas et s'engageait à ne parler aucunement politique, dont Joubert avait l'horreur.

Il n'y a pas de lettres de 1823. Mais, au début de l'année suivante, Joubert fut extrêmement malade. Un jour, Mme de Chateaubriand écrit à Arnaud Joubert : « Comment va le pauvre malade? Je suis à la mort ; j'irai cependant savoir de ses nouvelles ce matin. » Joubert mourut le 4 mai 1824. Le 8 mai, Chateaubriand donna au *Journal des Débats* une petite notice où il y a ces lignes de juste amitié : « Personne ne s'est plus oublié et ne s'est plus occupé des autres. Celui qui déplore aujourd'hui sa perte ne peut s'empêcher de remarquer la rapidité avec laquelle disparaît le peu d'hommes qui, formés sous les anciennes mœurs françaises, tiennent encore le fil des traditions d'une société que la Révolution a brisée... » L'on n'a aucun témoignage du chagrin que ressentit Mme de Chateaubriand pour la mort de Joubert.

Cette mort ne supprima point les relations amicales entre la famille de Joubert et les Chateaubriand. Mais Joubert était l'âme de cette amitié qui, sans lui, perdit ce qu'elle avait de vif et de fervent.

Mme de Chateaubriand connaissait et estimait Arnaud Joubert ; elle l'appelait parfois à l'aide, pour son œuvre qui voulait que l'intrigue bien menée vînt au secours de la simple charité. Arnaud Joubert était lié avec Cambacérès ; après la mort de cet ancien consul et archichancelier de l'Empire, Mme de Chateaubriand se dépêcha d'écrire à cet Arnaud

Joubert : « Si vous étiez assez bon pour me donner l'adresse de l'exécuteur testamentaire de M. Cambacérès, je prendrois mon parti de l'aller trouver, pour voir s'il veut retirer du purgatoire l'âme de son défun parent... Si vous vouliez être mon chevalier, je n'en serois que mieux reçue du richard. » Il s'agissait d'obtenir un don pour l'Infirmerie et la « vilaine quémandeuse », comme l'appelait jadis Mme Joubert, ne balançait pas de proposer pour stratagème d'indulgence le bénéfice de l'Infirmerie. Un autre jour, Mme de Chateaubriand prie Arnaud Joubert, important magistrat, de s'occuper d'une affaire qui l'intéresse, intéressant l'Infirmerie : « Voilà les papiers de ma vieille Beausobre, *grande dame*, gisant en ce moment à l'Infirmerie, pleurant sans cesse sa grandeur passée, au pied du portrait de défun son époux, cordon rouge. Tâchez de lui faire gagner ou perdre son procès le plus tôt possible. Ce sera le seul moyen de nous en débarrasser, car si elle le gagne elle s'en ira et si elle le perd elle en mourra, ce qui donnera toujours un lit de plus à l'Infirmerie... » La vieille Beausobre, on la devine, on la voit : Mme de Chateaubriand savait, en peu de lignes, dessiner un personnage.

Il y a encore d'autres lettres d'elle à Arnaud Joubert, mais non plus de lettres à Mme Joubert. Et, le 23 septembre 1830, Mme Joubert écrit à sa belle-sœur Mme Arnaud : « J'ai en effet été voir ces Chats, ne pouvant plus m'en passer, il y a eu samedi huit jours. Elle m'a reçue et nous avons été ensemble comme à l'ordinaire et comme si rien ne s'étoit passé depuis votre dernière entrevue. Elle n'est pas venue me voir parce que très souffrante. Elle ne sort pas, j'avois la même chose à lui répondre, et cela a tout dit ; il y avoit d'ailleurs du monde, ce qui dispense de parler. Lui étoit sorti de bonne heure ce jour-là, il n'étoit pas mal portant, elle étoit assés souffrante, mais pas précisément malade. Depuis, je n'ai pas entendu parler d'eux. Quant à leur départ, cela ne m'a pas paru ni arrêté ni prêt... » Ce qui s'était passé, dernièrement, c'était la révolution. Mais on dirait aussi qu'autre chose se fût passé, de nature à mettre en péril l'amitié des Joubert et des Chateaubriand. Sans doute les deux événements, l'un public et l'autre intime, avaient-ils quelque lien ; sans doute la politique anima-t-elle de préférences contraires Chateaubriand et Arnaud Joubert qui ne refusa point le serment à la monarchie de Juillet. La bonne Mme Joubert

déplora cette mésentente, puis ne se tint pas d'aller voir ses Chats, « ne pouvant plus s'en passer », comme elle l'avoue avec la simplicité la plus gentille.

La politique va et vient. Les relations reprirent, non pas comme au temps de Joubert, amicales encore. Le 17 octobre 1840, Mme de Chateaubriand remerciait ainsi Arnaud Joubert d'un gracieux présent : « Nous n'avons reçu ni trop tôt ni trop tard l'excellent raisin ; il est arrivé, mon cher ami, le jour de saint François, de cette fête qu'autrefois nous célébrions ensemble. Tout ce que nous avons pu faire dimanche, a été de boire à votre santé, à tous, en regrettant bien cet heureux temps où les amis se trouvoient réunis, au complet. Quelle dispersion ! Il ne reste plus guères que vous. Car, de Clausel, il n'y faut plus penser ; il est mort pour nous, bien que du reste, d'après ce que m'en dit son fils qui est ici en passant, l'égoïste ne s'est jamais si bien porté ; et chaque jour il se félicite davantage du parti qu'il a pris... » Clausel, en 1830, avait refusé le serment et avait donné sa démission de conseiller ; depuis lors, il vivait dans la retraite, à Paris d'abord, puis à Coussergues dans l'Aveyron, d'où il ne bougea plus. Mme de Chateaubriand continue de recenser les amis d'autrefois : « J'oubliois Frisel. Il est arrivé depuis quinze jours, toujours le même pour l'humeur, mais beaucoup mieux de santé. Mme Frisel est toujours telle que vous l'avez connue, c'est le calme uni à la tempête. Pour Marie... » leur fille... « elle est si charmante qu'on ne sait où elle a pris une amabilité qui ne lui vient ni de père ni de mère. Frisel cherche et ne cherche pas un appartement, selon que les choses vont ou ne vont pas à sa fantaisie ; comme en ce moment la politique de la Bourse l'occupe uniquement, il ne pardonne pas le plus petit mot en faveur de la guerre. Je ne sais où vous adresser ma lettre, car j'ai oublié le nom de votre campagne, ce qui ne m'empêche pas de songer souvent à tous ses habitans... » Elle signe « la vicomtesse de Chateaubriand » et ajoute en post-scriptum : « Hommages, complimens et remerciemens de la part de M. de Chateaubriand, qui s'avise de se porter comme à vingt ans, ce qui ne me fait pas trop de peine ; j'espère que vous aurez suivi son exemple et qu'il n'est plus question de spleen. » Chateaubriand qui, en 1840, à soixante-douze ans, se porte comme à vingt ans, c'est Mme de Chateaubriand qui le dit. Cette année-là, Juliette Récamier quitta quelques semaines Paris pour aller

prendre les eaux d'Ems ; éperdu de solitude, Chateaubriand lui écrivait : « Vous êtes partie, je ne sais plus que faire. Paris est le désert, moins sa beauté... Où vous manquez, tout manque... Vous ne m'écrirez pas. Moi, je vous écrirai, quoique pouvant à peine former une lettre. Le vieux Chat ne peut plus jeter sa griffe qui se retire. Je rentre en moi. Mon écriture diminue, mes idées s'effacent ; il ne m'en reste plus qu'une, c'est vous. » Seulement, cela, Mme de Chateaubriand n'en savait rien.

Deux ans plus tard, le 30 septembre, Arnaud Joubert renouvela son rustique présent. Mme de Chateaubriand lui écrivit : « C'est toute une vendange, monsieur, que vous nous avez envoyé ; la qualité et la quantité, rien n'y manquoit, jusqu'au port, que la *chichonne* auroit cependant payé sans marchander. Mille remerciemens donc, à vous et à Mme Joubert, de l'excellent présent, dont nous nous sommes fait une large part, en réservant cependant quelques grappes pour une pauvre amie fort malade et à qui on a recommandé le raisin. J'espère que vous ne vous plaignez plus de la sécheresse? Ici, nous sommes inondés. Les savans, qui ne savent rien, disent que nous avons de la pluie pour six mois, ce qui sera fort agréable pour les gens qui, comme moi, trottent plus souvent à pieds qu'en voiture. Nous sommes enchantés de votre retour, plus prochain que nous ne l'espérions ; le hâtif hiver nous ramènera aussi beaucoup de ces retardataires qui restent à la campagne jusqu'à Noël. Rien de nouveau que vous ne sachiez, les journaux ne vous faisant sûrement pas plus faute à Villeneuve qu'à Paris ; c'est une mauvaise graine qui germe en tout pays. Adieu, monsieur. Je n'ai pas besoin de vous réitérer l'assurance de tous les sentimens d'attachement que mon mari et moi vous avons voués depuis si longtemps... »

C'est la dernière lettre, non la dernière qui ait été sans doute écrite, mais la dernière qui ait été conservée. Mme Joubert était morte l'année 1838. Clausel de Coussergues mourut le 7 juillet 1846 ; Mme de Chateaubriand, le 9 février 1847 et Chateaubriand le 4 juillet 1848. Ainsi disparut ce groupe d'amis très distingués et qui avaient le goût de la simple amitié.

ANDRÉ BEAUNIER.

La Philosophie américaine et les continuateurs de W. James

Depuis un demi-siècle, on voit se développer dans les pays anglo-saxons, en Amérique plus encore peut-être qu'en Angleterre, une activité philosophique qui mérite la plus sérieuse attention. Non qu'elle ait contribué, jusqu'à présent du moins, à élever beaucoup le niveau de la spéculation : privée malheureusement de toute haute tradition formatrice, — c'est sur le fond de Hegel, de Lotze, de Mill, de Renouvier, maîtres eux-mêmes bien indigents, qu'elle a principalement travaillé, — ses prétentions à l'ingénuité, à une vision directe, à une sauvagerie fraîche et joyeuse bousculant les vieux préjugés, trahissent trop souvent, dans le pays de Walt Whitman surtout, une rusticité auprès de laquelle les philosophes sensualistes que Platon voyait embrassant le tronc des arbres semblent les représentants d'une culture raffinée. Cependant les foisonnements les plus barbares ont chance de comporter des possibilités de renouvellement, et la vigueur naturelle de l'intelligence doit bien finir, au bout d'un certain temps, par retrouver sinon les solutions, au moins les problèmes essentiels. Je ne parle pas de l'intérêt qu'il y a pour nous à connaître la conception du monde et à mesurer le niveau spirituel de ceux qui ont imposé leur paix à l'univers et qui aspirent à le diriger. C'est pourquoi il convient de signaler d'une façon particulière les livres qui peuvent — comme

les deux thèses brillantes récemment soutenues à Louvain par M. Kremer et à Paris par M. Jean Wahl — renseigner utilement le public de langue française sur l'état de la philosophie contemporaine en Angleterre et en Amérique.

William James, autour duquel principalement tourneront aujourd'hui nos réflexions, est à peu près le seul philosophe américain qui soit bien connu chez nous du public cultivé, — par ses propres ouvrages et par les études consacrées en France au pragmatisme, notamment par celles de M. Boutroux (*William James*) et de M. Bourdeau (*Pragmatisme et modernisme*). Cependant la célébrité qu'il a en Europe est peut-être disproportionnée à la valeur réelle de sa pensée ; en tout cas, je crois que l'effort plus probe et plus profond d'autres philosophes du nouveau monde, ceux qu'on appelle les *néo-réalistes*, est riche de promesses beaucoup plus sérieuses. C'est à ces derniers surtout que M. Kremer a consacré son travail (1) sur lequel il importera de revenir. Ils ont le mérite de s'être affranchis de l'absurde prétention de changer toutes les valeurs philosophiques par la grâce du pragmatisme et le mérite beaucoup plus grand encore d'avoir discerné et dénoncé la commune erreur fondamentale qui vicie les doctrines modernes les plus opposées : l'idéalisme et le subjectivisme. M. Perry et M. Spaulding, en soumettant à une analyse serrée l'idée de relation et en restituant le mystère propre et irréductible de la connaissance : *l'indépendance de l'immanent*, comme ils disent (*l'indépendance*, à l'égard de la pensée, de l'objet *immanent* à la pensée par la connaissance), M. Marvin, en retrouvant à sa manière la grande idée aristotélicienne de l'impossibilité d'absorber dans les lois universelles et nécessaires de la science la contingence des événements individuels, ont mis le doigt sur quelques-uns des ressorts vitaux de la spéculation rationnelle. Il est très souhaitable que la conversation entre eux et les scolastiques, entamée par le livre de M. Kremer, se poursuive activement.

M. Jean Wahl traite sous une forme plus purement descriptive et historique du « pluralisme » anglo-saxon en général (2). Son travail très complet et très documenté

(1) Kremer, *le Néo-réalisme américain*, Louvain, 1921.
(2) Jean Wahl, *les Philosophies pluralistes d'Angleterre et d'Amérique*, Paris, 1921.

ouvre de bien curieuses perspectives, où la réflexion trouverait profit à s'attarder. Il ne confirme que trop, en particulier, cette affligeante constatation que la philosophie moderne tend à se subordonner de plus en plus aux divisions géographiques et nationales. Tendance singulièrement fortifiée par la confusion, fort répandue de nos jours, de la philosophie avec l'art, et surtout par l'influence du pragmatisme et de l'anti-intellectualisme ; ceux-ci, en substituant, comme faculté philosophique, le système vaso-moteur et viscéral du philosophe à son intelligence, ne peuvent que livrer la philosophie au particularisme des tempéraments nationaux. Sans doute ce particularisme s'est toujours fait sentir, — il est même, dans une certaine mesure, un signe de vitalité, — parce que l'intelligence, si elle « pense sans organe », baigne dans un milieu sensitif et organique et dans un milieu social d'où elle tire ses aliments. C'est là un exemple de cette *causalité matérielle*, dans laquelle les dispositions du « sujet » humain réagissent par accident sur la « forme » qu'il sert. Mais ce qui est grave, c'est que le tempérament national passe peu à peu au rang de *règle formelle* de la philosophie elle-même et prétende atteindre son essence. Fichte ne mettait-il pas ses auditeurs en demeure de choisir pour le Devenir germanique ou pour la « substance morte » des Latins, par une pure option de la Volonté, afin de faire voir s'ils sont de libres hommes allemands ou des esclaves welches? Le cours entier de la philosophie depuis un siècle reste commandé, hélas, par ce choix germanique... Il est très remarquable en tout cas qu'à une époque où les progrès mécaniques et techniques assurent entre les peuples des communications matérielles d'une facilité inouïe, — ces communications matérielles qui devaient, d'après l'idéologie démocratique, produire de soi l'union des âmes, — la philosophie se montre précisément beaucoup moins universelle, beaucoup moins humaine, beaucoup plus asservie aux caractéristiques nationales qu'elle n'était au moyen âge. C'est que la matière est essentiellement diviseuse et que les hommes ne communiquent vraiment que dans l'immatériel.

Hegel se plaisait à montrer l'harmonie préétablie qui régnait entre sa métaphysique et l'État prussien. Faut-il que la pensée, pour échapper à l' « absolutisme » des disciplines hégéliennes, accepte la loi de la pétulance utilitaire

et lunatique du sang anglo-saxon? « Aux yeux de la plupart des pluralistes, écrit très justement M. Wahl, leur doctrine est une philosophie nationale. James veut revenir à la « grande manière classique anglaise de scruter les con-« cepts ». Le pragmatisme pour lui est une façon anglaise de penser. » Il est vrai que pour Lutoslawski, c'est du cœur de la « confraternité polonaise », c'est des invincibles fiertés du *liberum veto* que le pluralisme jaillit; si tant est qu'il faille faire l'injure à la pensée polonaise de chercher sa marque nationale dans la névrose individualiste dont s'exalte M. Lutoslawski, lorsqu'il entend Mickiewicz en transe s'écrier devant Dieu : « Je sens l'immortalité; je crée l'immortalité; qu'as-tu pu faire de plus grand? Mes ailes atteignent jusqu'à toi... Ma force m'est venue d'où t'est venue la tienne et je n'ai pas peur de la perdre. »

Où sont-elles les civilisations heureuses de la Grèce antique et de la France d'autrefois, blanches comme l'intelligence et où dans le sol le plus national s'enracinait la pensée la plus universelle et la plus humaine?

Mais les particularismes nationaux ne sont pas seuls à s'immiscer dans la philosophie. Une osmose plus étrange encore et dont les effets sont parfois comiquement affligeants tend à s'établir entre la spéculation pure et la passion politique érigée en « mystique ». M. Wahl note fort bien que la philosophie américaine est de parti pris une philosophie démocratique. « Notre nation, écrivait James, a été fondée sur ce que nous pouvons appeler notre religion américaine, a été baptisée et élevée dans la foi qu'un homme n'a pas besoin d'un maître qui prenne soin de lui, et que les hommes ordinaires peuvent fort bien par leurs efforts aboutir à leur salut tous ensemble. » Il s'agit de se former une vision du monde en harmonie avec les idées démocratiques, avec cette « grande aventure » que la démocratie est pour l'univers. Le pluralisme anglo-saxon est en un sens l'expression métaphysique de la volonté d'une *all-pervading democracy*. C'est pourquoi il se représentera le monde comme un immense fourmillement, sans ordre fixe ni hiérarchie, de volontés toutes égales en importance, — voire, selon le mot de William James, comme un grand banquet républicain.

*
* *

Qu'est-ce donc que le *pluralisme?* Mot vague, idée vague, à contenu émotionnel autant et plus qu'intellectuel, comme beaucoup d'idées modernes, le pluralisme s'entend surtout par opposition, comme une réaction contre le *monisme* hégélien, qui absorbe toute diversité dans l'unité de l' « absolu », et que Bradley surtout a popularisé dans les pays anglo-saxons. Est « pluraliste » tout philosophe qui se refuse à être « moniste ». Pris en ce sens excessivement large, le pluralisme répond à des aspirations très justes et très saines, qu'il est seulement curieux de voir traduites par les auteurs anglo-américains en un langage affectif et impressionniste qui montre trop bien à quel point la philosophie moderne a renoncé à être une science. Ce qu'on reproche à l'absolu des monistes, c'est d'être froid et égoïste, de nous bâtir un monde académique et de tout repos, « privé de l'oxygène de la possibilité », bon pour les âmes molles, les autoritaires et les paresseux. Ce qu'on défend dans le pluralisme, c'est l'attitude pratique d'un esprit décidé à garder le sens du risque et des initiatives créatrices et le sentiment des diversités irréductibles, à accepter les conflits et les oppositions, à consentir qu'il y ait du mal et du bien dans le monde, à loyalement haïr l'optimisme bourgeois d'un Leibniz ou d'un Hegel, à croire « aux commencements subits, aux dons, à la liberté, aux actes de foi ». Disons plus précisément et pour mieux dégager le contenu intellectuel du pluralisme, que celui-ci comporte avant tout l'affirmation de la réalité et de la valeur de la Personne, — de la personne, qui, disait saint Thomas, est ce qu'il y a de plus noble et de plus élevé dans toute la nature, — la négation de l'identité hégélienne du Possible et de l'Existant, l'affirmation de la réalité du Contingent et du Hasard, de la réalité du Temps et de la Mobilité, de la réalité du Nouveau dans le changement, de l'originalité du Futur, du non-achèvement, tant qu'existera le temps, du drame du monde où l'*avenir* est *ouvert*, bref, pour tout dire en une formule métaphysique, l'affirmation que l'univers n'est pas en acte pur d'intelligibilité.

A ce compte-là le pluralisme n'est pas nouveau ; il ne fait guère que redécouvrir à grand fracas ce que la *philosophia perennis* enseigne depuis des siècles, et il faut dire que

Platon et Aristote, en affranchissant la pensée grecque du monisme de Parménide, ont été les premiers grands pluralistes. N'est-ce pas la philosophie chrétienne qui, en usant des principes aristotéliciens, a élaboré le concept même de personne, et mis au point la théorie des possibles par rapport à la transcendance de Dieu créateur? Toute la philosophie péripatéticienne n'est-elle pas fondée sur la réalité du devenir, du temps, du mouvement? La théorie des changements substantiels et celle de l'action transitive ne font-elles pas si grande la part du nouveau dans le monde que Malebranche leur reprochait d'attribuer aux agents créés un pouvoir créateur? Aucun philosophe a-t-il affirmé la réalité de la contingence aussi hardiment qu'Aristote, lorsqu'il enseignait sans hésiter que la vérité des propositions portant sur les futurs contingents est indéterminée, de telle sorte que ceux-ci sont absolument imprévisibles comme tels? A ce point de vue, il y a vraiment dans le monde d'Aristote, et beaucoup plus nettement encore dans celui de la scolastique, *openness of the future;* on peut dire aussi qu'Aristote, en créant la théorie philosophique du hasard et en concevant l'univers comme une société de *natures* ou d'activités non contraintes collaborant sans liaison mécanique, professait une doctrine que Peirce aurait saluée des doux noms de tychisme et d'agapisme. C'est Aristote en un mot qui a tranché dans la racine les prétentions du monisme et du panthéisme, en mettant en lumière l'existence ici-bas de la « puissance » et de la « matière », c'est-à-dire d'un résidu de non-être, d'un principe d'inintelligibilité relative qui établit une différence absolue et infinie entre l'univers et l'Acte pur.

Mais Aristote — et c'est la merveille propre de sa métaphysique — a sauvé toutes les vérités du « pluralisme » sans entamer de l'épaisseur d'un ongle les autres vérités qui leur font équilibre et sans léser en rien les lois de l'être et de la raison. Il est étonnant, au contraire, de voir quels monstres peuvent engendrer ces mêmes vérités, lorsque retrouvées seulement par l'instinct, les aspirations affectives et les besoins moraux, elles sont maniées et travaillées par des philosophes dépourvus de l'outillage conceptuel nécessaire, dédaigneux des moyens de penser élaborés par la tradition métaphysique, et au demeurant remplis d'une belle confiance en leurs heureuses facultés.

*
* *

Le pluralisme se présente en Angleterre et en Amérique sous les formes les plus variées. En lui-même il est tout à fait distinct du pragmatisme, c'est un point sur lequel James et Schiller ont également insisté, — en fait cependant, c'est au pragmatisme et à l'anti-intellectualisme qu'il se trouve lié jusqu'à présent chez la plupart des auteurs anglo-saxons, c'est *pragmatiquement* qu'il a été élaboré par eux, en particulier par l'auteur de *Pragmatism* et de *A pluralistic Universe.*

James offre pour nous un intérêt spécial à cause de cela même et parce qu'il est une *nature pure*, au sens que Gœthe donnait à ce mot. La combinaison parfaitement définie de puritanisme, de romantisme et d'empirisme que l'on constate chez lui en fait un type éminemment représentatif. Il philosophe ouvertement, cyniquement si j'ose dire, avec son sentiment et sa volonté, parlons mieux, avec son tempérament, — une philosophie étant essentiellement, à ses yeux, une traduction du tempérament, ce qui nous permet de caractériser assez exactement la sienne en la qualifiant de bilio-sanguine. Par là il nous montre à plein un des aspects les plus fonciers de la méthode pragmatiste. Au lieu que la haute discipline classique des anciens et des médiévaux comporte une sorte d'ascétisme intellectuel et de purification très spéciale, je veux dire exige que contemplant purement l'objet dans son altérité, abstraction faite de tout ce qui nous affecte en lui, *sine ratione boni et appetibilis*, et ne touchant immédiatement les choses que par l'intelligence, dont la fonction propre est de devenir l'autre comme tel, avec la puissance incomparable d'une assimilation tout immatérielle, le philosophe, dans son opération même de philosopher, pratique un désintéressement sévère, se désapproprie, se dégage de son moi et de ses inclinations appétitives, exténue ce qui est en lui de la chair et du sang, bref se spiritualise autant que possible ; cette méthode au contraire lui demande, en usant de la subjectivité même du sentiment pour atteindre l'objet, d'entrer avec les choses en un contact aussi matériel que possible, d'intéresser et d'engager à fond son moi dans la connaissance, d'emplir le réel de ses propres puissances de

désir et d'émotion, de manière à se retrouver partout dans les choses et à pouvoir juger d'elles d'après lui-même, d'après l'état de son activité et de sa sensibilité à leur contact ; il se livrera ainsi à une sorte de gymnastique émotionnelle, il distendra, assouplira, dilatera son moi psycho-physiologique afin de jouer de lui comme d'un instrument de connaissance : en vain, disons-le sans détour, car tout cet effort restera toujours excessivement loin de l'amplitude infinie de l'intelligence et ne pourra procurer qu'une sorte de mimétisme essentiellement inadéquat de la philosophie.

William James professe avec cela un nominalisme pur, dont il est décidé à faire, après Hume et Stuart Mill, et mieux qu'eux, une application intégrale ; il a de l'abstraction une haine native qu'il ne se contente pas d'afficher en théorie, mais qui passe réellement dans sa pratique philosophique ; il se « cramponne au concret », il se refuse à rien voir au delà de l'apparence, il ne veut pas que les choses soient élaborées par l'intelligence, il veut des faits bruts, des faits *non nettoyés*, comme il les appelle. Qu'est-ce à dire, sinon qu'il entreprend sérieusement et loyalement de philosopher sans l'instrument du concept et de l'analyse rationnelle ; et par là il nous montre encore à plein un des aspects du pragmatisme. Nous devrons toujours de la reconnaissance à ceux qui se livrent à de telles entreprises d'anti-intellectualisme vécu, lesquelles contribuent à nous faire « réaliser » — chose extrêmement difficile, tant les apports de l'intelligence imbibent tout chez nous — ce que serait une pensée purement sensitive. Ils sont d'ailleurs condamnés à l'échec, même les plus francs lurons, même les futuristes, même les dadaïstes ; quoi qu'ils fassent, ils n'arrivent jamais tout à fait à cesser d'être hommes ; leur malheureuse différence spécifique tient à eux comme glu. Jean-Jacques est encore fort loin de marcher à quatre pattes. Et si l'on voulait réfuter le pragmatisme *de l'intérieur*, comme le demande M. Georges Sorel dans son dernier livre (encore plus kaléidoscopique et pointilliste que les autres), sur *l'utilité du pragmatisme*, on n'aurait qu'à faire sentir quelle part immense de *rationalité* subsiste encore, malgré lui et grâce à la bonne nature humaine, chez un William James.

Quoi qu'il en soit, James est allé assez loin dans son

propre sens pour nous montrer clairement que l'anti-intellectualisme est aussi zélé que l'intellectualisme outré à faire violence au réel, et finalement à s'enfermer dans l'absurde. Le monisme dit que tout est un, et que l'univers est l'Absolu ; James dit que tout est plusieurs et qu'il n'y a pas d'Absolu, même hors de l'univers. Hegel déclarait que l'être et le néant sont identiques ; James, parce qu'il refuse les distinctions élémentaires exigées par l'intelligence et avant tout la distinction de la substance et de l'accident (le fait de la composition des phénomènes psychiques le contraint, nous explique-t-il lui-même, à choisir entre l'abandon de la logique et l'abandon de la « psychologie sans âme », et il préfère tout à la réhabilitation de l'âme-substance, l'âme n'étant qu' « un nom »), James ne trouve la paix de son cœur que lorsqu'il prend le parti de rompre carrément et définitivement avec la logique, — grâce, il l'a assez dit, au secours de M. Bergson, — et d'affirmer que « la moindre chose est déjà son propre autre et cela dans le sens le plus plein du mot ». Enfin, plus voisin qu'on ne pense de Jacob Böhme et du transcendantalisme germanique, pour qui la pensée qui distingue et divise est un péché contre l'unité, il débouchera dans un pseudo-mysticisme empiriste, comme Hegel et Spinoza dans un pseudo-mysticisme intellectualiste et reviendra ainsi à une « nouvelle philosophie de l'identité », panthéiste et « panpsychiste ». Extase pour extase ; comme Spinoza s'enfonçait dans la connaissance du troisième genre où il voyait tout se perdre dans l'éternité, James s'enfoncera dans l'épaisseur des moments fugitifs, qu'il éprouvera aussi inépuisablement riches de contradictions que l'absolu des « absolutistes », et où il verra « tout ce qui est réel se télescoper et se diffuser en d'autres réels ». Ce qui prouve qu'à vouloir philosopher au-dessous comme au-dessus de la raison, le détriment est le même.

*
* *

La méthode pragmatiste relève d'une inspiration essentiellement *moraliste*. Il est bien vrai que la philosophie n'est pas isolée de la vie humaine, comme les mathématiques par exemple (*mathematica non sunt bona*) ; toutes ses vérités, même les plus abstraites, ont finalement une réper-

cussion sur notre agir et toutes les déformations qu'on lui fait subir finissent par se traduire dans le plan de la vie humaine par quelque difformité révélatrice. Mais au bout de combien de temps et par quels enchaînements subtils ! Pour user de l'action humaine comme d'un indice expérimental des valeurs philosophiques, il faudrait non seulement posséder *a priori* la norme infaillible de cette action (et tout au contraire, c'est de la vérité d'abord connue que les lois de notre action se peuvent déduire), mais encore jouir d'un discernement angélique. C'est une voie pénible et incertaine de vouloir contrôler la métaphysique par la morale ; la seule voie sûre, pour aller à la vérité en matière philosophique, est la voie directe et naturelle de l'intelligence spéculative.

Supposez maintenant chez un philosophe une domination absolument exclusive du point de vue moral, du point de vue de l'*agir humain*, sans aucun contrepoids métaphysique pour lui faire équilibre et le tempérer, vous obtiendrez sans beaucoup de peine l'état d'esprit que James et Schiller appellent précisément, l'un *pragmatiste*, l'autre *humaniste*, avec tous les caractères que nous venons de lui trouver chez James lui-même. Je n'oublie pas, en parlant ainsi, que les lois reconnues par l'intelligence spéculative sont à la base de la vie morale ; toutefois, dans le plan même de l'action morale, la rectitude de l'intelligence ne suppose-t-elle pas essentiellement la rectitude de la volonté, nul ne jugeant pratiquement bien de ce qu'il doit faire que si d'abord son désir est droit, et la vérité pratique se prenant, comme disaient les scolastiques, *secundum appetitum rectum?* D'autre part, l'action morale ne porte-t-elle pas sur une matière essentiellement concrète, individuelle et contingente, où les particularités du *hic et nunc* jouent le rôle capital? On aperçoit ainsi comment le ferme propos affiché par James de n'user de l'intelligence qu'en l'enfonçant dans la double gangue des sens et de l'appétit a pour racine première son *moralisme* exclusif. Tout le mal, et tout le malentendu, vient de ce qu'il brouille le plan de la connaissance théorique et le plan de la connaissance pratique, de ce qu'il spécule comme il agit, et procède en tant que Philosophe comme il devrait procéder en tant que Prudent et Vertueux.

Rien n'est plus curieux à considérer dans l'histoire de la

pensée, et plus instructif, que l'antagonisme qui oppose l'une à l'autre la morale et la métaphysique, lorsque au lieu d'être réunies par une sagesse supérieure elles sont prises chacune d'une manière exclusive. Saint Thomas sait concilier le point de vue de l'une et le point de vue de l'autre, sans leur faire subir pourtant nulle diminution, parce qu'il montre en un Dieu personnel et transcendant, infiniment libre à l'égard de tout le créé, à la fois l'auteur de l'ordre universel, — où sa Providence ne peut avoir d'ennemis, où rien ne résiste à sa volonté cause première de tout ce qui est, — et l'auteur de l'ordre particulier de la liberté humaine, ordre particulier où son amour a des ennemis, qui résistent à sa volonté législatrice du bien et du mal moral. Mais sans la puissante métaphysique impliquée par cette notion de la transcendance de l'Acte pur, à la fois *provisor universalis* de tout l'être créé et *provisor particularis* de l'agir humain, la conciliation des deux points de vue n'est pas possible et il faut choisir à la fin entre une pensée exclusivement métaphysique et antimorale telle que la pensée orientale et une pensée exclusivement moraliste et antimétaphysique telle que la pensée anglaise. Qu'arrive-t-il cependant si le pur *métaphysisme* prétend *moraliser* et si le pur *moralisme* prétend *métaphysiquer?* L'Éthique de Spinoza est l'expression-type de la morale du fanatisme métaphysique, qui ne voulant reconnaître aucun ordre particulier au sein de l'ordre universel, prétend forcément s'avancer par delà le bien et le mal et voit en définitive, comme dans le second *Faust*, Méphistophélès se dissoudre sous une pluie de roses. Le pluralisme anglo-saxon, le pluralisme pragmatiste est l'expression-type de la métaphysique du fanatisme moral, qui ne voulant pas reconnaître d'ordre universel ni de nécessités données dans la nature des choses, supérieures à l'étroit domaine de notre vouloir et de notre bien, est condamnée à s'avancer par delà la logique et le principe de contradiction, et fait en définitive évanouir toutes les lois de l'être sous une grêle de « commencements absolus ».

Pour ce pluralisme, que James appelle avec raison un empirisme radical, la réalité de la personne, celle du temps, du changement, du multiple, celle de la contingence, du hasard, de la liberté, ne sont pas affirmées parce que le regard de l'intelligence les discerne dans les choses, mais

seulement parce que notre agir concret les enveloppe et les postule. Et dès lors, comme les réalités de cette sorte intéressent seules notre action, laquelle ne porte évidemment pas sur les normes immuables de l'être, ces réalités-là seront seules affirmées, toutes les autres seront niées : négation de l'unité, non seulement de l'unité substantielle de l'univers au sens des monistes, mais de l'unité d'ordre de l'univers, et de ces unités métaphysiques que sont les substances et de ces unités logiques que sont les genres et les espèces et de l'Un absolu transcendant au monde ; négation des nécessités métaphysiques et physiques qui sont comme l'ossature de cet univers, négation des lois et des réalités intelligibles accessibles à l'entendement qui abstrait, négation de tout ce qui n'est pas mobile et sensible, négation de l'éternel et de l'intemporel. *Adhæsit in terra venter noster.* Le monde du pluraliste, chaos de volontés en conflit, de contrastes et de contradictions, est fait à l'image de son tempérament, de son imagination romantique, de sa fièvre volontariste, de son matérialisme mystique. Apreté, dureté, tempête, océan, hauteurs, précipices, idéals à pic, danger, risque, bataille, insécurité, terreur, sueur, effort, « la nature humaine tendue de toutes ses forces, — sur la roue, — et cependant échappant vivante, la nature humaine *in extremis* », voilà ce qu'il lui faut trouver dans ce monde. « Le monde, avait dit Blood, en des formules qui ne manquent pas de beautés et qui auraient pu être bien comprises, le monde a la sauvage odeur d'une aile de faucon. La nature est contingente, excessive et mystique essentiellement. Les choses sont étranges. Elles ont les formes des cactus... » — « Oh ! chantait Walt Whitman, le « poète ontologique national », quelque chose de pernicieux et de redoutable ! Quelque chose qui soit très loin d'une vie oisive et dévote ! Quelque chose de non abordé jusqu'ici ! Oh ! lutter contre de grands obstacles, rencontrer des ennemis indomptés !... Pionniers, ô pionniers ! frais et forts, nous saisissons le monde, monde du labeur et de la marche... » Tumulte charnel, hélas, et bruit sans force. Tapage fatigué. Ces grands héros d'énergie, qui donnent des coups de poing sur l'univers, ne savent pas où réside la plus puissante activité. Saint Paul dans sa prison, saint Jean dans son île, sainte Gertrude dans sa cellule, et même Descartes dans son poêle ou Rembrandt dans son atelier,

agissent d'une façon plus intense et plus dramatique que tous les pionniers de Walt Whitman dans le monde du labeur et de la marche.

« Un ami, écrit William James, me disait un jour que la pensée de mon univers le rendait malade, comme la vue d'une masse de vers horriblement grouillante dans leur lit de charogne. » Traduit en langage philosophique, cela signifie que cet univers est un monde qui n'admet pas le syllogisme, un monde où tous les *nexus* syllogistiques sont dénoués, et que James professe le « pluralisme poétique » ou *polysystématisme*, selon le mot de M. Wahl, ainsi que le « pluralisme ontologique » ou *polyréalisme;* pour lui, et pour Schiller de même, le réel n'est saisissable que par une pluralité de vérités hétérogènes et de systèmes incommensurables, parfois contradictoires entre eux, aussi légitimes les uns que les autres, parce que, la réalité n'étant à leurs yeux que le système d'apparences sur lequel porte notre action, il y a une pluralité infinie de « corps de réalité » et d'univers, l'univers de tous les jours, les univers de la science, ceux de la poésie, de la mythologie, etc., etc., — autant d'univers distincts et indépendants, plus ou moins enchevêtrés d'ailleurs, superposés ou confluents, qu'il y a pour nous de manières d'attaquer les choses et d'attitudes pratiques en face du monde. Ainsi tout est brisé et discontinu, même le temps, qui coule par gouttes, il n'y a que des épisodes enfilés bout à bout et qui proviennent de textes divers, tout se scinde et se morcelle en fragments qui chavirent les uns sur les autres, se heurtent et s'entre-pénètrent. Conception qui ne nous rend pas malades, comme l'ami du philosophe, mais qui nous paraît, avouons-le, remarquable de puérilité et non exempte d'une certaine présomption très « primaire ».

* * *

Si telle est la cosmologie du moralisme intégral, que sera sa théodicée? Ici l'étude du pluralisme devient particulièrement captivante et vraiment on peut dire que la réalité passe nos espérances. Avec une belle intrépidité, les penseurs pluralistes, James surtout, car Schiller est plus modéré, nous présentent un type pur de théologie pratique et anti-intellectualiste.

Une des causes principales du succès du pluralisme en

Angleterre et en Amérique, c'est qu'il se réclame du sentiment religieux et se donne pour le vengeur de la franche et droite religion des âmes simples, menacée par l'athéisme desséchant du monisme hégélien. Il est piquant de noter que l'hégélianisme lui-même s'était imposé en Angleterre au nom de la religion et des vérités supérieures du christianisme, qu'il défendait, croyait-on, contre le scepticisme et contre le plat matérialisme utilitaire et phénoméniste ; ce qui montre que le critérium du « sentiment religieux » est d'une rigidité plutôt douteuse, et ce qui devrait rendre prudents les catholiques qui se fient encore sur les vertus apologétiques et la valeur « religieuse » du bergsonisme.

Quoi qu'il en soit, les pluralistes anglo-saxons abordent les questions concernant Dieu et les vérités suprêmes avec leur parti pris accoutumé d'empirisme radical et de pur moralisme pragmatiste.

Dieu existe, parce que l'idée de Dieu donne plus de largeur à la vision du monde, plus de résonance à la métaphysique et en même temps nous rend le monde moins étranger, plus intime ; parce que nous avons besoin, pour être vaillants dans la vie et dans nos entreprises, d'un allié puissant avec qui nous échangerons des services personnels ; enfin parce que le monde de l'expérience religieuse a sa place parmi les multiples univers du pluralisme et même une place de choix, vu l'intensité de vie qu'il nous apporte et parce que les expériences religieuses de chacun sont ainsi autant de révélations du surhumain.

Mais ce Dieu est-il bien Dieu, ou Boïeldieu, ou Tardieu? comme eût demandé Villiers de l'Isle-Adam. James nous dit qu'il est synonyme de : *ce qu'il y a d'idéal dans les choses*, qu'il est seulement la partie des choses dont la vie est la plus intense, la conscience la plus concentrée, embrassant le plus de faits en un même indivisible instant. Inquiétant retour du vieil atavisme hégélien. Nous voilà avertis, en tout cas, du fond essentiellement et brutalement panthéiste de la nouvelle théologie. Pourtant celle-ci ne proclame-t-elle pas la personnalité divine? Qu'à cela ne tienne. On veut dire seulement par là que Dieu n'est pas un être « abstrait ». Il s'agit, pourra toujours répondre le pluraliste, d'un moi « ou plutôt d'un toi » divin qui fait partie des choses et se continue, s'interpénètre ou se télescope avec elles : c'est clair.

« Voilà donc, écrivait Stuart Mill dans ses *Essais sur la religion*, les résultats nets de la théologie naturelle sur la question des attributs divins : un être d'un pouvoir grand, mais restreint, sans que nous puissions même soupçonner comment et par quoi il est restreint, d'une intelligence grande, peut-être illimitée, mais peut-être aussi resserrée dans des limites plus étroites que sa puissance, qui désire le bonheur de ses créatures et fait quelque chose pour l'assurer, mais qui semble encore avoir d'autres motifs d'action auxquels il tient davantage. » Admirable et benoîte formule du parfait empirisme religieux, dont les auteurs anglo-saxons de nos jours qu'ils soient pluralistes déterminés comme James et ses amis, ou qu'ils aient seulement des tendances au pluralisme comme Andrew Seth, Mac Taggart et quelques autres — n'auront qu'à développer le programme.

Dieu, disent-ils, existe dans le temps, car seules les abstractions sont hors du temps, il n'est pas infini, c'est une personnalité mentale finie, l'expérience nous a-t-elle jamais permis de présumer la possibilité d'une personne infinie? Renouvier avait déjà proféré ces énonciations profondes et soutenu l'existence d'un Dieu fini comme ses créatures, existant dans l'espace et dans le temps. Dieu ne saurait être parfait, ajoute le professeur Mac Taggart, parce que sa perfection détruirait l'équilibre de la cité universelle. Il n'est pas omniscient, dit James, étant une personnalité finie il ne peut pas connaître tout, « le sujet le plus vaste qui existe peut cependant ignorer beaucoup de choses que connaissent d'autres sujets » (qui sait, il se pourrait que Dieu ignorât le pluralisme...). Que peut bien être d'ailleurs la science de Dieu pour une philosophie pragmatiste? Certes, il ne saurait être question d'une science divine cause des choses, Dieu ne peut connaître qu'en faisant effort pour se réaliser.

Est-il capable de créer? En tout cas, James sait qu'il ne crée pas les choses « comme des choses qui lui seraient extérieures », et qu'il ne crée pas tout. « Je ne peux pas avoir été créé ! » s'écrie son ami Lutoslawski.

C'est que Dieu n'est pas tout-puissant. La toute-puissance de Dieu est incompatible avec l'individualité absolue des personnes. Est-ce que notre liberté ne suppose pas que nous sommes indépendants de lui? Est-ce que nous ne lui

résistons pas, quand nous faisons le mal? Est-ce qu'il y aurait du mal dans le monde, si Dieu avait le pouvoir de l'empêcher? Henry James avait appris à son fils que Dieu ne se suffit pas à lui-même, qu'il a besoin de notre collaboration, qu'il doit se conduire « comme un honnête ouvrier » travaillant à l'œuvre commune. Fechner lui avait appris que nous agissons sur Dieu et pourrait-il y avoir un commerce réel entre lui et nous, s'il ne recevait quelque chose de nous? « Je ne vois pas, écrit William James, pourquoi l'existence du monde invisible ne pourrait dépendre en partie des réactions personnelles de n'importe lequel d'entre nous aux sollicitations de l'idée religieuse. Bref, Dieu lui-même pourrait emprunter de notre fidélité la force et la grandeur de son être. » Nous rendons un grand service à Dieu en nous comportant loyalement à son égard. Nous contribuons à faire Dieu et à le développer.

Tel est le Dieu du pragmatisme : un camarade céleste, « un puissant élément dans la suite des événements », un aide et même un serviteur, — serviteur exigeant d'ailleurs, qui nous jette dans le danger et nous joue des tours imprévus pour mettre en valeur nos plus hautes possibilités. Il révèle lui-même son existence par des interventions brusques dans l'histoire du monde, par des « miracles » surgissant de temps en temps (William James se fait gloire de ce « surnaturalisme grossier », *crass supernaturalism*, lequel s'oppose curieusement au rationalisme non moins faux d'un Malebranche, pour qui les miracles étaient moins dignes de Dieu que les « lois générales » de l'ordre naturel). « Le Dieu des pragmatistes, écrivait M. Bourdeau, est un vieux serviteur fidèle, destiné à nous aider, à porter notre croix et à traîner notre malle au milieu de la sueur et de la poussière des épreuves quotidiennes. » M. Wahl remarque que la guerre n'a fait que fortifier et intensifier cette conception dans la pensée américaine. De là le succès des derniers livres de Wells, en Amérique comme en Angleterre. « Dieu n'est pas absolu, Dieu est fini, promulgue l'auteur de *la Machine à explorer le temps*. Un Dieu fini, qui lutte à sa manière grandiose et large, comme nous luttons à notre manière, faiblement et sans savoir nous y prendre, qui est avec nous, qui est notre allié, voilà l'essence de toute religion réelle. »

On aurait tort de s'étonner des humiliantes absurdités

que nous venons de passer en revue. Elles sont le résultat normal d'une méthode qui se désintéresse de la vérité. On pose l'absurde dès l'origine, on veut l'absurde, par là même qu'on commence par rejeter la logique et par refuser l'instrument de l'intelligence, acéré, spirituel, discrétif du vrai et du faux, là précisément où l'objet à connaître est purement intelligible et où défaille tout labeur de l'imagination et des sens. Les philosophes de l'antiquité, conscients de la sublimité d'un tel objet, armaient leur esprit, pour l'aborder, des ressources de la plus haute science, l'assouplissaient dans l'art des distinctions, l'oignaient des parfums variés de la considération et de la méditation et n'osaient, suivant le mot de saint Grégoire, *balbutier les choses divines* qu'après un long effort de purification intellectuelle. Après avoir élaboré pendant des siècles le merveilleux outil de la connaissance analogique, ils parvenaient ainsi, avec un saint Thomas, à montrer comment se concilient intelligiblement toutes les oppositions qui arrêtent d'abord la raison et qui doivent nécessairement l'arrêter tant que, spéculant sur Dieu, elle spécule à la mesure du monde sensible, car elles ne sont autre chose que le témoignage même de la transcendance infinie de la déité. Certes le *mode* divin de ces conciliations échappait à leur analyse, — la réalité à saisir débordant ici tous nos concepts, — et à ce point de vue la métaphysique ouvrait sur le mystère (comme toute science d'ailleurs à quelque degré). Mais du moins elle savait avec une parfaite certitude qu'elle avait suivi sans la moindre interruption le fil des nécessités logiques et que rien, dans ce mystère, n'était contraire à la raison ; de sorte qu'elle pouvait reprendre à son compte le grand mot de saint Laurent : *mea nox obscurum non habet.*

Aujourd'hui les philosophes anglo-saxons adoptent le parti inverse. Plus le problème est difficile et élevé, plus ils sont décidés à se contenter des apparences sensibles interprétées en fonction des seuls postulats de la pratique morale et à s'arrêter aux solutions les plus grossières et les plus immédiatement faciles, à condition qu'elles soient réalisables en action ; plus ils s'efforcent de devenir *sicut equus et mulus, quibus non est intellectus.* Il est naturel qu'ils s'ébahissent devant les antinomies apparentes que l'intelligence métaphysique peut seule résoudre, il est naturel que

leur Dieu ne soit qu'une sorte de dieu des mouches, le dieu fantôme du phénoménisme moral.

Leur expérience peut d'ailleurs nous être fort profitable, en nous montrant le danger des tendances empiristes et exclusivement pratiques en matière religieuse, en nous montrant aussi tout ce que les plus arides discussions sur *le sens divisé et le sens composé*, ou sur le problème des universaux, représentent de valeur pour la culture. Elle est d'autre part un nouvel exemple nous incitant à voir dans les grandes erreurs de notre temps des produits de désintégration du christianisme, entré en déliquescence hors de l'Église depuis Luther et Rousseau. Cela est partout sensible dans le pluralisme, mais plus spécialement peut-être dans l'attitude des pluralistes en face du problème du mal, qui joue chez eux un rôle capital. Le sentiment qu'ils ont de la réalité du mal dans le monde, cette idée que la lutte contre le mal est une chose sérieuse, à laquelle Dieu même est intéressé et qu'elle nous oblige à courir hardiment notre chance, leur conviction — si profondément anglaise — que chacun de nous doit travailler à sa manière à *sauver le monde*, tout cela est un héritage chrétien. Mais qu'est-il devenu entre leurs mains?

Nous savons que la réalité du mal et ce qui le fait essentiellement haïssable, c'est qu'il est une « privation », la carence du bien dû ; eux ils croient à un mal positif et radical (idée qui remonte à Luther), à quelque chose dans le monde dont l'essence même serait d'être mauvaise, et ils inclinent ainsi, tel M. H. B. Alexander, à un « nouveau manichéisme ».

Nous ne croyons pas comme les monistes que l'existence du mal est une nécessité métaphysique qui s'impose à Dieu, nous n'allons certes pas, d'autre part, demander à Dieu ses raisons, comme Leibniz et Malebranche, étant bien sûrs — et c'est le propre de l'amitié véritable — que ce qu'il fait est bien fait, parce que c'est lui qui l'a fait et cela suffit ; mais avec cela nous savons que le mal n'existe que parce que Dieu, librement, le permet, et nous savons que Dieu tout-puissant ne permet le mal que pour un bien plus grand ; et même le mystère de la Croix nous fait entrevoir quelque chose de ce bien plus grand. Eux, ils se bouchent les yeux et les oreilles, s'écriant avec William James que le problème du mal ne comporte pas de solution

métaphysique, mais seulement pratique, que devant le mal il n'y a pas à comprendre, mais seulement à foncer droit pour supprimer (comme s'il suffisait, hélas, de charger pour vaincre), et tout de même ils croient comprendre que Dieu n'est pas tout-puissant et que le mal limite sa force. Nous voulons faire effort contre le mal par les moyens et par les voies que l'ordre éternel a tracés ; ils veulent exterminer le mal en se cognant contre toutes les lois de l'être et en brisant comme des iconoclastes l'image de ce monde imparfait.

Nous savons que Dieu, dans cette nature humaine qu'il a assumée pour cela, a voulu souffrir réellement de tout le mal qui se fait dans le monde, nous savons aussi qu'il nous appelle à être ses coopérateurs, *cooperatores Dei*, et à achever dans notre chair ce qui manque à la Passion rédemptrice. Eux, ils croient que l'essence divine elle-même est affectée par le mal, que nous aidons Dieu à sauver le monde en lui apportant un complément d'énergie qui lui manquait, que peut-être, sans notre concours, Dieu serait vaincu dans la lutte, et finalement que nous l'aidons à exister. Nous devons être *les compagnons de tristesse de Dieu*, dit Scotus Novanticus (M. Laurie) : formule aussi vraie s'il s'agit du Dieu incarné qu'absurde s'il s'agit de Dieu dans sa nature divine, et qui montre comment le dogme de l'Incarnation, chez ceux qui n'y croient plus, réagit par une compensation singulière sur la notion même de l'essence divine. N'ayant plus de Dieu-homme, ils humanisent la Divinité. Étrange fortune de l'erreur ! Pèche fortement, avait dit Luther, et crois seulement plus fort. Si tu crois, tous tes péchés sautent sur le dos du bon Sauveur et toi tu te réjouis de le voir ainsi chargé, tu ris, tu es l'enfant chéri, tu goûtes la liberté évangélique. Maintenant, tout à l'opposé, ce sont nos bonnes œuvres qui portent secours et assistance à l'être divin.

On a remarqué que les pluralistes américains retournent consciemment aux conceptions les plus primitives de la religion. Oui, mais un civilisé dégénéré est quelque chose de beaucoup plus bas qu'un primitif. Cette religion prétend garder certaines attitudes pratiques, un certain résidu moral du christianisme en l'absence de tous les principes vitaux et de toutes les certitudes vitales du christianisme. Mais où s'arrêtera cette étrange rétrogradation par déli-

quescence? Dieu est devenu un démiurge fini. Pourquoi donc affirmer son unicité? James regarde le polythéisme comme vraisemblable. Une pluralité de dieux, « forces personnelles individualistes » partageant à divers degrés la nature divine et ayant divers degrés de compréhension, n'est-ce pas, au point de vue de l'empirisme crasse, ce qui répond le mieux à la diversité des forces morales qui modèlent la vie de l'humanité et « la destinée du grand univers », comme au besoin de rendre le monde plus « sympathique » en multipliant en lui les consciences suprahumaines?

Renouvier déjà s'était montré pendant un temps partisan du polythéisme, sous l'influence de Ménard et surtout par esprit sainement démocratique. Il est clair qu'une philosophie républicaine ne peut pas s'accommoder d'un Dieu tout-puissant, maître unique de l'univers, à qui tout est dû et qui ne doit rien à personne! Il y a sur ce point une tradition républicaine et socialiste française (Proudhon, par exemple, proclame la déchéance de l'absolu « suzerain » du monde, Fourier n'admet qu'une « coopération sociétaire » entre Dieu et l'homme), tradition dont James a subi l'influence par l'intermédiaire de Renouvier. La conscience républicaine de ce dernier se refusait à soumettre « tous les êtres du monde à une autorité royale », à reconnaître « une autocratie céleste », elle se dressait contre « l'absolu religieux », elle flétrissait les races monothéistes « dont les bannières portent les devises de proscription : Je suis celui qui suis ; il n'y a de Dieu que Dieu. » James sera son écho fidèle, lorsqu'il décrétera, dans une phrase justement célèbre, que l'idée d'un « Créateur extérieur à l'univers... d'un gouverneur moral et intelligent, est aussi étrange pour les oreilles de la plupart d'entre nous, que si c'était la religion d'une peuplade sauvage, en quelque région lointaine. Les vues plus vastes que l'évolutionnisme scientifique a ouvertes et la marée montante de l'idéal social-démocratique ont changé le type de notre imagination, si bien que l'ancien théisme monarchique est vieilli ou en train de vieillir. » Dieu ne saurait donc être pour le pluralisme démocratique d'Amérique que *primus inter pares* (admirez ce rejaillissement métaphysique de l'égalitarisme). C'est pourquoi il doit mériter son existence en *servant*, comme la vérité elle-même. Mais lorsque l'esprit démocra-

tique, retournant le mot de la Genèse, aura ainsi rendu l'être divin *comme l'un de nous*, comment n'achèverait-il pas son œuvre en le divisant en une société d'esprits, en une république de camarades en déité? Renouvier, après avoir soutenu un moment une sorte de « polythéisme athée », comme il dit lui-même, exprimait dans son *Essai de psychologie* sa croyance en « des séries distinctes de Dieux » analogues « aux êtres personnels que nous connaissons » et se demandait si cet Olympe ne résulte pas d'une « apothéose des âmes ». James, sur lequel les idées spirites ont exercé beaucoup d'influence (on sait que peu de temps avant sa mort, il remit à ses amis de la *Society for psychical Research* des plis cachetés, dont ils avaient mission de lui demander de révéler le contenu, après son décès, par des messages de l'au-delà ; malheureusement on attend en vain depuis onze ans cette preuve du spiritualisme expérimental »), James rapprochait parfois l'hypothèse polythéiste de l'hypothèse spiritiste ; et de fait, si Dieu est un esprit fini, *primus inter pares*, n'est-il pas naturel de regarder comme ses pairs les esprits frappeurs et les « désincarnés »? On voit ainsi se dessiner une alliance métaphysique entre le démocratisme et le spiritisme, qui promet pour l'avenir de l'intelligence.

« C'est un complément naturel de la métaphysique pluraliste que le polythéisme », écrit M. Jean Wahl. Peut-être prend-il un peu trop au sérieux la théologie républicaine de Renouvier et les truculentes hypothèses de William James. Il reste cependant que le polythéisme est vraiment, en effet, dans la ligne de développement du pluralisme anglo-saxon, qu'il en est si je puis dire le point de culmination normal ; et cela est d'autant plus remarquable que ce pluralisme ne représente pas la fantaisie individuelle d'un philosophe, mais un vaste mouvement de pensée, une philosophie nationale, et que, d'autre part, le sentiment naturel des peuples anglo-saxons les porte à réaliser toute chimère philosophique en religion vécue.

Ce retour au polythéisme comme résultat final d'une manière exclusivement moraliste et empiriste d'envisager la religion et d'une renonciation radicale à la spéculation rationnelle en ce domaine, peut-il jeter quelque lumière sur les origines psychologiques de l'ancien polythéisme? En tout cas il est singulièrement suggestif. Il y a une sorte

de joie cruelle à voir les sages de ce monde aboutir à ces conceptions honteusement dégradées, après avoir eux-mêmes, pendant trois siècles, aigrement reproché à la foi catholique d'être anthropomorphique, idolâtre, contraire à la raison, offensive de l'ordre naturel, d'adorer les saints, de restaurer le paganisme, etc., *supra dorsum meum fabricaverunt peccatores*, dit l'Église, qui a, grâce à Dieu, les reins solides. A présent, ils en arrivent au polythéisme, et à la suite d'Auguste Comte réhabilitant le fétichisme, à la suite de Renouvier se déclarant partisan d'un « anthropomorphisme avoué » et d'une « digne foi anthropomorphique », et défiant les hommes de bien, voici James et ses amis pluralistes, qui, avec leur « surnaturalisme grossier », avec leur Dieu fini, démocratique et national, protecteur et serviteur à la fois redoutable, patient et intéressé de la tribu, posé là pour de mystérieux trocs, rémunérateurs d'ailleurs et avantageux des deux côtés, restaurent une religion négroïde.

Ils ont bonne volonté, certes, ils sont animés des intentions les plus généreuses, les aspirations premières d'où procède leur philosophie sont saines et bonnes en elles-mêmes, — l'exemple de Chesterton fait voir comment le catholicisme, où il y a place, selon la prophétie d'Isaïe, pour tous les genres d'animaux, sauve de telles aspirations sans leur laisser porter aucun détriment à la raison. Mais la bonne volonté ne suffit pas plus en philosophie qu'en politique. Et même, à prétendre résoudre les plus hauts problèmes, et les plus graves pour nous, *sans vouloir la vérité*, je veux dire en pratiquant d'abord sur soi-même l'ablation de l'organe intellectuel, puis en recourant à une méthode choisie précisément à cause de sa disproportion patente et radicale à l'égard de l'objet considéré, il faut avouer qu'il y a une foncière improbité. Les agnostiques, qui, après avoir admis l'impuissance de la raison en pareille matière, refusaient simplement de rien dire des choses divines, étaient des esprits plus honnêtes que ces philosophes débordants de religion, qui *changent la gloire du Dieu incorruptible en la ressemblance de l'image de l'homme corruptible.*

JACQUES MARITAIN.

Caroline Gêvrot [1]

XXII

Quand M. de Fagues eut achevé son récit, je ne pus me retenir de lui demander quelques éclaircissements.

Comment, d'une si audacieuse intrigue, rien n'avait-il transpiré dans le pays? La fable de la mort avait donc été acceptée de tous? Mais la police, elle, ne devait pas ignorer la vraie personnalité de Fleur-de-parterre ou du petit Lézard-gris ! Et je rappelais au comte cet article de journal d'après lequel, au Frêne, un paysan avait reconnu en Lise Rocreux une ancienne habitante de Naufreville, d'où il était.

— Qui eût protesté, me répondit-il, ou mené une enquête? Les Rocreuilly? ils ne se souciaient que de voir disparaître leur fille ! D'ailleurs, le père et la mère moururent, l'un et l'autre, peu de temps après ; Clotilde s'en alla à Paris, et l'on n'entendit plus jamais parler d'elle. La police fut-elle au courant? Dans les premières années, il ne semble pas ; mieux informée plus tard, elle avait bien autre chose à faire que de se mêler de cette histoire de famille. Ici, qui de nous aurait parlé? Tous nous étions liés par serment vis-à-vis du marquis ; et, comme il avait eu la prudence de ne rien révéler à l'abbé Lourmat qu'en confession, l'abbé lui aussi dut se taire. Il ne

(1) Voir la *Revue universelle* des 15 juillet, 1er et 15 août, 1er et 15 septembre 1921.

put que refuser l'absolution ; c'est pourquoi M. de Cheuvignon, s'il assiste aux offices, n'approche plus des sacrements. Grand-Luc est le silence et la fidélité même, et par la suite ce n'aurait pas été non plus Lefranc qui eût parlé, puisqu'il ne pouvait le faire sans trahir la cause des Chouans et se livrer lui-même avec la vicomtesse. Dans le village, il y eut à peine quelques soupçons. Vous n'en serez pas surprise, si vous songez que, sur le moment, la mort de la jeune femme dans sa famille et son inhumation du côté de Falaise n'avaient rien que de fort possible et naturel. Deux ou trois vieilles gens murmuraient bien qu'elle n'était pas morte, qu'elle reviendrait un jour ; on entendait leurs propos avec un sourire d'incrédulité. On s'aperçut de la disparition du chevalier, mais sans noter la coïncidence ; quelques mois passés, qui donc y pensait? Songez que ma belle-sœur vivait dans le Bocage, qu'elle ne s'aventura guère par ici qu'après la mort de son mari, qu'elle se cachait, se déguisait en homme, qu'elle était vieillie et usée par des années de misère. Je crois savoir quel est le cultivateur de Naufreville qui, l'ayant rencontrée au Frêne, la reconnut *à ses yeux*, paraît-il. Si je ne me trompe pas, cet homme est mort ces jours-ci ; il passait pour n'avoir plus très bien sa tête ; les gens à qui il en parla haussèrent les épaules et le tinrent pour complètement fou. »

Nous en étions là de notre entretien, et le jour commençait à blanchir par la fente des rideaux quand nous entendîmes s'ouvrir la porte de la tour. Grand-Luc amenait l'officier de santé, un ex-chirurgien de marine, d'une science médiocre et d'une apparence grossière, mais d'une discrétion sûre, et à cause de cela fort apprécié des Chouans. Son examen fut rapide ; il m'appela pour refaire le pansement, me donna de brèves instructions, puis alla retrouver M. de Fagues avec qui il ne demeura pas plus de trois minutes. Il lui dit que la blessure n'était pas bien sérieuse, mais qu'il y avait bronchite, fièvre ardente, et surtout état déplorable du cœur, usure de tout l'organisme, et il conclut brutalement :

— Je reviendrai après-demain, si d'ici là elle n'est pas morte.

Après son départ, le comte et moi, nous nous regardâmes en silence Mais ce n'était l'instant ni de s'abandonner au cours des événements, ni d'aller dormir, ce dont j'avais une furieuse envie : il fallait prévoir l'immédiat et prendre tout de suite des décisions fermes. Dans quelle affaire, grand Dieu ! me trouvais-je engagée ! Et ce qu'il y avait de pis, c'est que la vicomtesse réclamait impérieusement sa fille, affir-

mant, il est vrai, que, si on la lui conduisait, elle ne lui révélerait rien, qu'elle se contenterait de l'embrasser. Tiendrait-elle parole? Il nous était permis d'en douter !

Néanmoins, M. de Fagues et moi, nous fûmes d'accord qu'on ne pouvait refuser à une mourante de voir une dernière fois son enfant qui était là sous le même toit qu'elle et qui allait la perdre. C'eût été de la barbarie ; et même, vis-à-vis de Robertine, nous n'avions pas le droit, quelles que fussent les difficultés où cela nous jetait, de la priver du dernier baiser de sa mère.

Je rentrai donc dans la chambre de la malade, et ma promesse de lui amener sa fille dans l'après-midi apaisa son agitation mieux que tous les calmants et tous les discours. Pendant ce temps, M. de Fagues s'entendait avec Grand-Luc sur les mesures à prendre dans le cas, plus que probable, du décès de la vicomtesse. Ils avaient d'abord l'intention de choisir dans le fond du jardin le lieu d'une sépulture provisoire ; puis ils se décidèrent pour un coin de la Salle des Gardes. On ne pouvait songer à descendre le corps par l'escalier en spirale de la tour ; de nuit, le comte et Grand-Luc prendraient le grand escalier, les pieds déchaussés et sans lumière, et passant par la cuisine, ils trouveraient, sous le foin, dans la Salle des Gardes, une fosse et un cercueil de fortune, aussi convenable que possible. Grand-Luc se faisait fort que tout fût prêt dans les vingt-quatre heures du décès.

Au déjeuner, le marquis s'étonna de ma pâleur ; j'alléguai une migraine. Le repas achevé, j'emmenai Robertine dans la salle d'Andromaque. Là, selon mon habitude, n'altérant la vérité que dans la mesure indispensable, je lui dis que je savais enfin qui était la dame blonde : une amie de sa mère, une amie très chère et très aimée, heureuse autrefois, à présent compromise pour avoir conspiré avec les Chouans et pris part à l'attaque de la diligence de Mortain ; traquée par la police, elle venait d'être gravement blessée ; elle se cachait tout près de nous ; le comte et moi, nous étions les seuls à connaître le lieu de son refuge, et il fallait observer sur tout cela une discrétion absolue. J'ajoutai :

— Elle parle de vous avec une grande tendresse ; elle vous a connue tout enfant, et à cause du souvenir qu'elle garde de votre mère, elle serait heureuse de vous voir et de vous embrasser. Vous, seriez-vous contente?...

Elle me saisit les mains :

— Oh ! oui, mademoiselle ; tout de suite, tout de suite ! Où est cette dame? Vous avez dit « tout près de nous » ; ici même, n'est-ce pas? au château?

— Dans la chambre bleue.

— Où elle venait la nuit, et où elle se servait du flacon d'eau de Cologne. Quand je m'en fus aperçue, je pris soin de le remplir de temps à autre. Si je veux la voir? je crois bien !

— Je vous avertis, ma chère Robertine, que cette personne est très souffrante, très malade. Attendez-vous donc à un triste spectacle, à une entrevue pénible, dont il faudra abréger l'émotion. Vous me promettez de vous montrer calme et raisonnable? Dans l'état où elle est, la moindre agitation pourrait lui être fatale.

— Je vous promets. Elle est donc bien bas?

— Nous le craignons, votre oncle et moi.

— Eh bien ! allons d'autant plus vite, mademoiselle. Savez-vous ce que je crois? C'est que ma visite va la guérir.

En même temps, elle m'entraînait vers le château, et sans quitter ma main, me fit gravir en hâte les deux étages. Devant la chambre, je lui dis que j'allais d'abord entrer seule pour prévenir la malade, et je pensais : « pour m'assurer aussi que M. de Fagues est là. » J'étais en proie à la plus vive et la plus naturelle des inquiétudes ; je redoutais surtout quelque incartade de la vicomtesse... Je me trompais dans mon pressentiment : il arriva tout autre chose.

Retournant dans le couloir, je fis renouveler à Robertine la promesse de demeurer calme, puis, la porte rouverte, je lui donnai passage. Sur le seuil, elle s'arrêta ; M. de Fagues, qui se tenait au fond de la pièce, vit ses yeux agrandis s'emplir presque ensemble de joie et de douleur... Elle poussa un cri : *Maman!* courut vers le lit, couvrit de baisers les mains et le visage de la mourante, et elle répétait *Maman, maman,* ce seul mot... La vicomtesse, qui avait essayé en vain de se soulever, réussit à passer un bras autour du cou de sa fille ; elle murmurait dans les sanglots :

— Robertine, mon enfant, ma chère enfant...

Nous ne pouvions laisser cette scène se prolonger ; elle durait depuis quelques minutes, qui me parurent un siècle. M. de Fagues promit à sa belle-sœur qu'elle verrait désormais sa fille tous les jours, peut-être deux fois par jour, plus longuement à chaque fois... Promesses qu'il savait n'avoir pas à tenir, hélas ! et grâce auxquelles il obtint qu'elle relâchât son étreinte. D'autorité, j'enlevai Rober-

tine. Je la menai dans ma chambre ; je voulais la faire s'étendre sur mon lit ; je m'apprêtais à lui frictionner les tempes en essuyant ses larmes ; mais elle m'écarta, et se tamponnant elle-même les yeux avec son mouchoir, que cette fois elle avait oublié de tirer d'avance de sa poche, elle aspira l'air fortement et me montra tout à coup un visage souriant, un visage redevenu rose, un visage heureux... L'expression qui se peignit sur le mien et où devait paraître la pensée que sa mère se mourait et qu'elle ne le comprenait pas, lui fut parfaitement claire, car elle me dit :

— Mademoiselle, me voir guérira maman.

Toris jours après, la vicomtesse était hors de danger.

XXIII

Si contente que je fusse à cause de ma chère Robertine, si satisfait que fût le comte, qui décidément avait pour sa belle-sœur des trésors anciens de sympathie (par moments, on eût dit : de tendresse), il faut bien reconnaître que la situation devenait pour nous de plus en plus grave.

Bien que sauvée, la malade n'était pas transportable avant une quinzaine de jours ; et quand même cela eût été praticable, la renvoyer c'était presque à coup sûr la livrer à la Justice. Où donc eût-elle trouvé, je ne dis pas autant de sécurité qu'au château, mais un asile quelconque? Il ne fallait plus songer à la maison Lefranc, devenue — enfin ! — l'objet d'une étroite surveillance, ni à gagner le Bocage avec cent risques de tomber dans une patrouille de gendarmerie contre une chance d'y échapper. Ce fut bien l'argument qu'elle invoqua lorsque M. de Fagues fit allusion à ce qu'elle pourrait bientôt « recouvrer sa liberté ». Puis, à mesure qu'elle allait mieux, sa nature, impérieuse et déraisonnable, reprenait le dessus, si bien qu'un matin, elle nous signifia, au comte et à moi, sa volonté de ne plus vivre désormais séparée de sa fille. Elle avait imaginé un arrangement romanesque, auquel Robertine était elle-même près de donner les mains : vivre cachée à l'entrée du couloir sous la terrasse, ne sortir qu'à la nuit par la trappe du pavillon, et autres billevesées.

Pour nous, chaque jour aggravait nos embarras et nos périls. Sans doute, nous pouvions compter sur la discrétion de Rosalie, entièrement à la dévotion de Grand-Luc ; moins sur son intelligence ;

et la cuisinière ou le cocher, d'un moment à l'autre, n'avaient qu'à tout découvrir ! Puis, ce qui nous préoccupait bien davantage que d'avoir affaire à la Justice, c'était notre responsabilité vis-à-vis du marquis. A supposer calmés les premiers éclats de sa colère quand on lui avouerait les choses, il fallait avoir un plan à lui offrir promptement pour les arranger, unecombinaison acceptable qui, en permettant à Robertine et à sa mère de vivre ensemble sinon tout de suite, du moins dans l'avenir, ménageât son honneur à lui et ne le forçât point à se déjuger publiquement.

— Songez, me dit M. de Fagues, qu'en confessant l'abominable machination à laquelle il s'est prêté, il déshonorerait en même temps la mémoire de son fils ; je ne le vois pas y consentant ! Ah ! mademoiselle Caroline, nous n'aurons pas trop de votre esprit inventif et de votre dévouement à Robertine pour trouver la solution ; c'est vous, j'en suis sûr, qui nous sauverez...

— En me perdant ! Sitôt que vous aurez parlé à M. le marquis, — reconnaissez que l'heure en est venue, — je serai mise à la porte.

Le comte se dressa, fort pâle.

— Non ! s'écria-t-il ; et il fit deux ou trois fois le tour de la chambre dans une agitation où je ne l'avais jamais vu. Non ! on ne vous fera pas cela. Et pourquoi, d'ailleurs, vous traiterait-on ainsi? Qu'est-il besoin de conter au marquis les faits qui ont précédé l'arrivée ici de la vicomtesse il y a dix jours? Alors, que vous reprocherait-on? d'avoir soigné une blessée inconnue, de lui avoir donné asile? En tout ce qui a suivi, je suis intervenu aussitôt ; j'en ai donc, j'en prends donc la responsabilité entière. C'est moi qui ai dicté votre conduite, moi qui ai organisé le séjour clandestin de ma belle-sœur au château, qui vous ai fait lui donner des soins. Vos rencontres antérieures avec la dame-en-gris, votre enquête, ces histoires du passé, qui en parlerait? Ni moi, ni Robertine...

J'eus un geste involontaire, qui fit s'interrompre M. de Fagues ; son regard attentif m'interrogea ; mais, comme je me taisais sur une idée qui en effet m'était venue, il reprit :

— Je suppose que vous ne redoutez rien du côté de Grand-Luc et de Rosalie?

— Non, sans doute, me décidai-je à répondre ; mais n'y a-t-il pas encore une autre personne qui est parfaitement au courant? et de qui j'ai tout à craindre?

— Qui voulez-vous dire?

— La comtesse de Fagues.

Il balbutia :

— Comment saurait-elle?...

— Comment? D'abord, elle en a assez vu de ses propres yeux pour deviner le reste. Et même, quel besoin de deviner? Avouez, comte, que vous lui avez tout dit.

Troublé, il avoua : il fallait bien donner à la comtesse une raison du séjour prolongé qu'il faisait à Naufreville ; d'ailleurs, on ne pouvait lui cacher indéfiniment les choses ; elle aurait à intervenir dans les décisions... Mais je me trompais en continuant de voir en elle une si grande ennemie ; ses sentiments, son langage à mon sujet s'étaient au contraire fort adoucis en ces derniers temps ; un peu plus, il eût soutenu qu'elle m'adorait ! Je le laissais dire ; je songeais à part moi à une phrase, lue ou entendue je ne sais où : « Les relations les plus délicates ne sont pas les plus sûres. » M. de Fagues m'avait trahie, par faiblesse, par peur de sa femme ; que dis-je? il me trahissait encore autrement : son attitude auprès de sa belle-sœur, depuis qu'elle était convalescente, des regards, des intonations, tout me confirmait dans le soupçon que d'Amfrignac n'avait pas été jadis la seule aventure de la belle, que le cœur du comte avait battu pour elle et qu'il était tout prêt à lui revenir. Qu'avait donc cette blonde maigre, sauf ses yeux, pour exercer encore pareille séduction? Ce n'était pas à coup sûr la douceur de l'âme, ni l'agrément du caractère !

Je n'écoutais plus M. de Fagues ; j'entendis seulement :

— Je vous assure que la comtesse ne vous est plus hostile.

— Parbleu ! elle se voit débarrassée de moi.

La vulgarité du ton était pire que celle des paroles ; j'en conçus quelque honte, et je repris plus décemment, mais avec fermeté :

— Il est temps d'instruire M. le marquis ; faites-le dès maintenant. Pour moi, n'ayant aucun doute sur ce qui m'attend, je vais préparer ma malle afin de partir demain à la première heure.

Et je me levai ; mais le comte me barra le passage, me saisit les mains, et ses yeux plongeant dans les miens avec une expression de tendresse qui n'était qu'à lui, il me dit simplement :

— Et Robertine?

Des larmes jaillirent sous mes cils. Il reprit après un court silence :

— Aujourd'hui même, j'aurai un entretien avec le marquis ; vous saurez sans retard ce qu'il en sera advenu. Nous ne pouvons

raisonnablement nous arrêter à aucune résolution, nous en tenir à aucun plan avant de connaître l'effet produit par mes révélations. Ce soir, vous et moi nous réfléchirons et déciderons, de sorte que, dès demain, je pourrai lui proposer...

— Demain, je serai partie.

— Vous ne partirez pas.

— Parce que?...

— Parce que Robertine a encore besoin de vous.

— A présent que sa mère lui est rendue...

Il ne me laissa pas achever :

— Vous avez gardé la lettre de Norbert? Voulez-vous, je vous prie, me remettre sous les yeux les dernières lignes où il vous offrait, à l'occasion, l'appui du baron Anicelli auprès du préfet?

Je passai dans ma chambre et j'en rapportai la lettre. Il en lut la fin attentivement :

— Bien, dit-il. Les événements pressent trop pour que nous ayons le temps de correspondre avec le capitaine, qui est au fond de l'Autriche ; mais ceci peut suffire.

— Comment ! m'écriai-je, vous imaginez que, moi, j'aille trouver le préfet?

— Peut-être... si cette démarche sauve ma belle-sœur, la mère de Robertine ! Vous feriez cela pour Robertine... pour nous tous. Et ne prenez pas cet air effrayé : Caffarelli est un homme aimable, conciliant, qu'on accuse même en haut lieu de ne poursuivre les Chouans qu'avec mollesse. Ces reproches, au lieu d'aiguillonner son zèle, paraissent l'avoir encore ralenti. La proposition de la police de Rouen, de lui envoyer son plus fin limier, un nommé Licquet, pour éclaircir l'affaire Lefranc-Lise Rocreux, a été rejetée avec humeur : « Le préfet du Calvados, a-t-il répliqué, sait ce qu'il doit faire et répond du zèle et de l'activité de ses agents ». Je ne le crois pas très bien disposé pour la famille de Cheuvigon ; mais, avec une ambassadrice telle que vous, que n'obtiendrions-nous pas?

Je m'avouai presque vaincue :

— Soit ! du moment que je puis servir ma chère petite Robertine et ceux qu'elle aime... Mais comment le ferai-je si je ne suis plus ici? si l'on m'a déjà fait passer la porte?

— Cela ne sera pas ; fiez-vous à moi !

Me fier à lui? Il était tendre et charmant ; mais je m'étais aperçue depuis longtemps qu'il n'avait aucun caractère... Cependant un coup

d'œil, jeté sur lui à la dérobée, me rassura un peu : cette fois, son attitude exprimait la décision ; le ton, le regard étaient changés ; l'officier qui se battit à Coblence reparaissait. Non, ma cause n'était pas en de mauvaises mains ; seulement je vis bien qu'il était surtout préoccupé de me garder à Naufreville, tandis qu'à moi mon idée dominante était de ne pas subir l'humiliation d'un congé.

— Rentrez dans votre chambre, me dit-il, et que ce ne soit pas pour y préparer votre malle ! L'après-midi s'avance ; je vais de ce pas voir le marquis. Nous nous retrouverons — voulez-vous ? — avant le dîner, dans la salle d'Andromaque.

Si les heures me parurent longues en attendant le retour du comte, on se le figurera sans peine. J'étais assise à ma table devant la fenêtre ouverte, et je contemplais vaguement les arbres taillés du jardin et, au delà d'eux, les grands ormes qui coupaient la vue et rapprochaient l'horizon. Je songeais au soir de mon arrivée, au premier regard dont j'avais embrassé ce décor royal et triste, ces lieux où je me croyais fixée pour un long temps, et que j'allais abandonner après quelques mois si troublés.

Chère Robertine ! notre séparation m'oppressait d'un gros chagrin. S'il faut être sincère, je ne voyais pas non plus avec indifférence se rompre les aimables relations d'esprit que j'avais entretenues avec M. de Fagues ; sa bienveillance et sa grâce avaient même trouvé le chemin de mon cœur plus sûrement que je ne voulais me le dire à moi-même. Mais la réapparition de Mme Dieudonné avait tout bouleversé : cette beauté de deuxième fraîcheur, peu à peu, l'attrait du souvenir aidant, reprendrait le comte sous ses lois. Je ne me sentais nul goût à jouer les Ariane dans un Naufreville qui me serait aussi désert qu'à l'amante de Thésée la côte de Naxos. Quant à Robertine, sans doute la chère enfant me témoignait plus d'amitié que jamais, me prodiguait les caresses et les attentions, m'exprimait sous mille formes sa reconnaissance de me devoir le retour de sa mère ; mais je sentais en cela même plus de volonté que de naturel, plus d'intention raisonnée que de spontanéité. Puis, elle voulait que je partage sa joie, et je devais commander à mon cœur pour le faire sans réserve. Nos rapports en devenaient déjà moins simples et moins francs ; je n'étais plus, je ne pouvais plus être tout pour elle, non plus que pour M. de Fagues pour qui j'avais cru l'être un moment.

S'étonnera-t-on qu'en de telles conditions je me sentisse prête à quitter Naufreville avec plus de hâte que de regret, et que je fusse

tout entière à la préoccupation de paraître en sortir volontairement, non en être chassée?

Mais comment j'y parviendrais, et même s'il était possible d'y parvenir, c'est ce que je ne voyais pas, de sorte qu'après un certain temps je renonçais à m'agiter dans le vide, et pour distraire ma pensée, je la tournai vers d'autres sujets : l'embarras où les révélations de son gendre allaient mettre le vieux marquis, quelles décisions il était le plus probable qu'il prît, quelles je prendrais si j'étais à sa place... Et tout à coup il se fit en mon esprit un trait de lumière ; une même solution, que je venais de concevoir, sauvait à la fois l'honneur des Cheuvignon et mon amour-propre.

Quand M. de Fagues me vint rejoindre dans la salle d'Andromaque, je jugeai à l'expression de son visage qu'il n'était pas pleinement satisfait. Pourtant ses premières paroles furent rassurantes : il n'y avait eu ni scène, ni colère parce qu'il n'y avait pas eu surprise. Le marquis, depuis longtemps, prévoyait une incartade de sa belle-fille et, en ces derniers jours, il s'était aperçu qu'il se passait au château quelque chose d'anormal.

— Il a même eu à ce sujet, continua M. de Fagues, un mot que je vous rapporte avec plaisir : « Je laissais faire Mlle Gêvrot. »

— Ce mot me semble équivoque. M. le marquis me laissait faire pour s'armer de preuves contre moi.

— La suite m'a montré qu'il ne l'entendait pas ainsi. Bien que sans doute il ait deviné de votre rôle plus long que je n'en ai avoué, il n'est pas irrité contre vous, il ne vous en veut pas. Cependant...

— Cependant?

— ... Il a répété : « Elle a trahi ma confiance, elle ne peut rester. »

— Ah !

Il faut croire que le ton de mon exclamation ne fut pas moins équivoque que ne l'avait été la phrase de M. de Cheuvignon ; le comte se tourna vers moi, ses yeux cherchèrent les miens pour y lire ma pensée. Mais, sans répondre à sa muette interrogation, je repris :

— Alors, sauf mon renvoi, rien n'a été décidé?

— Demain, réunion d'un conseil de famille. M. le curé de Naufreville y participera. J'ai dû insister pour obtenir sur ce point le consentement du marquis. Je l'ai invité à réfléchir que, le capitaine Norbert étant au loin, nous serions réduits à trois personnes, la comtesse, lui et moi ; que, de ces trois personnes, aucune jusqu'ici n'entrevoyait de solution satisfaisante, et que le sens pratique et

l'expérience sacerdotale de M. Lourmat ne seraient pas de trop pour nous aider à sortir de l'impasse où nous sommes. Que dis-je? on ne sort d'une impasse qu'en retournant d'où l'on vient, et nous ne le pouvons plus. Nous ne pouvons pas rejeter ma belle-sœur aux grands chemins, arracher la mère à la fille, et alors il faut dire la machination du marquis, déshonorer ses derniers jours, lui porter le coup de la mort ; nous ne le pouvons pas davantage.

— Si je vous indiquais un moyen de concilier le silence sur le passé et le séjour définitif de la vicomtesse au château?

— Vous êtes divine, et j'avais raison d'avoir foi en vous, en vous seule, pour nous tirer tous d'une situation terrible. Et vous ne partiriez pas?

Je fus touchée que M. de Fagues, avant même de s'informer quel était ce moyen de salut pour les Cheuvignon, songeât d'abord à moi et à me garder à Naufreville ; mon émotion dut se laisser voir dans mes yeux, car il se rapprocha, me prit la main et répéta :

— Vous ne partiriez pas?

— De toute manière, je partirai ; mais avec les honneurs de la guerre, ou chassée honteusement? Il dépend de vous, comte, que ce soit l'un ou l'autre ; car, si vous ne désapprouvez pas mes propositions, votre adresse et votre autorité les feront prévaloir demain, et du même coup je sors de Naufreville la tête haute.

— Dites, je vous écoute.

Quelle était mon idée et ce qu'il en advint, on va le voir dans ce qui suit et dont j'eus connaissance en partie par M. de Fagues, en partie par l'abbé Lourmat.

XXIV

Le marquis ouvrit le conseil de famille par un exposé de la situation présente et un rappel des faits anciens qui en étaient l'origine.

— Contraint pour empêcher le meurtre de ma belle-fille de promettre par serment tout ce que l'on exigeait, je ne me croyais plus, une fois ma parole donnée, le droit d'y manquer. M. le curé me soutint qu'aux yeux de la religion un tel serment n'était pas valable, ayant été obtenu sous menace par un malheureux privé de raison ; moi je considérais ma foi de gentilhomme comme engagée, et aujourd'hui encore, accablé par les événements qui me condamnent, j'ai peine à admettre qu'elle ne le fût pas. D'ailleurs il ne pouvait

être question de faire revenir la jeune femme au château tant qu'y serait son mari ; il l'aurait tuée. On m'a reproché de n'avoir pas mis mon fils dans une maison de santé ; c'est à quoi je n'eusse consenti pour rien au monde, et je persiste à m'en approuver dans mon cœur et dans ma conscience. Après la mort de mon pauvre enfant, le genre de vie où se perdait la vicomtesse ne rendait ni désirable, ni même admissible qu'on la rappelât auprès de sa fille pour la lui confier. Mais le temps a passé ; les choses et les cœurs ont changé ; le comte me dit que ma belle-fille veut sincèrement rentrer dans la vie régulière, qu'elle déteste ses erreurs et rompra tout de suite et à jamais avec les tristes compagnons qu'elle s'était donnés. Elle est au château...

— Grâce aux intrigues de Mlle Gêvrot, interrompit la comtesse de Fagues.

— Nous parlerons de Mlle Gêvrot quand nous aurons décidé du reste. Je disais donc que la vicomtesse est ici ; la renvoyer serait la livrer à la justice ou la rejeter dans la misère et le crime ; puis, il y a Robertine qui a retrouvé sa mère, et il serait inhumain de les séparer de nouveau.

— On n'en a pas le droit, dit vivement M. Lourmat.

— Je ne songe pas à le faire, monsieur le curé. Que Dieudonné me pardonne si je viole ainsi l'engagement pris vis-à-vis de lui et renouvelé à son lit de mort !

— Vous êtes relevé de cet engagement.

— Je garderai donc ma belle-fille ; je n'enlèverai pas sa mère à Robertine ; nous sommes d'accord. Mais ce que je ne veux pas moins, ce que je demande avec force, c'est que la mémoire de mon fils soit sauve, qu'on ne dévoile rien de cette triste histoire où je fus son complice ; du moins tant que je vivrai, c'est dire peu de temps désormais. Après, vous agirez selon ce que vous jugerez être le mieux. Pour l'instant, comment concilier le retour ici de la vicomtesse et le silence sur le drame qui l'en fit partir, voilà ce que je vous prie de chercher avec moi.

Mme de Fagues prit la parole :

— L'arrangement le plus simple, c'est qu'Élisabeth et sa fille aillent habiter quelque province éloignée, ou Paris qui est la ville où l'on peut le mieux passer inaperçu.

Le marquis eut un geste de contrariété :

— Ne ravissez pas à mes derniers jours ma petite Robertine, la

fille de mon fils et tout ce qui me reste de lui ; le cœur me manque à l'idée de la perdre. En outre, quelle que soit ma foi, ou plutôt mon espoir en la conversion morale de la vicomtesse, je ne verrais pas sans inquiétude l'enfant remise en ses seules mains ; je tiendrais à surveiller les premiers effets, au moins, de leur rapprochement. Trouvons une solution autre, s'il en est de possible.

— Il en est une, dit alors le comte de Fagues ; il en est une, que propose Mlle Gêvrot.

La comtesse éclata :

— L'impudence de cette fille passe tout ! On aurait dû lui faire prendre la porte dès hier. Il est vraiment inouï qu'elle prétende nous dicter notre conduite et qu'elle continue à se mêler de nos affaires après ne l'avoir fait jusqu'ici que pour nous trahir.

— J'ignore, intervint M. Lourmat, quel fut au juste le rôle de Mlle Gêvrot ; mais je constate que le résultat, si vraiment il est son œuvre, est heureux puisqu'il rend sa mère à Mlle Robertine, tire Mme Dieudonné d'une vie lamentable, affreuse moralement, et met un terme pour toute la famille de Cheuvignon à un état de trouble et de remords. Nous devons en tenir compte à cette jeune institutrice qui a dû se trouver dans des circonstances difficiles, délicates, et n'y a peut-être été coupable que de faiblesse. Et, si elle a trompé la confiance de M. le marquis, c'est à lui qu'il appartient de se prononcer.

M. de Cheuvignon dit d'une voix ferme :

— Parce qu'elle aime Robertine et que Robertine l'aime, je pardonne beaucoup à Mlle Gêvrot.

— Et moi, s'écria Mme de Fagues, je me tais puisque cette personne est la maîtresse ici.

Le marquis se redressa, parut prêt à répondre ; puis, y renonçant, il se tourna vers son gendre :

— Faites-nous connaître, je vous prie, le moyen dont vous parliez.

— Voici, en quelques mots. Mlle Gêvrot se retire ; la vicomtesse prend sa place auprès de Robertine ; elle lui succède comme institutrice, sous un nom d'emprunt, bien entendu. Elle n'aspire qu'à demeurer au château, dans cette condition, plusieurs années..., jusqu'à ce que Robertine se marie.

— Jusqu'à ce que Dieu m'appelle à lui. Cette combinaison est adroite et sage ; vous me dites que ma belle-fille s'y range ; mais Robertine?

— Robertine aussi. Sa mère s'observera dans son langage et ses

façons devant les étrangers ou les domestiques; de ceux-ci, d'ailleurs, Grand-Luc est le seul qui ait connu dans l'ancien temps Mme Dieudonné. Rosalie sait ou a deviné certaines choses; mais elle est sûre, n'ayant pas d'autre volonté que celle de Grand-Luc.

— Les gens de Naufreville?...

— ... croient que la vicomtesse est morte, et ne s'en occupent plus depuis longtemps.

— Pourtant, comte, il y a un mois ou deux, j'ai lu dans le journal qu'elle avait été reconnue au Fresne par des gens d'ici « où elle avait habité autrefois ».

— Par un bonhomme qui s'est fait traiter de fou, et qui est décédé ces jours-ci. Et quand on clabauderait huit jours dans le village! Après? Élisabeth saura conformer ses manières et son extérieur à son nouvel état; elle est habituée aux déguisements...

— Elle n'éteindra pas ses yeux.

Cette réflexion fort sensée fut, je dois le dire, de Mme de Fagues.

— Enfin, nous ne pouvons, en une telle conjoncture, faire quoi que ce soit sans courir quelque risque; celui-ci n'est presque de rien. Plus grave m'apparaît la question des rapports avec la justice et la police; là encore, Mlle Gêvrot peut nous être utile, et elle s'offre à nous servir. Son père a été le compagnon d'armes du baron Anicelli, le colonel de Norbert; de loin, M. Anicelli protège les demoiselles Gêvrot; et, comme il est un ami intime de notre préfet, un mot de lui peut simplifier et hâter le règlement de l'affaire.

— Je ne vois pas, dit la comtesse avec impétuosité, ce que vient encore faire là Mlle Gêvrot. Norbert n'a qu'à s'adresser lui-même au baron, à lui demander pour nous une lettre de recommandation auprès de M. Caffarelli et à nous l'envoyer directement; je suppose que son colonel ne la lui refuserait pas! Votre complication n'est qu'un prétexte pour prolonger ici le séjour de cette chipie d'institutrice.

— Ma chère Adélaïde, répliqua M. de Fagues très calme, c'est si peu cela que c'est plutôt le contraire. Norbert est loin; pour correspondre, il faut un mois, sinon plus. Or, Mlle Gêvrot a dans les mains une lettre qui peut suffire auprès de M. Caffarelli, et c'est au plus tôt qu'il convient d'aviser. La police et le préfet ne doivent pas ignorer que Fleur-de-parterre, le petit Lézard gris, Lise Rocreux et la vicomtesse Dieudonné Court de Cheuvignon ne sont qu'une seule et même personne. Cette personne a pris part à l'attaque de

la voiture publique de Mortain ; Lefranc est depuis longtemps à l'abri des poursuites, en Angleterre, et l'on n'a jusqu'à présent mis la main que sur quelques rôdeurs sans importance ou même de culpabilité douteuse. Vous n'ignorez pas qu'à Paris M. Caffarelli est suspect de mollesse, sinon de complaisance, vis-à-vis des Chouans du Calvados ; voyez-vous qu'en réponse à ces reproches il imagine de faire rechercher sérieusement et arrêter Lise Rocreux? J'estime donc qu'il faut l'aller trouver le plus tôt possible et lui dire... une partie de la vérité. J'entends qu'il n'a aucun besoin de savoir dans quelles circonstances Élisabeth a disparu d'ici ; je lui servirai la même version que Mlle Gêvrot et moi avons donnée à Robertine, à qui nous avons dit que sa mère était partie chouanner par enthousiasme pour la cause du roi. Les exemples ne manquent pas de femmes qui en ont fait autant. Si vous m'approuvez, marquis, dès demain je vais à Caen ; j'emmène Mlle Gêvrot à cause de la lettre de Norbert, et parce qu'elle a été associée étroitement...

Mme de Fagues coupa la parole au comte :

— Et pour séduire le préfet ! Votre Caroline sera là dans un rôle qui lui va tout à fait ; c'est une...

Elle dit le mot, se leva, alla vers la fenêtre et, tout en tapotant les vitres avec impatience, elle murmura :

— Après tout, qu'elle parte plus tôt ou plus tard, il y aura toujours une peste ici, la brune ou la blonde.

Son père ne l'entendit pas.

C'est ainsi qu'en une heure et demie, je fus traitée par Mme la comtesse tour à tour de fille, de chipie, de peste et d'autre chose encore. Je n'en eus pas moins les honneurs de la séance, puisque mes propositions furent adoptées et puisque je partirais non par congé, mais librement et en rendant à la famille de Cheuvignon un service qui me mériterait sa reconnaissance.

En fait, tout se passa au mieux, selon le plan que j'avais conçu. Le préfet nous accueillit, le comte et moi, en fonctionnaire pressé, mais en parfait homme du monde. Après avoir écouté M. de Fagues sans l'interrompre une seule fois et sans laisser voir ses impressions, il lui dit en termes brefs que l'affaire, en ce qui concernait Lise Rocreux, serait étouffée, qu'il était personnellement heureux de pouvoir obliger le colonel Anicelli et le capitaine de Cheuvignon et de donner, comme préfet, une preuve de plus de l'esprit de conciliation et de clémence qui était celui de Sa Majesté l'Empereur ;

il laissa entendre discrètement qu'il espérait rallier ainsi au régime le vieux marquis. Il recommanda que, par prudence, la vicomtesse se tînt un mois encore cachée au château ; d'ici là, une note paraîtrait dans les journaux, enterrant définitivement Lise Rocreux. Quelque temps après, en effet, le *Journal de Caen* et le *Moniteur du Calvados* apprirent à leurs lecteurs que, dans un ravin, entre Bény-Bocage et la Ferrière-Harang, on avait découvert le corps d'une femme, déjà à demi décomposé, mais en lequel certains indices permettaient de reconnaître presque à coup sûr la trop fameuse amie des Chouans.

Je demeurai donc à Naufreville un mois, et même un peu plus. La vicomtesse vivait en recluse dans la chambre bleue ; le soir, elle descendait une heure au jardin. Ses façons avec moi avaient tout à fait changé ; revenue au bon sens en même temps qu'à la santé et à la sécurité, elle se rendit un compte plus exact de tout ce que j'avais fait pour elle ; il s'établit entre nous une espèce d'amitié, au point que nous nous partagions sans jalousie les politesses et galanteries de M. de Fagues, qui nous les distribuait d'ailleurs avec une irréprochable équité. A vrai dire, le sacrifice m'était facile ; depuis que je regardais vers l'avenir, je m'apercevais que ce qui s'était passé dans mon cœur à son sujet tenait moins de l'inclination sérieuse que du caprice éphémère et de l'illusion.

Ma chère Robertine se montrait plus préoccupée que moi de ce que je deviendrais. Ce fut elle qui me donna l'idée d'écrire directement à Mme Anicelli, à Paris. La réponse ne tarda pas : la baronne m'offrait de devenir sa lectrice aux appointements de deux cents francs par mois, mes toilettes payées ; ce dernier article me combla de joie et me parut plein de promesses. Mme Anicelli vivait dans le très grand monde et recevait beaucoup, et j'aurais à y faire figure à ses côtés. Je me vis déjà magnifiquement parée ; je m'éblouis moi-même de mes brillantes imaginations.

Les adieux furent ce qu'ils devaient être : avec Robertine, des sanglots et des larmes, des serments sans fin de ne jamais nous oublier, de nous écrire, de tout nous conter, de nous aimer avec la même confiance de loin comme de près ; on fut obligé de nous arracher à nos embrassements. Le marquis vint me conduire jusqu'à la voiture et me baisa la main ; la vicomtesse m'embrassa.

Et M. de Fagues? M. de Fagues réalisa l'idéal de la correction dans

l'attitude et dans les sentiments. Les hommes de son âge, dans un commerce d'amitié avec une femme, sont admirables de délicatesse et de discrétion ; ils ne le sont pas moins de justice et de tact, le jour où ce commerce vient à se rompre. Alors on n'a à craindre d'eux ni scènes, ni récriminations d'aucune sorte ; le souci de leur tranquillité, la résignation à voir que la vie leur échappe, l'indulgence de l'esprit, l'appréhension de toute violence se réunissent pour leur inspirer des adieux d'une douceur presque égale à celle des premières rencontres. Ils savent qu'ils ne peuvent guère être aimés, mais qu'ils peuvent faire aimer leur amour ; c'est pourquoi ils s'appliquent à mettre en cet amour toute la beauté possible, et leur passion paraît ainsi plus profonde que celle des jeunes gens. Elle ne l'est sans doute pas, et en tout cas il y manque certain charme ; mais, parce qu'ils rendent un cœur de femme plus exigent après eux de tendresse et de soins, plus difficile à satisfaire sous ce rapport, plus ouvert aux déceptions de la sensibilité, il arrive un jour où leur souvenir triomphe par comparaison.

Je quittai le château de Naufreville cinq mois et une semaine après y être entrée.

Extraits de la notice de Mme N...

(Seconde partie)

... J'ai trouvé des lettres écrites à Caroline par une jeune femme qui signait tantôt Ch... G..., tantôt *votre petite Albertine*. C'est évidemment la Robertine du récit. Elle avait épousé un officier de cavalerie, le capitaine de G..., et mourut à trente ans, en 1827 ; elle laissait un fils et une fille. Ces lettres sont très affectueuses, tendres même par endroits, un peu enfantines pour l'âge de la personne qui les écrivait. Il n'y est fait d'allusions que rares et peu claires au passé ; mais le nom du château de Normandie y revient plusieurs fois ; et je me souviens avoir entendu ma mère dire que Caroline reçut pendant longtemps d'une de ses anciennes élèves deux cents francs chaque année au 1er janvier et pour sa fête, le 4 novembre.

. . . .

Caroline demeura quatre ans chez les A... (Anicelli) ; ce fut l'époque heureuse et brillante de sa vie. Mais le colonel, devenu général, fut tué dans la campagne de France, en 1814 ; sa veuve ne pouvait garder une lectrice ; ma tante dut se mettre à la recherche d'une autre place, fort inférieure. Elle alla tour à tour comme institutrice en Angleterre (deux ans, à Londres et à Salisbury), comme dame de compagnie

en Espagne (à Valence, je crois). Dans ce dernier pays, elle ne fut même pas une année entière ; et cela lui suffit pour apprendre l'espagnol après l'anglais ; elle les parlait et lisait, non seulement de manière à tenir conversation dans un salon, mais encore à jouir littérairement des chefs-d'œuvre écrits dans l'une ou l'autre de ces langues ; elle était vraiment intelligente et fort instruite.

A part ces deux séjours à l'étranger, elle vécut à Paris en donnant des leçons ou en faisant des cours ; elle demeura Cour du Dragon, puis rue de Grenelle-Saint-Honoré. Elle eut de durs moments, peut-être en partie par sa faute, car elle était imprévoyante au delà de tout et d'un caractère susceptible. Cependant j'ai entendu, dans mon enfance, ma mère dire plus d'une fois : Cette pauvre Caroline n'a pas de chance. »

Elle passa l'été de 1829 en Bretagne, ayant trouvé un préceptorat dans une famille noble et riche dont elle ne se louait pas. Je pense qu'une de ses pièces de vers, la troisième, date de ce séjour sur la côte de Saint-Brieuc. Ces trois petites compositions parurent dans des feuilles de province ; comme elles en sont découpées, rien n'indique la date, ni le journal ; les deux premières offrent le même aspect typographique.

. . . .

Elle aurait voulu publier son récit de l'aventure de Naufreville ; elle se plaignait que sa sœur Hermance n'eût mis à l'y aider aucune bonne volonté, et l'accusait d'égoïsme et de jalousie ; mais elle dit aussi à ma mère que le récit était trop vrai pour être publié, que la famille de Ch... s'y reconnaîtrait, etc.

Voici les vers ; elle en avait fait sans doute d'autres ; que sont-ils devenus?

Élégie.

Je t'aime, ô mon amour! et je n'aime que toi.
Ton désir, ton caprice est mon unique loi,
Et sous mon front pensif retenant ton image,
Je demeure fidèle à qui me fut volage.
Volage, oui, tu le fus, ingrat! et cependant
Je suis la même encor que tu chérissais tant.
Vois! deux saisons de plus, de leur aile légère,
N'ont pu flétrir des traits que tu disais te plaire.
— Souviens-toi des baisers s'achevant en sanglots,
Mes yeux baignés de pleurs que tu trouvais si beaux ;
Souviens-toi du silence et des propos des fièvres
Quand la glace et le feu se disputaient mes lèvres!
Tu me disais pour toi prodigue de trésors ;
Je fus du moins pour toi coupable sans remords!

C'est qu'empruntant tes traits l'Amour devint mon maître
Et se fit obéir en se faisant connaître.
— Je jetai sous ses pieds qui s'avançaient vers moi,
Comme un riche tapis, ma jeunesse et ma foi.
Nos pères à l'Amour ont bien dressé des temples;
La Grèce et Rome ancienne abondent en exemples
De folles passions absoutes par les dieux,
De désordres, chantés des poètes pieux.
Lève les yeux, le soir, vers la voûte étoilée;
D'amantes et d'amants tu la verras peuplée!
Et pourquoi demander au faible cœur mortel
Plus de vertu qu'alors n'en exigeait le ciel?
— Si tu me revenais?... Ah! je lirais encore
Le beau livre à la page où ta main veut le clore.
Voici qu'en souvenir de nos soirs d'abandon
Je sens, je reconnais un périlleux frisson
Et que je presse, au bord des pages terminées,
En un baiser de feu mes lèvres dédaignées.

Mlle de Lespinasse.

Que de belle éloquence et de propos choisis
Le petit salon blanc aux rideaux cramoisis
Entendait tous les soirs, quand, aimable Julie
Que le mal ni les ans n'avaient désembellie (1),
Vers ta grâce montaient, comme vers un autel,
Le savoir de Turgot, l'esprit de Marmontel;
Lorsque la Ville entière, à ton geste attentive,
Admirait sous ton front la Sagesse captive
Et que ton astre au ciel montait, en triomphant
De la jalouse rage où séchait Du Deffant.
— Toi que jusqu'au tombeau le mal d'aimer tourmente,
O tendre, incomparable, incorrigible amante
Qui fis mourir Mora, désenchantas Guibert,
Et d'un posthume outrage assombris d'Alembert,
Ah! laquelle de nous, pensive d'être née,
Ne changerait son sort contre ta destinée
Pour avoir — fût-ce un jour, une heure seulement —
Régné sur tant de cœurs d'un sceptre si charmant?

1) Caroline exagère, à moins que ce ne soit là ce qu'on appelle aujourd'hui une « rosserie »; elle en était bien capable. (Note de l'éditeur.)

Découragement.

C'est le soir, un des soirs les derniers de l'automne.
Le ciel occidental s'allume de rubis,
Tandis que, déjà noir, en un bruit monotone
L'Atlantique se heurte à la côte bretonne.
— Je songe amèrement à mes jours asservis.

Et je songe au passé dont j'ai cru la promesse,
A ce que je n'eus pas, qui pourtant m'était dû;
A vos chants alternés, ô Nature! ô Sagesse!
Dont se berçait au bois mon errante jeunesse,
Au miroir de la source... au fruit d'or défendu.

Du plus simple désir et du plus juste rêve
Retombée à l'abîme et meurtrie aux écueils,
Dans l'attente qu'enfin mon supplice s'achève
Je sens, comme le flot qui s'écrase à la grève,
Déferler sur mon cœur tout le poids de mes deuils.

Si quelque dieu sauvait la nouvelle Andromède,
Que pourrait désormais lui porter l'avenir?
Trop tard! trop tard! un cœur que l'amour seul obsède
Contre l'âge sait bien qu'il n'est pas de remède...
— Ah! vivre sans aimer, certes mieux vaut mourir.

. . . .

Caroline fut enlevée par une pneumonie, en 1832 ; elle mourut chrétiennement. Depuis plusieurs années, elle souffrait d'une maladie intérieure ; elle était devenue fort triste, et la misère s'installait à son foyer.

FRÉDÉRIC PLESSIS.

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LA POLITIQUE FRANÇAISE EN ALLEMAGNE ET LA CONTROVERSE DU RHIN

Tous les observateurs des débats franco-allemands — il y en a moins qu'on ne pourrait le désirer, surtout il y en a peu de capables — notent à l'envi la carence d'une politique française vis-à-vis de l'Allemagne. Ni en Bavière ni sur le Rhin, ni à Kiel ni à Dantzig, ni à Oppeln ni à Hambourg, ni à Berlin ni à Stuttgart, nous ne donnons l'impression d'une politique suivie, cohérente, active, responsable. Les improvisations se succèdent, au train dont les ministres et les événements se renversent.

Pourtant les circonstances ne nous desservent pas toutes uniformément. Certaines s'acharnent à nous favoriser. Par exemple il n'est pas douteux que, en dépit de la survivance de l'armée rouge, l'effondrement partiel des soviets — qu'on peut prévoir durable, sinon définitif — anéantit le rêve pangermaniste d'une alliance offensive germano-russe à courte échéance. Sans doute l'avenir reste ouvert à des reprises d'activité sur ce front-là. Néanmoins l'évanouissement prolongé du partenaire moscovite permet à la Pologne de poursuivre, à l'abri des coups, le cauchemar expérimental de sa renaissance, et, si quelque jour l'État polonais parvient à vivre d'une vie à peu près normale, c'est un peu au communisme marxiste qu'il le devra. La dépression russe empêche l'Allemagne de miser son enjeu du côté de Petrograd. Les nécessités quotidiennes où elle se débat l'obligent

à bâtir ailleurs et à risquer autre chose. De toute façon, pour elle, le champ des échappatoires et des revanches trouve une limitation considérable du fait de l'échec bolcheviste et des désastres, difficilement réparables avant de longues années, semble-t-il, que Lénine après Kerensky et Trotsky après Lénine accumulent à l'orient de l'Europe.

Que nous profitions dûment, consciemment, savamment de cette chance inouïe, c'est plus que douteux. Nos agents ne reçoivent pas d'instructions d'ensemble, — et M. Jacques Bardoux, retour de Rhénanie, le notait encore l'autre jour avec douleur. Nos ministres et nos bureaux — la cause après l'effet — ne s'entendent pas sur l'attitude centrale à observer vis-à-vis du Reich.

Car, après tout, qu'est-ce qu'observer, qu'est-ce que concevoir une politique, sinon imaginer, d'après les données de l'expérience, une série de démarches destinées à atteindre un but ! Comment accomplirions-nous de pareilles démarches, comment arriverions-nous même à les entrevoir, avant de tomber d'accord sur le but à poursuivre et la route à emprunter?

Devons-nous nous méfier du Reich ou avoir confiance en lui? Faut-il lui donner du champ ou le réduire sans cesse par la force? Pouvons-nous collaborer avec lui et dans quelle mesure? Y a-t-il au moins, en Allemagne, des éléments susceptibles de nous fournir un appui? Ces éléments, où les trouver? Autant de questions qui ont provoqué chez nous, successivement, les réponses les plus diverses et qui continuent à troubler les milieux officiels les plus influents.

Les linéaments d'une politique française en Allemagne seraient-ils donc si difficiles à esquisser?

L'expérience de dix siècles nous fournit pourtant les précédents par centaines. Laissant de côté les « espèces » trop particulières, nous discernons assez vite deux ou trois principes éprouvés qui, aujourd'hui comme il y a cent, deux cents ou quatre cents ans, représentent un ensemble de certitudes empiriques, rarement sujettes à tromper.

1° A première vue, dans nos rapports avec l'Allemagne, la question du Rhin domine tout et de très haut, pour des raisons que la stratégie et le voisinage ne sont pas seuls à expliquer. C'est là en effet que cet organisme diffus et difforme qu'a toujours été le Reich possède un de ses cœurs monstrueux.

Dans son ouvrage récent sur *la Rhénanie*, M. Georges Blondel fait opportunément ressortir que la population rhénane, si elle ne

représente que 17 pour 100 de l'ensemble démographique régi par Berlin, figure pour bien plus que cela dans les registres de l'économique et de la finance. Du point de vue de la production et des impôts, c'est par 20 ou 25 pour 100 qu'il faut chiffrer la part de la Rhénanie dans le total germanique.

Ainsi donc, *contrôler* le Rhin — j'entends le Rhin *total*, avec ses deux rives et ses appendices naturels — ce n'est pas seulement disposer d'une plate-forme militaire de premier ordre, c'est encore peser d'un poids décisif, en cas de besoin, dans la balance fiscale et industrielle des pays allemands.

Qu'on le veuille ou non, les discussions politiques majeures finissent toujours par s'exprimer en valeurs territoriales, parce que, après tout, pour une nation, il n'y a que le territoire qui compte. Il faut être physiocrate sur ce point avec acharnement. Nous vivons dans un monde matériel, solide, où l'esprit nécessite partout un support.

Par conséquent, pour le présent comme pour l'avenir, le *contrôle* du Rhin représente le centre et la quintessence de notre politique vis-à-vis de l'Allemagne. Où chercherions-nous un gage plus maniable, plus accessible, plus efficace? Où trouverions-nous un levier plus incisif? Tenir le Rhin, c'est tenir l'industrie, l'armée, la finance allemande.

Aussi devons-nous employer tous les moyens d'y assurer notre emprise, dans le temps comme dans l'espace. Les réparations ne sont pas tout. Ce qui compte principalement, c'est notre développement pacifique. Seule une occupation militaire durable de la Rhénanie, d'accord ou non avec la population, peut préserver la France du risque nouveau d'une invasion dix fois pire que la première.

A cet égard la controverse entre M. Poincaré et M. Tardieu a l'avantage d'orienter l'opinion publique vers une région positive de la politique française en Allemagne. Les erreurs de M. Tardieu ne se comptent pas. Plus qu'un autre, il a sa part dans les fautes du lamentable traité de Versailles. Pourtant il est remarquable que l'importance de la question du Rhin ne lui échappe pas tout entière, du moins aujourd'hui. Comment interpréterions-nous d'une autre sorte son manque de mémoire dans la citation qu'il fait d'une de ses contre-propositions? Sans entrer dans des détails trop minutieux, notons seulement que sa tactique actuelle vise à prouver que lui aussi, en 1919, bataillait pour une occupation moins précaire de la région rhénane.

Malheureusement pour M. Tardieu, M. Poincaré a des dossiers en ordre. Par retour du courrier, il a communiqué à ses lecteurs le texte intégral de la contre-proposition. Tout le monde a pu voir que M. Tardieu s'attribuait en 1919 des sentiments qu'il n'entretient peut-être que depuis 1921.

Mais n'est-ce pas un symptôme, cette préoccupation nouvelle, chez l'un des responsables les plus qualifiés de notre défaite diplomatique? N'est-ce pas la plus éloquente des volte-face?

La France entière a, plus ou moins clairement, mais fortement, l'impression qu'une paix durable n'est possible avec l'Allemagne que dans la mesure où nous l'écarterons du Rhin par notre présence. Aussi la position des hommes d'État — que leur nom soit Raymond Poincaré ou Louis Marin — qui n'ont jamais varié dans cette certitude gagne-t-elle en prestige de jour en jour, à mesure que les délais s'écoulent et nous rapprochent de l'évacuation.

Sera-t-il possible de remédier à cette lamentable perspective? M. Tardieu — et c'est encore un signe de ce progrès spirituel relatif à la politique française en Allemagne — estime que oui. Le défaut de garantie anglo-américaine interdirait, pense-t-il, à qui que ce soit de nos alliés et associés, le droit de nous contraindre à dégarnir le Rhin quand l'heure fatale aura sonné.

M. Poincaré pense le contraire. Avons-nous intérêt à penser ce contraire? Faut-il, par coquetterie de juste rancune envers les malfaçons Tardieu-Clemenceau, et afin d'en dénoncer l'horreur entière, nous priver d'un argument considérable, qui, s'il n'est peut-être pas fondé dans l'architecture extérieure des paragraphes contractuels, possède dans les soubassements de la logique et de la bonne foi sur lesquels est édifié le monument diplomatique de 1919 une base absolument inébranlable?

Aussi bien M. Poincaré pense-t-il et déclare-t-il que notre salut est lié intimement au régime politique du Rhin. Que ne l'a-t-on écouté en 1919 ! M. Georges Blondel confirme à cet égard l'opinion générale : au lendemain de l'armistice, les Rhénans eussent accueilli, sans enthousiasme mais sans une répulsion trop accentuée, toute décision les rattachant, plus ou moins, au destin français. Notre recul, sur ce point, devant les Anglais et les Américains ligués avec la Prusse, les replongea dans le germanisme bismarckien. L'affaire était manquée.

Doit-elle le rester toujours? Gardons-nous d'y consentir. Certes

les Rhénans se sentent Allemands, se sentent même quelquefois Prussiens, mais un vieux levain romain et celtique continue de sommeiller chez eux, très capable de s'éveiller à notre contact.

Quoi qu'il en soit, en ce qui concerne le Rhin, toute politique française doit tendre à s'y implanter militairement, commercialement, diplomatiquement. Que nous adoptions vis-à-vis du Reich une attitude d'hostilité intégrale ou de collaboration partielle, aucune combinaison ne doit nous masquer les deux rives du grand fleuve, car c'est d'elles que nous dépendons. Tant mieux si notre installation définitive peut s'y effectuer d'accord avec les alliés, les associés et les neutres ! Tant mieux si les Rhénans eux-mêmes nous y convient ! Tant mieux si le Reich en personne nous laisse finalement les mains libres ! Mais soyons sages de prévoir une période de luttes et d'efforts. Préparons-nous-y dès maintenant et, tant du côté de Berlin que du côté de Cologne, tant à Washington qu'à Londres, tendons par des moyens différents vers cette fin unique. Ces moyens foisonnent. Employons-les.

C'est à ce moment que le second grand principe de toute politique française en Allemagne se fait jour et attire notre attention. En effet, dans l'hypothèse — probable — où nous aurions à surmonter des oppositions, tant allemandes qu'anglo-saxonnes, au *contrôle* du Rhin, il faut imaginer une politique générale, capable d'en atténuer les manifestations, et parmi celles-là, les plus dangereuses, venant du Reich.

2º Le problème du Rhin, à seconde vue, se trouve en effet engagé dans un plan supérieur d'activité, dont la formule se trouve résumée dans la tradition, chère aux Bourbons, des « libertés germaniques ».

Suffit-il, par ruse ou par force, de s'installer dans la Rhénanie, si cette installation doit déchaîner périodiquement des conflits? En d'autres termes, contrôler le Rhin est une fin dont les moyens résident ailleurs, dans l'Allemagne entière. Le gain ne serait guère considérable d'un contrôle strictement local et artificiel, en face d'un bloc acharné à nous le ravir.

La question apparaît donc comme très complexe en même temps que très catégorique et très finement articulée : *le Rhin est pour nous le meilleur moyen d'action sur l'Allemagne et ce moyen d'action doit rester entre nos mains sans condition comme sans délai*, et, d'autre part : *le contrôle du Rhin ne saurait être assuré sans une physiologie politique spéciale de l'Allemagne.*

Ne crions pas au cercle vicieux : notre victoire l'a rompu et c'est, malgré tout, l'essentiel. Par notre présence, à Cologne, à Wiesbade, à Aix-la-Chapelle, à Mayence, le premier terme logique de la série se trouve posé, timidement, si l'on veut, mais enfin c'est un germe dont il ne reste plus qu'à favoriser le développement, sinon nécessaire du moins naturel.

Tout cela en revient à dire qu'une Allemagne unitaire tolérera difficilement notre immixtion durable dans les affaires rhénanes. A nous, donc, de la diviser, non pas par une pesée extérieure, étrangère au fonctionnement même de l'organisme germanique, mais par une habile insertion de notre activité dans le progrès le plus authentique de son devenir.

Disjoindre l'Allemagne du dehors n'a jamais réussi. Par contre, les utilisations de ses querelles internes n'ont jamais déçu. L'histoire de France, de Suède, de Danemark, de Hongrie, bref de tous les voisins de l'Allemagne, le prouve avec abondance. Autant le bloc allemand, une fois constitué, recèle de menaces de mort, autant il offre de jointures à l'amateur de dissensions.

Là encore, sans prétendre que nous n'avons que l'embarras du choix, il est permis de soutenir que le Reich ne brille pas par l'unanimité. En somme, le docteur Wirth ne peut maintenir son ministère branlant que par un régime d'exception. La baisse du mark — elle ne fait que commencer et il vaut deux de nos sous, un sou de Suisse, — s'accompagne à la fin de phénomènes sociaux qui peut-être ne travailleront pas tous dans le sens désiré par Berlin.

Une France qui voudrait agir ne manquerait pas de travail.

RENÉ JOHANNET.

La Conférence de Washington vue du Japon.

Si désireux que puissent être les Américains de voir réduire les colossales dépenses qu'entraîne de nos jours l'armement d'une grande puissance, quiconque est tant soit peu au fait des contingences politiques de l'Extrême-Orient ne peut s'empêcher de penser que dans leur esprit, le but principal de la conférence de Washington est d'essayer de régler amiablement la question du Pacifique ; mais il est clair que si ce but avait été uniquement avoué par le gouver-

nement des États-Unis, telle puissance aurait pu se montrer moins empressée à répondre à son invitation.

Il semble du reste que ce soit sans illusion sur le résultat de la conférence, qu'il s'agisse du désarmement ou de la question du Pacifique, que les Américains ont lancé leurs invitations aux puissances. Le correspondant de la *Chicago Tribune* à Washington, dans un article qui paraît inspiré, écrit : « Il se peut que la conférence n'ait pas pour résultat le désarmement ou un accord en ce qui concerne l'Extrême-Orient, mais la discussion de ces objets sera ouvertement poursuivie devant le monde entier et chacun saura ainsi pourquoi, le cas échéant, les buts n'ont pas été atteints. »

En somme, voilà le but de la conférence révélé par ceux-là mêmes qui l'ont provoquée avec le sous-entendu angoissant du conflit possible.

Mais n'est-ce pas de la part des Américains faire preuve d'une singulière méconnaissance des Japonais que de supposer que « devant le monde entier » ceux-ci se donneront bénévolement tous les torts? Le manque de psychologie n'est d'ailleurs pas le fait des seuls Américains. Avant la guerre, les erreurs commises par les différentes puissances, faute d'avoir étudié l'esprit de leurs ennemis et de leurs amis et d'en avoir tenu compte, n'ont pas servi de leçon et la même absence de souci à ce point de vue s'est manifestée encore après la guerre. L'erreur des Allemands sur nous et les Anglais en 1914, notre propre erreur et celle des Anglais sur les Russes ont pour pendants nos erreurs d'appréciation réciproque entre Français, Anglais et Américains. L'Angleterre s'étonne de voir des Français discuter froidement leurs intérêts, la France s'étonne de ce que le peuple anglais cherche à faire sans plus de délai des affaires avec l'ennemi d'hier. France et Angleterre ne comprennent pas que l'Amérique revienne à présent à son indifférence d'avant-guerre pour les agitations de l'Europe. Et l'on pourrait citer bien d'autres exemples, en Orient surtout, du manque d'application de la part des gouvernements à connaître le caractère des peuples étrangers avec lesquels ils ont à traiter.

Croire les Japonais assez naïfs pour jouer dans l'intérêt de leurs concurrents et pour l'édification du monde, le rôle d'agresseurs sans autre profit que de se montrer odieux, c'est vraiment peu se connaître en hommes.

Avec leur souplesse habituelle, les Japonais ont déjà répondu avec empressement, sur la question du désarmement, qu'ils étaient en plein accord avec le président Harding. Pour le Pacifique, ils ont fait certaines réserves fondées simplement sur les dispositions

du Traité de Versailles ; ils firent en outre remarquer que le Pacifique n'avait pas qu'une seule rive, et que si l'on devait examiner certaines questions d'Asie, il serait juste d'examiner en même temps celles d'Amérique. D'ailleurs on peut être assuré qu'ils se montreront aussi conciliants que possible, sans qu'au fond d'eux-mêmes leurs intentions, que les circonstances peuvent seules modifier, le soient par les palabres d'une conférence de plus. (On pourrait illustrer cette opinion d'exemples pris dans leur politique financière et leur politique d'expansion.) Ils ont su, lors de la conférence de la Paix, pour le profit immédiat que représentait à leurs yeux la succession économique des Allemands au Chantoung, faire taire momentanément leurs exigences à propos de l'égalité des races. Ils sauront encore mettre frein à leurs ambitions, s'ils ne jugent pas le moment propice à les réaliser.

D'aucuns, qui ne savent pas jusqu'où va leur prudence, parlent déjà d'un irrésistible besoin qui les pousserait à toutes les extrémités pour obtenir cette fameuse égalité. « Ils sont, disent ces observateurs, à la veille peut-être de perdre d'un seul coup pour la conquérir l'extraordinaire situation qu'ils ont acquise en relativement peu de temps. Pour s'imposer aux peuples de races blanches, les contraindre à les reconnaître pour égaux, ils se jetteront peut-être coûte que coûte dans un conflit. » C'est bien peu les connaître ! Les Japonais sont trop sages pour risquer leur puissance. Ils ne provoqueront aucun conflit tant qu'ils ne se reconnaîtront pas assez de chances pour en sortir victorieux. Ils savent que l'égalité des races à laquelle ils tiennent sans doute, mais dont ils occupent surtout la galerie en songeant à autre chose de plus substantiel, leur écherra par surcroît du jour où leur position en Chine sera mieux établie.

Le conflit avec l'Amérique, envisagé par les Américains au point d'être la cause véritable d'une réunion comme celle qui s'annonce à Washington, peut du reste être sensiblement retardé par la situation intérieure du Japon. Les problèmes sociaux ont surgi là et se développent avec la rapidité de tout ce qu'on y a vu naître au cours du dernier demi-siècle ; mais l'opposition fondamentale des politiques américaine et japonaise en Asie est trop évidente et les intérêts économiques en concurrence trop directe pour qu'un jour la rupture n'ait pas lieu entre les deux nations. « Le problème de la porte ouverte est aigu pour nous, écrivait récemment M. Frank Simmonds dans le *New York Herald*, et l'Europe doit bien comprendre que de sa solution pourra dépendre une guerre dans le Pacifique, si le Japon prétend y imposer une doctrine de suprématie et de droits spéciaux, surtout s'il continue à y poursuivre une politique

qui doit aboutir — quels que soient les camouflages appliqués — à l'asservissement économique et politique de la Chine au Japon. » Ces paroles nous en rappellent d'autres toutes pareilles entendues à Washington en 1919, au cours d'une conversation avec un secrétaire d'État.

Certaines personnes des deux côtés de l'Atlantique pensent que jamais le Japon n'aura le front de se mesurer avec les États-Unis qui, fatalement, avec le temps, seraient victorieux si les débuts d'une guerre leur étaient défavorables. On peut répondre qu'avec le temps, la Russie aussi aurait logiquement dû l'emporter, lors de sa guerre avec le Japon, mais la logique des faits ne suit pas toujours rigoureusement celle des raisonnements.

D'autres personnes, jugeant que l'alliance anglo-japonaise est d'ores et déjà virtuellement rompue, défient le Japon d'oser dorénavant quoi que ce soit. Ce jugement pèche par la base. Si pour des raisons que tout le monde connaît, les juristes anglais ont été priés de découvrir à l'alliance en cours une existence légale d'une année encore, cela n'implique pas que cette alliance soit condamnée et ne doive pas être renouvelée l'an prochain. Le gouvernement anglais a donné sans ambages son avis sur l'alliance et sur les Japonais, avis favorable et louangeux. D'autre part, nous croyons savoir que sir John Jordan, qui fut pendant de longues années ministre de Grande-Bretagne à Pékin et qui au nom des Anglais d'Extrême-Orient, concurrents acharnés des Japonais en affaires, fait campagne à Londres pour la dénonciation de l'alliance, désespère d'imposer son point de vue étroit au gouvernement.

Aussi bien, l'Angleterre n'a-t-elle pas à redouter un conflit nippo-américain et ce n'est certes pas cette éventualité qui pourrait lui faire dénoncer son traité avec Tokio. Dans un article du 23 août dernier intitulé « The Why of the British Japanese Alliance », la *Chicago Tribune* faisait remarquer que dans le cas d'une guerre qui épuiserait Américains et Japonais, l'Angleterre ne subirait évidemment aucun préjudice, que dans le cas où le Japon serait défait au point de ne plus être une gêne pour les Dominions, l'Angleterre n'y perdrait pas, que dans le cas au contraire où les États-Unis seraient par une défaite entravés dans leurs entreprises industrielles et commerciales, ce serait un gain pour l'Angleterre.

On peut naturellement soutenir que l'alliance anglo-japonaise n'est faite contre personne ; cependant, comme toute alliance, celle-ci doit bien être dans l'intérêt de quelqu'un et ce n'est pas l'Américain ! En tout cas, comme l'écrit encore M. Frank Simmonds, « le renouvellement de l'alliance aurait pour résultat d'affermir les Japonais

dans leur dessein d'appliquer en Extrême-Orient une politique de suprématie ».

Nous ne préjugerons pas l'attitude de l'Angleterre dans un conflit nippo-américain ; nous dirons seulement qu'il nous paraît impossible qu'elle ne s'y intéresse pas de quelque manière ; nous ne pouvons imaginer un instant qu'elle y demeure totalement indifférente, quelle que puisse être la situation délicate dans laquelle ce conflit la mettrait.

ANDRÉ DUBOSCQ.

Stegerwald et ses idées politiques.

Le personnel politique dont dispose aujourd'hui l'Allemagne est extrêmement médiocre. La révolution n'a pas révélé d'homme nouveau, sauf Noske qui depuis l'échec de Kapp se recueille dans l'exercice d'une haute fonction administrative. Parmi les anciens chefs de parti, politiciens avisés parfois et souvent techniciens habiles, aucun ne possède cet ensemble de qualités auquel se reconnaissent les dirigeants nés. Aucun ne s'impose donc, et les circonstances poussent facilement au premier plan des personnages plus obscurs qui ne semblaient pas destinés par leur passé ou leur caractère à jouer un rôle si considérable. Tel Stegerwald, président du conseil prussien.

Stegerwald n'est pas un débutant dans les assemblées, où il siégeait dès avant la guerre, ni même au ministère, puisqu'il avait reçu un portefeuille secondaire, comme représentant du centre catholique, dans le cabinet socialiste dont il a maintenant pris la place. Mais sa fortune décisive est récente ; elle date du congrès que les syndicats chrétiens ont tenu à Essen en novembre 1920.

Ce congrès, auquel la presse française n'a prêté, bien à tort, qu'une attention distraite, était le premier qui se réunît depuis l'armistice. Il groupait les délégués de 1 900 000 syndiqués. Le congrès précédent, celui de Dresde en 1912, n'avait compté que 400 000 adhérents. Cet énorme accroissement d'effectifs était dû à une série d'accords conclus entre des associations de nature assez différente, mais que rapprochait leur attachement commun aux idées d'ordre social : d'abord à la fusion, réalisée à la fin de 1919, entre les syndicats ouvriers purement catholiques, nuance de Berlin, et les syndicats ouvriers chrétiens, nuance de Cologne, où fraternisent catholiques et protestants ; puis à l'adhésion des puissantes union des syndicats d'employés et union des syndicats de fonctionnaires, qui s'étaient

décidées, après la révolution, sans vouloir distinguer d'ailleurs entre les confessions, à appuyer leur programme politique sur une affirmation de foi religieuse. Sans doute la comparaison n'est pas encore possible avec les syndicats libres, d'esprit socialiste, qui atteignent 7 millions de membres. Le congrès d'Essen marquait cependant l'entrée en jeu dans la vie publique allemande d'une force nouvelle assurément considérable.

Stegerwald se proposa d'utiliser cette force. Il assistait au congrès comme ministre et fut élu l'un des présidents ; il en profita pour prononcer un discours retentissant où il traçait un plan d'action complet. « La guerre, dit-il, a fait triompher dans le monde le matérialisme britannique et français ; si ce triomphe est durable, l'humanité tout entière retombera dans la barbarie ; l'Allemagne a le devoir d'empêcher cette catastrophe en se constituant le champion de l'idéal chrétien. Elle ne le pourra qu'après avoir elle-même pansé ses plaies ; les bons citoyens réunis à Essen n'ont plus le droit de s'intéresser uniquement aux problèmes économiques ; catholiques ou protestants, ouvriers, employés ou fonctionnaires, ils doivent descendre dans l'arène politique, entrer dans le grand parti « chrétien, social et national » qui se donnera pour mission de travailler à la restauration de la patrie. Cette restauration de la patrie, on l'obtiendra par la lutte contre les tendances fédéralistes qui aboutiraient à la dislocation de l'Allemagne et par le maintien de la prédominance prussienne, par la lutte contre le parlementarisme à la française qui n'est qu'un trompe-l'œil antidémocratique et par le retour aux traditions bismarckiennes, seules capables de servir de base à un gouvernement fort, par la lutte contre le socialisme collectiviste ou étatiste et par le développement du syndicalisme, qui permettra d'associer les salariés, dans une mesure légitime et croissante, à la direction et aux risques des entreprises industrielles. L'œuvre accomplie, l'Allemagne aura retrouvé assez de puissance pour imposer à l'Europe les deux conditions nécessaires à l'établissement d'un ordre diplomatique qui soit conforme à la loi du Christ : la revision du traité de Versailles et la réunion de l'Autriche à la collectivité germanique. »

L'assemblée fit au discours de Stegerwald un accueil chaleureux. Non seulement elle adopta des vœux correspondant à ses conclusions, mais elle se préoccupa de passer immédiatement à des applications pratiques. Elle décida de former un comité chargé de recueillir les adhésions au nouveau parti, de fonder un journal pour en défendre le programme, de créer une banque populaire dont l'appui serait assuré à la propagande sociale-nationale.

Ces incidents, assez inattendus, eurent naturellement un retentissement considérable, en particulier dans les milieux catholiques qui se rattachent au parti du Centre. Les syndicats chrétiens ont toujours été, en théorie, indépendants du Centre comme de tout groupement politique, mais, en fait, leurs membres élisaient de préférence les candidats centristes, qui devenaient au Reichstag leurs interprètes habituels. L'initiative de Stegerwald menaçait de rompre ce pacte tacite. Au premier moment, ce fut parmi les politiciens catholiques une protestation générale. Les Bavarois ne manquèrent pas cette occasion de manifester leur opposition ; le député Trossmann, représentant des syndicats de l'Allemagne du sud, fit aussitôt connaître que ses mandants n'accepteraient jamais un programme dont un des points principaux était le maintien de la suprématie prussienne ; le président du Landtag, à Munich, donna le même avertissement. Les Berlinois et les Westphaliens s'indignèrent qu'on voulût organiser avec des éléments catholiques un parti rival du Centre ; la *Germania*, l'*Essener Volkszeitung*, invoquant les instructions de Pie X et les traditions de Windhorst, attaquèrent avec violence les idées de Stegerwald et parfois sa personne. Les adversaires du Centre s'efforçaient déjà d'attiser ces discordes quand Trimborn, fidèle au rôle de conciliateur qu'il a joué toute sa vie, intervint pour affirmer qu'on s'était mépris sur les intentions de Stegerwald : le ministre ne songeait pas à créer un parti nouveau, son discours était conforme aux principes fixés en janvier 1920 au congrès centriste de Duisburg, il s'agissait uniquement « d'élargir le Centre par la base » en faisant appel à des concours dont la situation de l'Allemagne depuis deux ans avait révélé le prix. Les journaux de Cologne et de Coblence répétèrent à l'envi cette thèse ; elle fut adoptée bientôt par la presse catholique entière ; la tempête s'apaisa.

L'interprétation de Trimborn était évidemment fantaisiste. En 1907, Julius Bachem avait un moment caressé l'espoir de constituer un « bloc chrétien-national » dépassant de beaucoup les limites du Centre ; on ne pouvait sérieusement douter que Stegerwald eût formé un dessein semblable. Cependant les événements n'infligèrent pas à Trimborn un démenti brutal ; ils ont évolué lentement. A l'heure actuelle, Stegerwald n'est pas sorti du Centre ; il s'est contenté de mettre à profit la position spéciale que lui valaient dans le parti les craintes que son discours avait éveillées : après les élections d'avril, ses collègues catholiques, pour le séduire ou peut-être pour l'annihiler, l'ont poussé à la présidence du ministère prussien. Mais l'équivoque, prolongée d'un commun accord, devient

de plus en plus difficile à maintenir. Son succès personnel n'a pas détourné Stegerwald de ses projets indépendants : la banque populaire qui doit fournir aux syndicats les ressources nécessaires à leur action politique est aujourd'hui fondée et le journal quotidien dont on avait au congrès d'Essen décidé la création paraît depuis quatre mois sous le titre *Der Deutsche*. Si la rupture n'est pas consommée, elle se prépare ; la moindre circonstance peut la précipiter.

En quittant le Centre, auquel il enlèvera, suivant toute vraisemblance, un nombre important de ses électeurs, dans quel sens Stegerwald va-t-il s'orienter? Il est aisé de le deviner. Le programme d'Essen réservait la première place aux questions nationales comprises suivant les formules de droite. Cette tendance s'est accentuée. Dans le ministère prussien, Stegerwald a fait large part aux représentants du parti populaire ; il détruit en hâte l'œuvre, d'ailleurs fragile, de ses prédécesseurs socialistes ; il a donné un avancement rapide à des fonctionnaires connus pour leur attachement à la monarchie. L'attitude du *Deutsche*, qu'il inspire directement, n'est pas moins significative ; il y mène une lutte acharnée contre l'aile gauche du Centre ; il critique avec violence le chancelier Wirth, qu'il accuse d'humilier l'Allemagne devant l'Entente et de tout accorder sans savoir rien exiger. Le but qu'il vise est clair : par conviction ou par ambition, il travaille à procurer aux pangermanistes les deux millions de voix dont disposent les syndicats chrétiens. S'il réussit, on peut lui prédire à brève échéance de brillantes destinées.

PIERRE BRAUN.

LES LETTRES

LES ROMANS DE M. PIERRE VILLETARD

Je ne vois pas pourquoi l'Académie, qui vient de décerner le grand prix du roman à M. Pierre Villetard pour son dernier livre *Monsieur Bille dans la tourmente*, ne l'a pas couronné tout aussi bien pour *Monsieur et Madame Bille*, quand cet ouvrage, dont nous avons eu une réédition récemment, parut pour la première fois, aux éditions de *la Plume*, il y a une vingtaine d'années. *Monsieur Bille dans la tourmente* relève de la même esthétique, semble sorti de la même veine que *Monsieur et Madame Bille*, et c'est une esthétique qui pouvait, il faut bien le dire, paraître plus nouvelle, une veine qui devait sembler plus neuve, il y a vingt ans. On imagine quels avantages auraient pu, du moins, en résulter pour M. Pierre Villetard dont les livres eussent eu, dès le début de sa carrière, un public plus considérable, car si un prix littéraire ne saurait être d'aucune utilité à l'écrivain sans talent, il en va autrement quand il est heureusement donné.

C'est ainsi qu'un roman comme *la Maison des sourires* de M. Villetard mériterait d'être plus connu. C'est un bon roman de ces vingt dernières années, et peut-être le meilleur de M. Villetard qui, ni dans *les Poupées se cassent*, ni dans *Monsieur Bille dans la tourmente*, n'a plus retrouvé la même aisance dans l'expression de la réalité avec un souci de beauté qui ne reste pas vain. Il y a des pages descriptives de tout premier ordre dans *la Maison des sourires*, et où

la description ne cesse pas de servir l'action, pour nous faire mieux pénétrer dans l'intimité des personnages. Évidemment, on peut reprocher à ce roman de se ressentir, aussi bien par le genre de son sujet que par la manière dont celui-ci est traité, de l'époque à laquelle il fut écrit, il y a une quinzaine d'années, alors que la courtisane de toutes les catégories était un peu trop à la mode en littérature. Car il s'agit dans *la Maison des sourires* de la vie de deux petites danseuses de music-hall qui glissent bientôt dans le demi-monde, les sœurs Kate et Gladys, et l'auteur ne nous fait grâce d'aucune de leurs aventures. C'est dire que ce ne saurait être un roman pour les jeunes filles, ni pour les tout jeunes gens, bien qu'il soit loin d'être immoral et soit plutôt le contraire, en dépit de crudités qui, jadis, pouvaient paraître savoureuses, mais auxquelles nous trouvons préférable, aujourd'hui, l'art plus savant de certains silences.

Jamais peut-être la tristesse des existences aux apparences luxueuses et heureuses du demi-monde ne nous avait été du moins évoquée de façon plus tragique. A la fin, ce roman atteint à un pathétique qui lui confère même une sorte de noblesse et suffirait à l'élever au-dessus des œuvres naturalistes, quand nous voyons Kate abandonnée de ses deux filles, Violette et Flossie, pour qui elle avait rêvé une autre vie que la sienne, et qui sont devenues ses rivales ; Gladys en deuil de son fils André dont la mort ressembla à un suicide. Elles s'en vont, toutes les deux, cacher leur vieillesse triste dans un village de Normandie, où vient les rejoindre Marceline qui fut la fiancée d'André et qui fuit auprès des deux femmes une mère qui voudrait l'entraîner dans une existence qu'elle déteste. Kate et Gladys passent dans le village pour deux dames américaines qui, lasses du monde, sont venues chercher le repos et la solitude, accompagnées de leur nièce, qui est très charitable et donne aux pauvres. Les trois femmes, qui n'ont pas de relations dans le voisinage, font peu à peu connaissance d'une femme d'un certain âge qui vit avec sa fille, et dont on se détourne dans le village, depuis une triste histoire qui a fait longtemps l'objet de toutes les conversations. La femme, dont la fille a vingt ans, n'a pas quitté le deuil depuis la mort de son mari, un notaire qui s'est suicidé, il y a déjà des années, après avoir dilapidé l'argent de son étude. Cette veuve est Mme Chancel, la femme d'Édouard Chancel qui, jadis, se ruina pour Gladys ; André était son fils. Et voici que ces femmes que le chagrin et la solitude

rapprochent et qui ignorent les détails de leurs malheurs en arrivent à se fréquenter. La fille de Mme Chancel vient souvent chez ces « dames », et joue des morceaux à quatre mains avec Marceline :

Quelquefois, par les soirs d'été, quand la troupe des écoliers joue près de l'abreuvoir et que des nuages de poussière montent vers la lune levante, Kate abandonne la maison et va toute seule, droit devant elle, sur la grande route qui fuit vers les coteaux bleuâtres. De loin elle voit arriver la diligence. Kate sait bien qu'elle n'attend personne, *qu'elle ne doit attendre personne.* Cependant, elle reste là, debout, sur le bord du chemin, jusqu'à ce que tous les voyageurs soient descendus. Elle songe à ses belles petites filles. Après tout, qui sait, la vie est si curieuse. Peut-être qu'un soir, elles descendront de la voiture, la main dans la main, qu'elle pourra les embrasser et qu'elle les emmènera tout de suite à la maison.

Une humanité profonde, voilà qui suffirait à classer cet écrivain dans une génération qui n'a pas épousé le pessimisme vain et noir de ses aînées, et qui est une génération de conteurs et de romanciers : c'est celle de Jérôme et Jean Tharaud, Eugène Montfort, Gaston Chérau, Charles Géniaux, Marius-Ary Leblond, Binet-Valmer, Edmond Jaloux, Claude Farrère, etc., que je cite au hasard, sans la moindre intention de classement.

Dans *Après lui*, petit roman que M. Villetard a publié dans le même volume que plusieurs nouvelles, il nous narre une histoire qui pourrait être d'une désolante ironie, si, elle aussi, ne se terminait d'une façon touchante.

C'est l'histoire de vieux parents qui ont perdu leur fils à la guerre, et qui font une place dans leur maison à la maîtresse du défunt et au petit-neveu de celle-ci, qu'ils croient être leur petit-fils, ce dont la jeune femme songe d'autant moins à les détromper qu'en même temps qu'elle y trouve profit, cela leur fait tellement plaisir. Ils cajolent, comblent de gâteries cet enfant et celle qu'ils veulent considérer désormais comme leur fille. Cependant, la jeune femme qui est habituée à une vie plus mouvementée ne tarde pas à trouver bien monotone cette existence tranquille et bourgeoise ; aussi se laisse-t-elle enlever par un voisin riche. Voilà qui aurait suffi à nous donner un excellent petit roman naturaliste. Non seulement M. Villetard s'éloigne heureusement de l'esthétique de l'école dans cette petite œuvre au style de laquelle je reprocherai seulement d'être un peu terne, mais rien que le dénouement suffirait à en faire tout autre chose, en nous montrant ces vieux parents qui, après le départ de la jeune femme, apprennent toute la vérité, et n'en gardent pas

moins le petit garçon qu'ils continueront d'aimer comme s'il était leur enfant.

Dans *les Poupées se cassent*, une jeune fille raconte sa jeunesse jusqu'au jour de son mariage. Suzie Danglar est ce qu'on est convenu d'appeler une jeune fille moderne ; ce qui peut signifier qu'elle ne perd pas une occasion de montrer à quel point elle a été mal élevée. Son père dont l'origine est très humble a fait une fortune rapide à la Bourse ; sa mère qui ne paraissait pas faite pour cette chance inespérée joue dans la maison un rôle effacé. Le père Danglar adore Suzie, ce qui veut dire qu'il la laisse vivre selon sa fantaisie, sans autre surveillance que celle d'une vieille gouvernante distraite et faible. La jeune fille se trouve ainsi jetée en liberté, avec ses illusions, dans le monde trop mêlé d'une bourgeoisie de bourse et d'affaires où l'on brûle la vie comme on a brûlé l'étape. Naturellement, elle y a des aventures où elle fripe au moins son cœur, si bien que, désespérée après deux navrantes expériences sentimentales, elle songe au suicide. Mais cette crise ne détruira que la poupée ; la vraie jeune fille heureusement survivra. C'est elle qui consentira à un mariage qui sauvera son père de la ruine dont il est menacé. Elle sera récompensée d'avoir consenti à l'oubli de soi, car elle rencontrera l'amour que la poupée de jadis avait cherché en vain...

Ce petit roman qui ne manque pas de psychologie pourrait être considéré comme un roman de mœurs. Dans ce monde de la bourgeoisie de bourse et d'affaires, nous retrouvons des personnages qui auraient pu traverser la *Maison des sourires*. Ce sont des mondes qui ont d'ailleurs de fréquentes occasions de contact, qui ne sont point si éloignés l'un de l'autre et dont les façons de briller ne sont point si différentes. Mais comme je préfère le style et la langue de *la Maison des sourires* !

Je sais bien que M. Villetard a désiré d'exprimer même par son style dans *les Poupées se cassent* le mouvement et jusqu'au papillotement du monde contemporain. C'est un effort qu'il faut approuver. Mais je crois que ce mouvement dont l'expression peut conduire à une beauté nouvelle qui serait, en effet, proprement de notre temps, une disposition intérieure de l'esprit du romancier parviendra toujours mieux à la réaliser que l'artifice tout extérieur d'une phrase haletante et hachée. Sans compter que M. Villetard s'est imposé de faire parler tout le long de son œuvre une jeune fille, ce qui n'est pas sans difficulté pour l'écrivain qui se propose d'atteindre à un

accent de vérité, qui devrait rendre un roman de ce genre croyable et palpitant comme une confession.

Si l'on pouvait douter encore que M. Villetard voulût surtout nous donner une étude de notre société, on ne le peut plus depuis sa dernière œuvre *Monsieur Bille dans la tourmente*, qui lui a valu une des plus hautes marques d'estime de l'Académie. Mais quel dommage qu'il ait entrepris d'assurer avec cet ouvrage une suite à *Monsieur et Madame Bille* qui fut écrit il y a vingt ans ! Il s'était proposé alors de donner une sorte de monographie d'un couple de petits bourgeois de province auxquels il n'arrive rien. Il nous avait dit d'ailleurs dans un avant-propos ce qu'il avait désiré :

Ceci est-il un roman? Pas à pas, nous suivrons l'existence de M. et Mme Bille. Ils habitent une très petite ville. Ils élèvent une gentille enfant et la modèlent à leur image. De temps à autre une ornière. Ils ne manquent point d'y buter. Leurs cœurs sont volontiers sensibles. Ils éprouvent en raccourci toutes les faiblesses, toutes les émotions de la foule négligeable et incolore. Ils ne poursuivent aucun but vraiment digne d'intérêt.

Enfin ils ne s'agiteront pas, en monomanes, autour d'un pivot central d'où rayonneront tous les faits accessoires. Alors vous êtes fixés. Ceci n'est pas un roman.

Et il nous contait en tableaux l'existence de M. Bille à qui deux petits héritages avaient permis de quitter l'administration des postes, où il jugeait que ses facultés intellectuelles trouvaient un emploi insuffisant, pour se retirer à Pont-sur-Loir, une sous-préfecture, avec sa femme et sa petite fille, afin d'y vivre de petites rentes. Nous faisions connaissance avec M. Bille, penseur politique et social aux idées avancées qui pérorait au café Gendron et préparait un livre où il déclarerait la guerre au capitalisme. Nous assistions à l'écoulement de la vie de M. et Mme Bille dans une petite ville où l'arrivée d'un cirque forain est un grand événement. Leur fille grandissait, faisait sa première communion, se mariait avec Jean Ramette qui était rédacteur dans les bureaux de la préfecture du chef-lieu.

A la vérité, nous pouvions penser que plus jamais nous n'entendrions ensuite parler de M. et Mme Bille. Mais la guerre a donné à M. Villetard l'idée de nous montrer M. Bille dans la tourmente.

Comme vous devez le penser, quand s'annonce la guerre, il pérore plus que jamais au café Gendron où il se révèle tour à tour diplomate et stratège. Il parle, s'agite. Ses paroles et son agitation partent d'ail-

leurs d'un bon naturel. En somme, ce brave homme n'est point, à la vérité, aussi ridicule que voudrait le montrer M. Villetard. Il fait ce qu'il peut. Il n'est pas satisfait de posséder un gendre qui est réformé ; il regrette de n'avoir pas dix ans de moins. Mais quand il apprend que sa classe va être appelée, il se souvient qu'il a quarante-six ans et ne dissimule pas son mécontentement. Il en prend d'ailleurs bientôt son parti et se montre ensuite très fier de porter les armes. En gagnant son dépôt, il traite son gendre d'embusqué, et comme il oublie qu'il n'y a pas si longtemps qu'il était civil, il s'écrie : « Quelle sale race que les civils ! » Tout cela est assez bien observé.

Une aventure ridicule mettra d'ailleurs bientôt fin à la carrière de G. V. C. de M. Bille. Une nuit qu'il est en sentinelle, il aperçoit une ombre qui bouge et accueille ses sommations avec une indifférence inquiétante ; il tire et c'est une vache égarée qu'il tue ; ce qui lui cause bientôt de tels désagréments qu'il en contracte la jaunisse. Évacué dans un hôpital, puis réformé, il revient dans sa sous-préfecture où il retrouve Mme Bille décidément adaptée à la guerre depuis qu'elle s'enrichit en spéculant illicitement sur les denrées alimentaires. Quant à M. Bille, décoré du mérite agricole, grâce aux relations de son gendre qui a obtenu de l'avancement, il expliquera désormais les hostilités aux mutilés qui sont de retour.

Pourquoi, à vrai dire, l'ironie sèche de ce livre ne nous satisfait-elle pas? C'est qu'elle paraît s'exercer à vide, comme si elle n'avait, pour ainsi dire, pas de points d'appui dans l'intelligence. Certes, il ne nous échappe pas que M. Villetard entend nous faire saisir la disproportion de M. Bille et des événements de son temps ; mais nous nous en doutions sans qu'il fût besoin d'un imposant ouvrage ; et ce qui demeure, en fin de compte, c'est la disproportion de ce livre et du peu d'intérêt que présente M. Bille.

Et puis, vraiment, cette peinture de la vie en petits tableaux ne peut plus nous suffire. Elle ne convient décidément pas aux œuvres de longue haleine, surtout quand le procédé est poussé plus loin que ne s'y risquèrent même les Goncourt. Jules Renard y échoua quand il écrivit *l'Ecornifleur*. Mais Jules Renard n'était pas un romancier, c'était un délicieux notateur. Il possédait des qualités de poète qui l'empêchaient heureusement de penser que l'art pût jamais n'être qu'une copie de la réalité. Aussi Jules Renard transposait-il toujours. Comme ce poète était un visuel avant tout, sa transposition aboutissait naturellement à une déformation. Si Jules Renard n'avait

pas été poète, il aurait laissé, au lieu de petits poèmes en prose souvent délicieux et qui se suffisent à eux-mêmes, des notes qui pourraient servir de matériaux pour un roman. Eh bien ! *Monsieur et Madame Bille* et *Monsieur Bille dans la tourmente* font penser à une suite de notes dans lesquelles il pourrait être puisé pour dresser un type qui serait M. Bille et qui apparaîtrait comme comparse dans une histoire ; car M. Bille est par excellence un type de comparse.

Quand M. Villetard, qui a montré qu'il sait ce qu'est un roman, a écrit *Monsieur et Madame Bille*, il était à ses débuts, sous l'influence d'une conception du « réalisme » qui avait déjà, à cette époque, fait son temps. Aujourd'hui, il nous apparaît mieux encore que le « réalisme » ne saurait être une fin, mais un moyen de rendre un roman aussi vivant et aussi croyable que possible. Mais nous demandons, de plus en plus, à un roman, en même temps que de nous distraire et de nous émouvoir, autant que possible par une étude de l'homme et de la société, d'être une œuvre organisée dans le fond et dans la forme, dans le détail comme dans l'ensemble, dans l'harmonie des personnages et du cadre, dans la construction de la phrase comme dans la structure des caractères ; de parvenir à une solidité et à un équilibre qui en peuvent faire une réussite de l'art, au même titre qu'une tragédie de Racine, une fable de La Fontaine ou une oraison funèbre de Bossuet, comme le disait récemment ici M. Firmin Roz, à propos du centenaire de Flaubert.

Puisque le roman a montré qu'il était capable d'atteindre à cette dignité, ce ne saurait être pour l'en faire trop volontiers descendre. Jamais, pour ma part, je ne l'ai mieux compris qu'en lisant *Monsieur Bille dans la tourmente*, qui peut être considéré comme une erreur d'un romancier de grand talent.

Georges Le Cardonnel.

L'HISTOIRE

UNE HISTOIRE POLITIQUE DE LA FRANCE DES ORIGINES A 1515

M. Gabriel Hanotaux a entrepris de publier une histoire de la nation française. Deux tomes déjà ont paru : l'un, la *Géographie humaine de la France*, a pour auteur M. Brunhes, professeur au Collège de France ; l'autre, le plus récent, l'*Histoire politique, des origines à 1515*, est l'œuvre de M. Imbart de La Tour (1).

M. Imbart de La Tour a toutes les qualités de l'historien : science, compréhension, respect du passé, sympathie, goût du détail significatif, sens des ensembles. Aussi a-t-il écrit un très beau livre qui mérite d'être lu et médité. A vrai dire, la tâche n'était pas facile. Depuis le dix-huitième siècle, on semble avoir pris plaisir à noyer dans les ténèbres cette période de notre histoire. Les invasions germaniques, l'établissement de la féodalité, le mouvement communal, la révolte d'Étienne Marcel, la réunion des premiers États généraux, tous ces événements ont été parfois racontés d'une manière si inexacte qu'ils devenaient proprement inintelligibles ou bien servaient de prétexte à des théories fausses et dangereuses. M. Imbart de La Tour écarte ces thèses erronées, remet toutes choses au point, se montre toujours juste et équitable. Son texte n'est pas encombré de citations et de références. Il n'y a, au bas des pages, aucune note. Mais si l'érudition n'apparaît pas, on la sent partout

(1) Un volume in-4°, 589 pages, chez Plon.

présente, formant la charpente solide du récit qui est clair, agréable, souvent pittoresque, quelquefois éloquent.

Pour préparer de bons catalogues, composer d'utiles ouvrages de bibliographie, renouveler des questions de détail par une critique serrée et perspicace, il n'est besoin ni d'imagination, ni de sensibilité. Il en va tout autrement, quand il s'agit de peindre un vaste tableau de mœurs, de suivre dans ses différents moments l'évolution générale d'un peuple, de dérouler pendant des siècles la suite harmonieuse des causes et des effets. M. Imbart de La Tour sait faire revivre sous nos yeux les sociétés et les civilisations, avec leurs habitudes, leurs coutumes, leurs monuments, leur art, leurs passions et leurs idées. L'histoire comprise de cette façon n'est pas une histoire morte. Comme l'a très bien dit Jean Longnon, « nous n'avons pas eu de pareil *Discours sur l'Histoire de France* depuis Michelet et Henri Martin, et que nous voilà bien loin de leurs fantaisies décevantes ! »

La Gaule n'entre dans la première histoire qu'au sixième siècle avant notre ère, au temps où l'occupent les Celtes. Le sol où ils vinrent s'établir n'était pas sans maîtres. Mais de ces possesseurs primitifs, Ibères et Ligures, nous ne savons presque rien. Sur les Celtes, au contraire, nous sommes mieux renseignés. Ils arrivaient du Nord, en grandes masses, peut-être chassés par quelque cataclysme : inondation ou raz de marée. Ils se répandirent sur le pourtour de la Méditerranée jusqu'en Grèce et en Asie Mineure. Une forte partie se fixa en Gaule. César nous dit qu'au premier siècle, ils y formaient soixante-douze peuplades ou tribus, sans compter celles de la Narbonnaise. Entre ces groupes politiques, nulle égalité d'étendue ni de puissance. Entre eux, aucun lien durable. A l'intérieur de chacun, une incroyable diversité d'institutions. Les nobles vivent isolés sur leurs terres, maîtres absolus de leurs familles, entourés de leurs esclaves, de leurs serviteurs et de leurs clients, toujours prêts à faire la guerre pour abattre un rival menaçant. L'individualisme est la loi dominante. Il rend précaire l'ordre public. Il empêche le monde gaulois de se fédérer. Il met en danger son repos et son existence. Jamais une initiative commune et concertée. Ni dessein, ni action d'ensemble, Les grandes secousses du dehors ne font qu'exagérer le particularisme des cités, l'instabilité des gouvernements et l'égoïsme des partis.

Il existait bien quelques éléments d'unité : les relations commerciales d'abord, la religion druidique ensuite. Auraient-ils pu se développer et mettre fin aux discordes intérieures? Les circonstances ne voulurent pas que l'expérience fût tentée. Un double péril s'annonçait : la Germanie d'une part, Rome de l'autre. Pour le bonheur des Gaulois, ce fut César et non Arioviste qui l'emporta. La Gaule avait été le morcellement poussé jusqu'à l'anarchie. Rome fut l'ordre, la discipline, l'union. A son contact, l'âme des Celtes se renouvela et s'élargit. Ils gardèrent leurs brillantes qualités naturelles : le courage et l'éloquence ; aucune violence ne les contraignit à perdre leurs traditions, mais, initiés à un monde d'idées et de sentiments nouveaux, ils subirent l'ascendant de cette civilisation qui s'offrait à eux : ils y virent un bienfait et un progrès ; ils sortirent de leur isolement intellectuel ; ils abandonnèrent leur langue, leurs mœurs, leurs croyances ; ils s'organisèrent sur un plan nouveau. Et de toutes les provinces de l'Empire, aucune ne fut si rapidement et si profondément romanisée.

Le danger germanique n'était qu'écarté. Bientôt il reparut, soit sous la forme violente d'invasions, soit sous la forme hypocrite et tout aussi dangereuse d'infiltrations pacifiques. L'affaissement de l'esprit militaire favorisa les entreprises des barbares. Quand une société ne peut plus se défendre, elle devient bientôt la proie des ennemis qui la menacent ou des protecteurs qu'elle se donne. Au cinquième siècle, ce fut un écroulement. L'effroyable crise qui commençait eût vu tout sombrer, si le vieux monde mourant n'avait laissé en mains sûres ses trésors inestimables : la philosophie, le droit, la science de gouverner, le sens de l'universel. A l'Église catholique, seule restée debout, allait échoir le rôle de les transmettre à l'avenir.

Trois peuples sont entrés en Gaule, appelés par le gouvernement impérial et établis en vertu d'un contrat de sujétion et de services : les Francs, les Burgondes et les Wisigoths. Pour quelques écrivains, qui ne sont pas tous allemands, ils apportèrent avec eux la liberté, la morale, une culture plus haute, l'affranchissement des individus. M. Imbart de La Tour montre que cet enthousiasme n'est aucunement justifié.

Jamais... le monde ne traversa d'heures plus sombres. Toute activité intellectuelle disparut. L'homme n'osa plus penser, ayant à peine la force de vivre. Ce fut un déchaînement brutal d'appétits où la force physique

sembla dominer tout. Des violences ans nombre et sans nom, des attentats répétés contre les biens ou contre les personnes, le mépris de la vie humaine, la dérision de la justice, l'abaissement même de l'Église livrée aux hommes de proie qui la déshonorent de leurs vices ou la ruinent par leur rapacité, tel est le tableau attristé de son temps que nous a laissé Grégoire de Tours. De ces désordres les chefs barbares donneront l'exemple. Toute l'histoire de la royauté franque n'est, au sixième siècle, qu'une suite de drames, une orgie de débauches et de sang. Rois vandales ou wisigoths ne sont pas meilleurs. Jamais la puissance suprême ne fut ainsi avilie.

Les envahisseurs heureusement n'étaient pas très nombreux : sans doute, quelques centaines de mille. N'imaginons pas une Germanie submergeant la Gaule. Ce n'est pas un peuple qui se substitue ou se superpose à un autre. Ce sont des bandes de pillards qui se font une place et se taillent des domaines. Les établissements individuels éparpillés, isolés, perdus dans la grande masse des indigènes, ne suffirent pas à altérer profondément la race, ni à modifier la population jusque dans ses dernières couches. Ne croyons pas non plus que les deux groupes humains restèrent séparés. Au milieu des incertitudes, des guerres, des destructions, des ruines, la fusion se fit peu à peu. Les rois mérovingiens se font déléguer la « souveraineté » par les empereurs de Constantinople et ils prétendent l'exercer, comme eux. Ils s'en attribuent les titres et les insignes : la chlamyde, la pourpre, la couronne d'or, le sceptre. Leur demeure est le « Palais sacré ». On ne les aborde et on ne leur écrit qu'avec les formes usitées jadis à Rome ou à Ravenne. Ils essaient de ressusciter la vieille bureaucratie impériale, l'ancien appareil administratif qu'ils ont eux-mêmes jetés à bas. L'armée des scribes qui encombrait le prétoire du préfet des Gaules encombre maintenant la cour de ces majestés improvisées. Servis ou guidés par le clergé, Clovis et ses successeurs refont l'unité du pays. Au sixième siècle existe un État franc qui s'effondre cent ans plus tard. Il se reforme avec une dynastie nouvelle, les Carolingiens, pour se dissoudre encore et, cette fois, en une foule désordonnée de petites souverainetés locales. Mais déjà s'est créée une nation. A la fin du dixième siècle, la France apparaît. Elle a ses contours, son sol, sa langue. Elle ébauche un ordre intérieur qui sera la féodalité.

Pendant longtemps, on a cherché les origines du système féodal dans les institutions de l'ancienne Germanie. Depuis Montesquieu,

on a bien souvent répété que le sentiment de la féodalité personnelle avait été trouvé dans les forêts de l'Europe centrale. Dans un livre, qui fut une manière de coup d'état scientifique, Fustel de Coulanges a tout au contraire montré que la féodalité se trouvait en germe dans la clientèle romaine et dans l'organisation sociale et politique du Bas-Empire. L'invasion, l'anarchie intérieure, la faiblesse des rois ont développé et renforcé ces coutumes, mais elles ne les ont pas créées.

Qu'est-ce que ce régime féodal? Avant toute chose, il est caractérisé par un extrême affaiblissement de la notion d'État. Il n'y a plus de pouvoir central capable de se faire obéir. Ses attributions se sont émiettées ; elles sont passées aux mains d'un certain nombre de particuliers. L'autorité devient un bien privé, une valeur, un objet de commerce qui se vend, se donne, se lègue, se démembre au gré et aux convenances du possesseur. Justice, droits régaliens, police, impôts, domaine public, tout se désagrège et tout se morcelle. Propriétaires fonciers, anciens dignitaires carolingiens, anciens fonctionnaires royaux, anciens fonctionnaires ecclésiastiques, aventuriers possesseurs d'une maison forte : voilà les bénéficiaires du partage. C'est le triomphe du particularisme et de l'instabilité. Second caractère : le groupe social important, ce n'est pas la nation, ce n'est pas non plus la famille : c'est le groupe personnel constitué par le lien de patronage et de protection qui relie un homme à un autre. Les faibles demandent l'appui des forts. Les puissants donnent un refuge derrière leurs murailles et un minimum de sécurité. Les petits donnent de l'argent, du travail, des denrées, l'aide de leurs bras, l'aide de leurs armes. Troisième caractère : la terre étant la forme presque unique de la richesse, le lien vassalique se double souvent d'un lien de fief.

Tels sont les principes. Mais que la réalité est cruelle et vilaine ! La guerre est partout. Elle sévit d'homme à homme, de famille à famille, de seigneurie à seigneurie. Elle s'accompagne de dévastations, d'incendies, de massacres. En pleine paix, les populations rurales restent exposées au brigandage et à l'arbitraire. Le chef de guerre se transforme facilement en chef de bande pour rançonner le plat pays. Un réseau de taxes, de redevances, de droits fiscaux et de monopoles enserre la vie économique de la seigneurie. Les ecclésiastiques eux-mêmes ne sont pas à l'abri de ces tyranneaux.

Pourtant, ce régime a duré. Sa force était d'abord dans ses ori-

gines. Depuis des siècles, tout y conduisait. Il répondait aux habitudes créées par les royautés particulières, les divisions, les grands commandements. Et puis, dans l'ensemble, le service rendu fut supérieur aux maux soufferts. Cette société désemparée, disjointe, dispersée n'avait plus de guide pour la conduire. La féodalité lui a fourni ses cadres et ses chefs. Si étroits que fussent les premiers, ils ont réussi cependant à grouper les hommes. Si injustes et si violents que fussent les seconds, ils étaient cependant le seul pouvoir de protection qui restât debout, le seul qui fût capable d'organiser sur place les garanties élémentaires de défense physique et de vie matérielle. Enfin, si la féodalité s'est affermie, c'est qu'elle était capable de se transformer et de s'améliorer. Au onzième siècle, par le grand mouvement de la paix de Dieu, l'Église, les princes, les habitants s'attaquent aux guerres privées, réunissent l'armée de l'ordre et rétablissent un peu de calme. Dès le douzième, le système contractuel qui était enfermé dans le système féodal se développe. Aux fantaisies du maître se substituent de véritables traités entre les classes dominantes et les classes dominées. Le seigneur sent bien que son domaine sera d'autant plus prospère que ses paysans seront mieux protégés, que leurs redevances seront mieux définies, que la justice qui leur est rendue sera moins coûteuse et plus équitable. Pour attirer sur ses terres de nouveaux colons, il multiplie les franchises, les droits, les libertés, les privilèges. De leur côté, les bourgeois des villes s'enrichissent. Les biens mobiliers s'accumulent entre leurs mains. Ils usent de cette force nouvelle pour créer des seigneuries collectives : les communes. Tout comme le comte et le baron, la ville, en corps, est une puissance féodale ; elle en a tous les signes : le pilori, témoin de sa justice ; le sceau, garant de son pouvoir ; le beffroi, qui est son donjon. Quand les citadins n'arrivent pas à la pleine indépendance, ils se font octroyer par une charte toute une série de garanties publiques et privées, qui enferment dans d'étroites limites les prétentions de leur évêque ou de leur châtelain.

En 987, les derniers Carolingiens avaient été définitivement expulsés du trône au profit d'un de leurs vassaux : Hugues Capet. Cette royauté capétienne est bien faible, bien menue, bien incertaine. Son caractère héréditaire est mal établi. Elle n'a pas d'armée. Ses ressources en hommes, en argent et en terres sont très limitées.

Sa principale force lui vient d'une idée, d'un titre : le titre royal. Le roi est le seigneur de tous les seigneurs, le suzerain de tous les suzerains. Il est au sommet de l'édifice féodal. Toute la nation se relie à lui par une suite de serments et une hiérarchie de contrats. Et puis il est le successeur des empereurs et le lieutenant de Dieu sur la terre. C'est un homme à part et hors de pair, désigné par un sacrement spécial, ayant un pouvoir général étendu à tous et sur tous, une fonction morale et religieuse, la charge suprême de gouverner et de défendre, de rendre la justice, d'établir des lois, de redresser les torts, de protéger les faibles, de faire régner la paix. Sans trop de peine, les Capétiens se firent reconnaître. Tout de suite, ils trouvèrent une alliée qui leur sera inlassablement fidèle : l'Église. Enfin ils durèrent et ils travaillèrent.

Comme la dynastie, l'œuvre est unique dans l'histoire, mais, dynastie et œuvre, tout les sert. Cette lente formation de la patrie française tient du miracle. Une race vigoureuse et saine ; des règnes assez longs (trois à peu près par siècle) sans s'épuiser dans la vieillesse ; deux minorités seulement qui donneront le pouvoir, l'une à un grand féodal, Beaudoin de Flandre, soutien passionné et puissant du trône, l'autre à une femme de tête, énergique, calculatrice, Blanche de Castille ; un seul roi médiocre, Louis le Jeune, servi par un grand ministre, Suger, et suivi lui-même par deux très grands hommes : ceux-ci, le politique et le saint, venant chacun à leur heure, secondant un même dessein par des qualités tout opposées ; enfin, dans le royaume comme dans l'Europe, une complaisance aveugle des événements : communes, croisades, réveil intellectuel, guerre du sacerdoce et de l'Empire se faisant les complices de l'énergie, de la fidélité, de la ténacité des rois : tels sont les bonheurs que trouva, que mérita cette famille qui a fait la France et incarné la royauté.

Esprit de suite, continuité, mémoire, prévoyance, calcul, intelligence, autorité spirituelle, force matérielle, toutes les vertus et toutes les conditions de la grande politique, ces admirables rois les ont eues ou les ont acquises. La chance les a souvent favorisés, mais si tous les grands événements de l'époque ont finalement tourné en leur faveur, c'est qu'ils ont su les y contraindre.

Une tâche à formes multiples et à difficultés innombrables les réclamait : création de ressources régulières, formation d'une armée, organisation d'un gouvernement et d'une justice, extermination des seigneurs bandits qui infestaient le domaine, lutte contre la grande féodalité, soumission du Midi hérétique, guerre contre l'État anglo-angevin de l'ouest, guerre contre l'Empire germanique qui, par l'est, arrivait jusqu'en Champagne. Il faut lire dans l'histoire

de M. Imbart de La Tour le récit de ces événements pour comprendre quelle somme d'énergie y fut dépensée. Un moment, tout semble compromis. C'est la néfaste guerre de Cent ans : la succession royale est discutée ; les défaites succèdent aux défaites ; le roi est impuissant ; les grands relèvent la tête ; une révolution démagogique éclate à Paris, tournant rapidement à la trahison ; l'Université et le Parlement font défection ; les Anglais se rendent maîtres du pays jusqu'à la Loire ; des brigands surgissent partout ; les villes sont mises à sac, les villages détruits, les campagnes abandonnées. Mais ce n'est qu'une éclipse : Charles V, Duguesclin, Jeanne d'Arc, Charles VII, Richemont, Louis XI repoussent l'ennemi et refont le royaume.

Ung Dieu, une foy, une loy, ung roy.

Ce vers célèbre de Gringoire résume à merveille l'idéal de la France nouvelle. Voyez en quels termes les États de 1468 protestent de leur soumission. Ils entendent offrir au roi « leurs corps, leurs biens, tout ce qu'ils possèdent, le servir, luy obéir envers tous et contre tous sans nulz exception jusqu'à la mort inclusivement ». Cette obéissance n'est plus seulement un devoir, mais un culte et, à mesure que la France a réfléchi, ce culte lui-même n'est pas une pure effusion de la sensibilité : il s'enferme dans une certitude intellectuelle. La France a trouvé les raisons de sa foi monarchique. La monarchie absolue est constituée. Le moyen âge est bien fini, et plus encore dans les âmes que dans les institutions.

M. Imbart de La Tour s'arrête à ce tournant capital de notre passé. Répétons-le, nous n'avons, à l'heure actuelle, que peu d'ouvrages historiques qui puissent rivaliser avec celui-ci pour l'ampleur des vues, l'abondance des détails, l'agrément du style et la sûreté de l'exposition. Il en est peu aussi qui puissent être plus utiles pour faire aimer et comprendre notre pays. Il en est peu qui puissent donner au lecteur plus de plaisir et plus de satisfaction.

PIERRE GAXOTTE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. ÉMILE VANDERVELDE

C'est une figure énigmatique et complexe que celle d'Emile Vandervelde, chef du parti socialiste belge, ministre du roi Albert et membre impénitent de l'Internationale, qui va encore conduire ses troupes aux prochaines élections générales de Belgique. On l'a vu pendant la guerre collaborer utilement à l'œuvre du gouvernement de la défense nationale et plaider aux Etats-Unis, au Canada, et même en Russie, la juste cause de son pays. On l'a vu en même temps ménager les hommes de Stockholm. On l'a vu en 1917 présider à Londres un pèlerinage à la tombe de Karl Marx. Depuis l'armistice, il a lutté avec obstination pour la résurrection de l'Internationale et n'a pas craint de braver le mécontentement provoqué chez beaucoup de ses amis politiques par sa mansuétude à l'égard de ses coreligionnaires allemands.

M. Vandervelde a traversé les années tragiques que nous venons de vivre en rendant à maintes reprises de précieux services à la Belgique, mais il n'a, à la lumière des événements, revisé ni une seule de ses idées ni un seul de ses jugements. Après le coup de foudre de 1914 qui infligeait un terrible démenti à son système, le premier effort de sa pensée a été d'adapter aux circonstances la logomachie traditionnelle. La défense nationale, par exemple, dont la nécessité ne pouvait se discuter, a été baptisée « la guerre à la guerre », et les mêmes formules qui, en 1913, l'avaient encore servi à justifier des votes hostiles aux dépenses militaires lui venaient tout naturellement à la bouche en 1916 quand,

ministre de l'Intendance, il exhortait les ouvriers à produire et les soldats à se battre. Ce socialiste qui a reçu en partage la révélation se vanterait volontiers de n'avoir rien appris. Il n'est point insensible aux faits pourtant, mais quand ceux-ci ont l'air de donner tort à la théorie qui le possède, son esprit subtil trouve aussitôt un détour ingénieux pour maintenir debout la logique de sa doctrine.

Pour comprendre la personnalité d'Émile Vandervelde, il faut l'avoir vu, jadis, dans son rôle parlementaire de chef de l'extrême gauche. Le voilà qui se lève à son banc au milieu du groupe tout populaire des députés du parti ouvrier. C'est un bourgeois, sa mise est correcte, jaquette ou redingote, — sauf le jour du discours du trône où la discipline du parti exigeait le veston, — son physique, ses manières sont bien d'un avocat de la Cour de Bruxelles. Il prend la parole et sa voix claire, bien posée, résonne aussitôt dans toute l'enceinte. Les conversations privées cessent. M. Vandervelde expose le point de vue socialiste avec un art consommé, atténuant parfois du geste et de l'accent la violence de ses doctrines, élevant son programme au-dessus de la vulgarité que lui confèrent souvent les âpres revendications de ses collègues. Il est courtois et loyal dans le débat. Le voilà qui cherche à charmer l'auditoire, à dissimuler la gravité des concessions qu'il réclame; si la droite reste insensible, d'un mot il déchaîne les fureurs de ses partisans et, toisant ses adversaires, il semble dire : « Voyez quels lions je tiens muselés! » Il prêche ainsi, avec une persuasive élégance que trouble tout à coup une colère de tête, la lutte des classes, la grève générale, toutes les doctrines de mort. Les simples qu'il conduit trouveront dans son langage le reflet de leurs convoitises et de leurs passions, tandis que ceux qui savent ce que parler veut dire, ceux qui fréquentent l'orateur dans les cercles et dans les milieux scientifiques, s'attacheront aux mots vagues dont le discours est émaillé : évolution, transition, justice, vérité. Alors ils se persuadent que ce guide des masses qui use du verbe enchanteur est un politique réaliste dont les ambitions ne dépassent pas l'obtention de quelques réformes pratiques.

Mais suivons M. Vandervelde à une autre tribune. Périodiquement, ce chef d'opposition doit se défendre à son tour. Aux congrès du parti, il doit faire face aux délégués des groupements ouvriers accourus en foule pour dicter l'orientation du groupe. Ce sont des primaires pour qui la doctrine se résume en quelques aphorismes imprimés en rouge dans leur cerveau. Ils s'impatientent que l'ère

nouvelle tarde tant à luire sur le monde; ils jalousent obscurément la supériorité intellectuelle de leurs élus, ainsi que leurs places rémunérées. Des ambitions s'agitent et provoquent de cruelles meurtrissures. M. Vandervelde, merveilleux psychologue, intervient à l'heure propice, il irrite ou apaise la foule à son gré, fait acclamer des vœux vraiment révolutionnaires, de façon à montrer au bourgeois craintif la face blême du terrorisme, puis obtient sans peine un vote de confiance qui lui permet de suivre sa politique.

Le socialisme belge a deux faces. Au point de vue doctrinal, il est marxiste. Les conceptions simplistes du nuageux penseur sont à la base de son enseignement, et M. Vandervelde, plus que tout autre, se dit un disciple du maître. Pourtant, dans la pratique, c'est un socialiste réformiste, pratiquant largement la coopération, fortement influencé par le bon sens national. M. Vandervelde évolue habilement sur ce terrain glissant; personne n'a mieux défendu que lui la participation des socialistes au gouvernement, telle qu'elle a lieu depuis l'armistice. Mais cette contradiction entre la doctrine enseignée et l'action provoque nécessairement des crises au sein du parti. Quand on affirme chaque jour l'opposition irréductible des classes, quand on nie en principe la solidarité nationale, quand on impute au capitalisme tous les maux dont souffre la société, quand on tend au collectivisme, on empoisonne fatalement les intelligences frustes et on engendre des fanatiques, des révolutionnaires pour qui Lénine aujourd'hui est un Dieu.

M. Vandervelde est sévère pour ses disciples trop pressés. Il a encore excommunié le bolchevisme dans un discours prononcé à l'Université d'Oxford; mais il a beau se défendre, le bolchevisme est l'enfant terrible du socialisme. « Ces gens-là appliquent nos principes à la lettre », disait un jour avec désespoir un des chefs du parti. Tout en répudiant la saturnale asiatique de Petrograd, M. Vandervelde, désireux de faire risette à l'aile la plus avancée de son groupe et fidèle à sa tactique d'effrayer le bourgeois, proclame : « Le bolchevisme a enlevé aux bourgeois d'Europe cette sécurité qui était un des éléments de leur force; il a, par son action et sa critique, exalté les espoirs du prolétariat; il a mis en pleine lumière le mensonge de la démocratie bourgeoise dominée par la finance et par la presse capitaliste. Il a achevé, après Hindenburg et Ludendorff, de mettre fin à cet optimisme béat qui comptait uniquement pour transformer le monde sur le réformisme et sur la paix. »

Depuis l'armistice, M. Vandervelde est toujours là, avec sa politique

de bascule, pour empêcher le socialisme belge d'entrer dans le cycle de la vie nationale. Après la guerre, pourtant, il y a eu des hommes en Belgique pour dire que le socialisme avait à reviser un certain nombre de ses concepts. Mais le parti ouvrier, qui est à la fois un parti politique, un aggloméré d'œuvres et un groupement de coopératives, n'offre pas assez de plasticité pour que les mouvements purement intellectuels s'y développent librement. Les cadres subalternes, empoisonnés par des formules, défendent âprement l'orthodoxie et en subissent la rude discipline. Un travail souterrain se poursuit cependant et se laisse deviner par des manifestations significatives. M. Brunet, président de la Chambre et député de Bruxelles, a revendiqué pour le parti socialiste la liberté de pratiquer une politique étrangère nationale, défendant contre M. Vandervelde l'idée d'un État rhénan. Jules Destrée, ministre des Sciences et des Arts, qui, dans ses Fondeurs de neige, *nous a tracé un inoubliable tableau de la révolution russe à laquelle il a assisté, se déclare résolument patriote. Étudiant le socialisme italien, il louait un jour Bissolati d'avoir su évoluer sans entraves, et sa critique pénétrante atteint directement son chef de file. « Alors, dit-il, que le socialisme en général, et spécialement le socialisme italien officiel imbu des conceptions catastrophiques, réduisait toute politique extérieure à des déclamations vagues sur la fraternité des peuples et la puissance de l'Internationale, Bissolati avait vu qu'il y avait là des faits qu'on ne supprimait point avec des phrases. La grande majorité des adhérents du parti socialiste, dépourvue des notions d'histoire, de géographie, de politique mondiale indispensables pour toute appréciation éclairée, absorbée par l'âpreté des luttes quotidiennes pour un sort meilleur, n'était pas à même de voir au delà d'un horizon restreint. Et aux instants où ils comprenaient que le monde étendait sa vie bien plus loin, ils s'en remettaient avec confiance à l'Internationale. Le miracle de la fraternité humaine était plus facile à espérer encore que le miracle de la révolution. »*

M. Vandervelde n'a rien négligé pour étouffer ces tendances. Bien qu'il semble y avoir réussi, celles-ci répondent cependant à un courant profond qui tôt ou tard viendra au jour. M. Vandervelde, qui méconnaît systématiquement la mission politique, économique et sociale du groupement national, à qui une certaine sécheresse de cœur interdit de comprendre la valeur sentimentale de l'idée de patrie, a déjà essuyé un échec et s'est vu obligé en 1919 *de donner sa démission de président du bureau socialiste international. Mais il guette sa revanche et attend*

une occasion où l'ombrageuse susceptibilité des masses serait en défaut. On ne peut s'empêcher de croire qu'à ses yeux la scène politique d'un petit pays est trop étroite pour son génie. L'an dernier, il a pris parti contre la Pologne et récemment il a déclaré qu'il quitterait le gouvernement si les troupes belges avançaient dans la Ruhr. Comme le socialisme est en baisse en France, ce n'est point de ce côté qu'il cherche des appuis. Si M. Delacroix avait, lors de l'attaque de Varsovie, eu le courage de relever le gant, nul doute qu'il n'eût contribué à libérer le parti socialiste d'une tyrannie que son unité apparente ne l'empêche pas de sentir. M. Vandervelde résistera jusqu'à ce qu'une génération socialiste nouvelle, libérée du marxisme, prenne les rênes en main; il portera dans l'histoire la responsabilité d'avoir retardé une réaction salutaire.

M. Vandervelde ne manque pas de courage pourtant. Habile au maniement des hommes, fertile en expédients, de relation agréable et sûre, il eût été digne de prendre la tête du parti du travail national. On l'a vu, au moins à deux reprises, braver l'impopularité : lors de l'annexion du Congo, qu'il fut seul à défendre à l'extrême gauche, et lors du vote de la loi qui a restreint considérablement les méfaits de l'alcoolisme. En matière religieuse, il s'est montré généralement respectueux des convictions des catholiques, et depuis qu'il est ministre de la Justice, on n'a pas à se plaindre de la façon dont il intervient dans le temporel des cultes. Raison de plus pour déplorer que son influence maintienne le socialisme belge dans une atmosphère intellectuelle vraiment délétère.

★★★

Eugène Delacroix et l'avenir de la peinture.

L'acquisition récente, par le musée du Louvre, de la *Mort de Sardanapale,* a fait beaucoup pour la réputation d'Eugène Delacroix auprès d'un public de plus en plus sensible à la seule éloquence des chiffres. Sur l'opportunité de cette acquisition, sur le prix payé pour ce tableau, toutes les opinions raisonnables ont été émises. Je ne pense pas du tout, pour ma part, que l'honneur national fût intéressé à garder ce chef-d'œuvre en France, s'il est vrai que l'étranger était prêt à offrir, pour le posséder, une somme plus élevée encore. La guerre dite du droit étant plus onéreuse pour les vainqueurs que pour les neutres, voire même que pour les vaincus,

il n'appartient pas à la France de participer à de telles enchères de munificence. Il suffit, pour y triompher, d'occuper une bonne situation sur le marché des changes et le goût ne sert là de rien. Ce que l'on voudrait voir plus souvent, c'est l'étranger se disputant la possession d'œuvres de maîtres français, de qui nos musées auraient préalablement acheté, en temps opportun et à un prix raisonnable, les plus remarquables productions.

Or, chaque année, l'exposition des « achats de l'État » donne prétexte aux mêmes doléances ; encore a-t-on connu pire époque, celle de l'ineffable Dujardin-Beaumetz, ou encore de cet autre ministre d'hier (et peut-être, hélas ! de demain), lequel demandait un jour à M. Ch. Guérin si ses tableaux étaient « faits pour être vus de loin ». A quoi le peintre répondit, avec une bonne grâce ironique, qu'ils pouvaient aussi être vus de près... par un ministre des Beaux-Arts.

Sans parler de peintres ou de sculpteurs très discutés et sur lesquels l'opinion officielle pouvait légitimement se montrer hésitante, on peut faire cette remarque que parmi les tableaux de Daumier, qui ont passé en vente publique depuis quinze ou vingt ans, il en est qui prendront place au Louvre, un jour ou l'autre, à la suite d'enchères « sensationnelles » et parfaitement injustifiées.

Pour ce qui est de la *Mort de Sardanapale*, le prix ne serait pas excessif si l'entrée au Louvre de cette œuvre curieuse à plus d'un titre ramenait l'attention du public et celle des artistes sur le plus grand peintre du dix-neuvième siècle, Eugène Delacroix.

Il faudrait faire imprimer à part, en une brochure qui serait distribuée à la porte des Salons, le fulgurant chapitre de l'*Art romantique* où Baudelaire célèbre l'œuvre et la vie d'Eugène Delacroix. Rien de plus propre à décrasser l'esprit des peintres entichés de barbarie, de fausse naïveté, d'exotisme truqué, que ces pages divinatrices où le rôle de l'imagination créatrice est si bien défini et illustré, et la nécessité d'une véritable culture ou, comme dit Baudelaire, d'une éducation générale, proclamée à la face « d'illustres ou d'obscurs rapins, de tristes spécialistes, vieux ou jeunes ; de purs ouvriers, les uns sachant fabriquer des figures académiques, les autres des fruits, les autres des bestiaux... » Les deux tares de la peinture moderne : la stylisation forcée, qui conduit à la déformation systématique, d'une part, et le plat réalisme appliqué soit à l'objet matériel, soit à l'impression, de l'autre, y sont marquées avec une clairvoyance sans égale. Et lorsque Baudelaire s'efforce de rendre sensible le caractère du génie de Delacroix, il donne la définition même du sublime plastique :

« L'œuvre de Delacroix m'apparaît quelquefois comme une

espèce de mnémotechnie de la grandeur et de la passion native de l'homme universel. » Enfin lorsqu'il demande à l'œuvre d'art d'exprimer à la fois, et par des moyens plastiques, « l'atmosphère du drame humain, l'état d'âme du créateur », ce n'est pas un génie particulier qu'il décrit, c'est une loi universelle qu'il formule.

Or, tous ceux que préoccupe l'avenir de la peinture sentent plus ou moins nettement que le problème qui se pose à l'heure présente est d'ordre intellectuel et non d'ordre technique. Qu'il n'y ait pas d'équivoque, toutefois : l'importance du métier ne fait pas question et la nécessité du don est une vérité de bon sens. C'est pourquoi, au reste, elle est contestée par les peintres doués de plus d'esprit que de talent et qui échafaudent de pénibles sophismes à seule fin de démontrer que la sensibilité et le don du peintre peuvent se localiser dans son cerveau aussi bien que dans sa main !

Il est d'autant moins nécessaire de réfuter ces théories qu'elles ne sont avancées, la plupart du temps, que pour les besoins de la cause.

Sur l'importance du métier, sur la possibilité de l'enseigner, de le transmettre, tout le monde est d'accord et il n'y a plus personne aujourd'hui, que certains professeurs de dessin de la ville de Paris, pour prôner l'autodidactisme et l'emploi exclusif du « grand livre de la nature » ! Naguère opinions réactionnaires et insolites, le mépris de l'originalité à tout prix, la nécessité proclamée des disciplines sont maintenant des lieux communs esthétiques. La recherche des disciplines est même devenue l'occupation favorite des jeunes peintres qui écrivent. M. André Lhote, le principal d'entre eux, proposait récemment à ses confrères l'exemple de M. Ingres.

Il y a quelque dix ans, Guillaume Apollinaire et celui qui signe ces lignes, s'étaient ingéniés à rattacher à ce peintre les tentatives des cubistes. Et cela s'entend des cubistes de toute époque ! Pour ma part, je ne m'en repens en aucune façon, puisqu'il s'agissait de renforcer par tous les moyens un mouvement capable de faire sortir la peinture de l'ornière de vulgarité où elle s'enlisait.

Mais, à la réflexion, il m'apparaît que M. Ingres n'a fait que sublimer et quintessencier, pour ainsi dire, le réalisme et la stylisation, servi du reste par un métier de dessinateur hors de pair, et conduit par un goût du contour sensuel que M. André Salmon a très finement comparé à celui des érotiques chinois. M. André Lhote qui trace, de M. Ingres constructeur, un tableau pathétique et nous montre le peintre de l'*Apothéose d'Homère*, comme naguère celui des *Sabines*, en proie à des affres quasi-cosmogoniques, estime que c'est ravaler le génie de ce maître que de marquer le caractère érotique et sensuel de son art. Pas dans mon esprit, en tout cas. Il est vrai que

M. André Lhote se croit obligé, pour étayer son opinion, de contredire une vérité d'évidence, à savoir que c'est le contour et non la tache qui fait l'élément sensuel par excellence. Nous le renvoyons à ses propres œuvres où il lui sera facile de trouver maint témoignage de la docilité du peintre à cette vertu de la ligne niée par l'écrivain.

Personne ne songe à contester l'agrément des portraits de M. Ingres, ou le plaisir que donnent les cadences voluptueuses de l'*Odalisque* et du *Bain turc*. Ce charme est d'autant plus vif qu'il est contenu par un dessin d'apparence objective. Mais cette précision n'est pas plus objective qu'un rendu plus libre ; elle est même beaucoup plus voisine de la déformation : en effet, le moindre accident toléré dans le contour y prend de l'importance, alors qu'un dessin à la manière de Cézanne absorbe les déformations en les stylisant.

Aussi est-il piquant de voir les plus forcenés sectateurs de Cézanne mués en ingristes dévots. La logique de ces évolutions leur est aisée a démontrer grâce à la croissante richesse du vocabulaire esthétique qui admet toutes les associations de mots, sinon d'idées. Toutefois puisque les peintres se reprennent à cultiver le dessin intégral, qu'ils retournent directement à Raphaël plutôt qu'à David ou à Ingres. Car, chez l'un, la notion des formes obéit aux préjugés appris de Winckelmann et, chez l'autre, elle est altérée par le goût du style troubadour. David peint les *Sabines* en songeant à la statuaire grecque ; Ingres peignant Jeanne d'Arc songe aux enluminures des vieux missels.

Chez Delacroix, au contraire, aucun maniérisme, nul style préconçu.

« Puisque je considère, disait-il, l'impression transmise à l'artiste par la nature comme la chose la plus importante à traduire, n'est-il pas nécessaire que celui-ci soit armé à l'avance de tous les moyens de traduction les plus rapides? » De fait, il possédait le métier le plus solide, le plus souple et le plus brillant. Mais, comme tous les grands peintres, il eut conscience de cette vérité que Reynolds résume en ces termes : « L'imitation est un moyen et non le but de l'art. » Et Delacroix lui-même avait coutume de dire : « La nature n'est qu'un dictionnaire. » N'est-ce pas la devise d'un *constructeur*, pour employer un mot à la mode? Pour Delacroix, nous dit encore Baudelaire, la nature n'était qu'un amas incohérent de matériaux qu'il appartient à l'artiste d'associer et de *mettre en ordre*. N'est-ce donc pas là le rôle d'un constructeur?

A la vérité cette conception du rôle de l'artiste explique que, seul parmi les peintres de son siècle, Delacroix ait pu aborder les sujets les plus divers, illustrer la religion, l'histoire, la littérature. Sûr

de n'être pas trahi dans l'exécution, il ne limitait pas le champ de son imagination et ne se souciait pas d'adopter tel ou tel style approprié. Il osait tout peindre parce qu'il savait peindre. Voilà le propre de la maîtrise.

L'artiste doit pouvoir dire comme le héros de la tragédie : « Je suis maître de moi comme de l'univers. » Qui dit maîtrise dit possession. Le maître est celui qui possède tout.

En ce sens, Eugène Delacroix est réellement un maître. Tel il apparaît à travers son œuvre éblouissante, et tel il se révèle dans ses écrits, où chacun peut trouver les témoignages de sa supériorité intellectuelle sur tous les peintres de son temps. Que l'on compare sa correspondance, par exemple, à celle d'Ingres et que l'on dise lequel de ces deux peintres y paraît comme un grand esprit !

Et si d'aventure quelqu'un doit objecter que les écrits importent peu et que les œuvres seules comptent, soyez sûr que ce sera l'un de ces peintres dont l'agilité de plume se donne le plus volontiers carrière.

ROGER ALLARD.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

L'ALLEMAGNE, LE TRAITÉ DE PAIX ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. — *Le 31 août, l'Allemagne a effectivement versé le premier milliard qu'elle devait aux Alliés et sur lequel, aux termes des accords financiers du 13 août, la France ne doit rien recevoir.*

Le Conseil des ministres français a refusé, le 2 septembre, de ratifier cet accord, qui n'avait été signé que sous réserves par M. Doumer, ministre des Finances. De nouvelles négociations sont nécessaires. Une entrevue a eu lieu à Londres, le 9 septembre, entre M. Doumer et sir Robert Horne. Il a été convenu que les problèmes discutés seraient examinés ultérieurement en consultation avec les autres puissances alliées.

En attendant, le mark allemand s'effondre : le 12 septembre, il cotait à New York son cours le plus bas : 0,093.

Le problème silésien, à l'étude devant la Société des Nations, subit un nouvel ajournement : Quatre rapporteurs ont été désignés, les repré-

sentants de la Belgique, du Brésil, de la Chine et de l'Espagne (1er *septembre*). *M. von Karnebeck, ministre des Affaires étrangères de Hollande, a été élu président de l'assemblée de la Société des Nations* (5 *septembre*).

LE CONFLIT ENTRE BERLIN ET MUNICH. — *La question de la levée de l'état de siège en Bavière a été cause d'un conflit entre les gouvernements de Berlin et de Munich, le second contestant au premier le droit de lui imposer par décret des mesures de politique intérieure.*

Après de longs pourparlers, où était apparue la menace d'une scission, un compromis s'était ébauché, le 8 *septembre; la Bavière reconnaissait en principe les mesures du gouvernement d'Empire.*

Hostile au compromis, M. von Kahr, président du Conseil bavarois, a voulu le faire échouer en imposant à Berlin des exigences nouvelles qui ont été repoussées par la Commission de la Chambre bavaroise. M. von Kahr a donné sa démission le 11 *septembre. On parle de nouveau de l'éventualité d'un coup d'État en Bavière.*

ANGLETERRE ET IRLANDE. — *Les échanges de notes continuent, sans amener jusqu'ici de résultat.*

A une note de M. de Valera du 4 *septembre, M. Lloyd George a répondu, le* 8, *qu'il était impossible, pour le gouvernement anglais, d'accepter le principe d'une conférence sur la base de l'établissement d'une république irlandaise et de la répudiation de la couronne. Il suggérait toutefois une nouvelle entrevue pour le* 20 *septembre, à Inverness.*

Le 13 *septembre, M. de Valera a accepté le rendez-vous d'Inverness, mais en maintenant le point de vue des sinn-feiners qui entendent que l'Irlande soit considérée comme État indépendant. « Cette prétention est inacceptable, a répondu M. Lloyd George : jamais l'Angleterre ne consentira à reconnaître une république d'Irlande séparée de l'Angleterre. »*

GRÈCE ET TURQUIE, 12 septembre. — *Arrêt de l'offensive grecque en Asie Mineure. Les Turcs annoncent une grande victoire sur la Sakaria. Il est certain que les Grecs n'ont pas atteint Angora et que le gouvernement hellénique appelle la classe* 1922 *sous les drapeaux.*

AUTRICHE ET HONGRIE. — *Les affaires se compliquent de nouveau dans l'Europe centrale. Après les incidents de Pecs, des difficultés surgissent entre l'Autriche et la Hongrie, à propos des comitats occidentaux hongrois attribués à l'Autriche par le traité de Trianon.*

Le 11 septembre, les Hongrois avaient réoccupé leurs anciens territoires du Burgenland, évacués par la gendarmerie autrichienne.

Le 12, la Conférence des ambassadeurs a adressé au ministre de Hongrie à Paris une note invitant formellement, sous peine de sanctions, le gouvernement hongrois à évacuer les zones contestées.

Le gouvernement hongrois a répondu qu'il était disposé à remplir ses obligations et a suggéré que de nouvelles discussions soient entamées avec le gouvernement autrichien.

Pologne, 10 septembre. — *Démission du cabinet Witos, causée, semble-t-il, par les difficultés financières de la Pologne.*

Russie, 7 septembre. — *Réponse insolente de Tchitchérine à M. Noulens, président de la commission d'aide à la Russie. Les soviets déclarent intolérable le contrôle étranger et la nomination de M. Noulens est qualifiée par eux d'insulte.*

A. M.

Le Gérant : Robert Tisné.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 26911.